

# RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2012

R E N T A B I L I W E B   G R O U P

---

Rapport financier annuel  
31 décembre 2012



**RENTABILIWEB**  
MONÉTISEUR D'AUDIENCE





## Sommaire général

---

<b>SOMMAIRE GENERAL</b>	2
<b>MOT DU PRÉSIDENT</b>	4
<b>I RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES CONSOLIDES</b>	5
<b>II ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2012</b>	27
<b>III GOUVERNANCE D'ENTREPRISE</b>	66
<b>IV RENTABILIWEB GROUP EN BOURSE</b>	79
<b>V DECLARATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>	82
<b>VI COMPTES SOCIAUX INDIVIDUELS DE LA SOCIETE MERE RENTABILIWEB GROUP</b>	84



## Mot du président

### Une évolution autofinancée et planifiée



*Chers actionnaires et futurs actionnaires,*

*Rentabiliweb connaît depuis plusieurs mois une véritable mutation. Cette mutation, nous l'avons voulue d'abord comme une réponse à la nécessité de s'adapter à l'évolution même de nos secteurs traditionnels, mais aussi à l'obligation faite à toute société des NTIC d'intégrer le fait qu'Internet est un mouvement perpétuel et que chaque décennie doit financer la suivante.*

*Après dix ans d'une croissance exponentielle, nous avons sans hésitation fait le choix d'investir et de construire l'avenir de notre groupe.*

*Pour réaliser cet investissement très important, nous parlons de plusieurs millions d'euros, près de 6 millions d'euros en 2012 pour être exact, nous aurions pu emprunter.*

*Nous n'avons pas choisi cette option.*

*J'aurais pu aussi lever des fonds auprès des marchés boursiers, diluant par là même mes actionnaires y compris les plus petits. Je n'ai pas choisi cette option. La stratégie adoptée a été la même que celle que mon conseil d'administration et moi-même avons mise en place depuis la création de notre groupe : anticiper, s'autofinancer, être présent sur les marchés les plus porteurs et ne rien devoir à personne...*

*C'est bien cette stratégie, cette philosophie, qui m'a permis d'affronter tête haute trois crises économiques, trois crises financière mondiales majeures au cours des dix dernières années. Nous avons anticipé le ralentissement économique qui affecte aujourd'hui nos secteurs traditionnels, nous avons anticipé le ralentissement de croissance du marché de la e-publicité et nous avons su investir nos fonds dans les secteurs qui nous semblaient les plus porteurs.*

*Dans ce contexte, la mission du groupe qui depuis ses origines il y a 10 ans, est d'aider les e-commerçants et éditeurs à monétiser leur audience, est plus que jamais nécessaire. Captiver un internaute sur son site est de plus en plus difficile et coûteux. C'est d'autant plus critique que nous savons que moins de 3% des internautes qui visitent une boutique en ligne finissent par acheter un produit sur Internet contre plus d'un acheteur sur deux dans les boutiques physiques et que par ailleurs, près de 66% des cyberacheteurs abandonnent la transaction en cas de problème lors du paiement.*

*On le voit, l'enjeu de notre métier consiste aujourd'hui à transformer un visiteur chèrement acquis en « client ». Face à ce défi, proposer d'un côté une des solutions de paiement et de l'autre des outils marketing ne suffit plus. Les services de paiement et de marketing doivent être fusionnés pour accompagner les e-commerçants jusqu'à l'encaissement des transactions et au-delà. Or cette offre n'existe ni chez les banques traditionnelles, ni chez les acteurs du e-marketing. C'est l'essence de notre action : exploiter notre terrain de jeu favori, la statistique, pour intégrer le paiement dans les stratégies marketing des commerçants.*

*Cette ambition nécessite de se structurer en conséquence. On ne décide pas de marier deux industries, l'industrie financière et l'industrie du marketing, à un écosystème, le numérique, sans s'outiller, sans investir massivement et sans s'organiser de façon très précise.*

*Aujourd'hui, Rentabiliweb a le statut d'Etablissement de Paiement. Aujourd'hui, Rentabiliweb est agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel. Aujourd'hui, Rentabiliweb est membre du GIE carte bancaire et des réseaux internationaux. Aujourd'hui, Rentabiliweb fournit sa solution de paiement à plus de 200 e-commerçants moins d'un an après son lancement et cela représente déjà plusieurs centaines de millions de transactions.*

*Bien sûr, tout cela a eu un coût.*

*Après vous avoir offert 10 ans de croissance, 2012 a été la première année où notre chiffre d'affaires et notre marge ont baissé. Investir de façon importante était un choix délibéré pour préparer la décennie suivante. J'ai pris mes responsabilités. Nous avons allongé notre horizon d'investissement qui, je vous le rappelle, ne dépassait jamais un an au cours des 10 premières années d'existence de notre groupe. Nous avons dû intégrer le fait que notre société était désormais de taille importante, nous sommes entrés en phase d'investissement moyen terme et parallèlement nous avons consolidé. Le process de décision et la structure de notre outil.*

*Cette stratégie et ces actions nous permettent d'attendre désormais des résultats durables. Les premiers indicateurs de 2013 me confortent dans le bien fondé de nos choix.*

*2013 sera l'année qui validera notre stratégie. 2013 sera aussi l'année au cours de laquelle Rentabiliweb, par ma voix, s'engage à mieux communiquer et à régulièrement vous tenir informés des avancées de notre activité. Merci de votre confiance et en route, ensemble vers un avenir que nous avons su anticiper.*

**Jean-Baptiste Descroix-Vernier,**

**Président**

# **RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS**



<b>1.</b>	<b>PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES CONSOLIDEES .....</b>	<b>7</b>
<b>2.</b>	<b>PRESENTATION DU GROUPE RENTABILIWEB .....</b>	<b>10</b>
<b>3.</b>	<b>EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE PENDANT L'EXERCICE .....</b>	<b>17</b>
<b>4.</b>	<b>COMPARAISON DES RESULTATS FINANCIERS ANNUELS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2012 ET AU 31 DECEMBRE 2011 .....</b>	<b>20</b>
<b>5.</b>	<b>LIQUIDITES ET RESSOURCES EN CAPITAL .....</b>	<b>23</b>
<b>6.</b>	<b>ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT .....</b>	<b>25</b>
<b>7.</b>	<b>UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS .....</b>	<b>25</b>
<b>8.</b>	<b>RISQUE DE PRIX, DE CREDIT, DE LIQUIDITE ET DE TRESORERIE .....</b>	<b>25</b>
<b>9.</b>	<b>COMITE D'AUDIT.....</b>	<b>25</b>
<b>10</b>	<b>ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INFLUENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE D'ACQUISITION .....</b>	<b>26</b>

## 1

## Principales données financières consolidées

## 1.1. Bilan consolidé

BILAN ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	2012	2011
Ecart d'acquisition	1	50 624	50 800
Immobilisations incorporelles	2	4 221	4 600
Immobilisations corporelles	3	1 161	1 308
Autres actifs financiers	4	246	364
Actifs d'impôts différés	23	2 607	1 011
<b>Actifs non courants</b>		<b>58 860</b>	<b>58 083</b>
Clients et autres débiteurs	6	27 344	30 899
Actifs d'impôts exigibles		4 179	2 422
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie	7	7 806	11 053
<b>Actifs courants</b>		<b>39 329</b>	<b>44 373</b>
<b>ACTIF TOTAL GENERAL</b>		<b>98 189</b>	<b>102 456</b>

BILAN PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	2012	2011
Capital social	8	23 396	23 307
Réserves groupe		43 578	37 155
Ecart de conversion groupe		(46)	(56)
Résultat groupe		1 114	10 575
Titres en autocontrôle	9	(1 589)	(603)
Instruments dénouables en actions de l'entreprise	10	2 132	1 056
Intérêts minoritaires		0	1
<b>Capitaux propres</b>		<b>68 585</b>	<b>71 435</b>
Provisions à long terme	11	751	86
Passifs financiers	12-14	3	3
Passifs d'impôts différés	23	426	616
<b>Passifs non courants</b>		<b>1 181</b>	<b>705</b>
Provisions à court terme	11	202	171
Passifs financiers	12-14	5	3
Fournisseurs et autres créditeurs	13	23 784	24 593
Passifs d'impôts exigibles		4 433	5 550
<b>Passifs courants</b>		<b>28 423</b>	<b>30 316</b>
<b>PASSIF TOTAL GENERAL</b>		<b>98 189</b>	<b>102 456</b>

## 1

## Principales données financières consolidées

## 1.2. Compte de résultat consolidé

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	Notes	2012	2011
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>16</b>	<b>70 013</b>	<b>83 264</b>
<b>Marge brute</b>		<b>41 217</b>	<b>47 595</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>58,9%</i>	<i>57,2%</i>
Autres produits opérationnels	17	35	332
Charges opérationnelles	18	(24 694)	(23 661)
Charges de personnel	19	(11 118)	(8 101)
Charges de dépréciations et amortissements	20	(2 332)	(211)
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>3 108</b>	<b>15 955</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>4,4%</i>	<i>19,2%</i>
Autres produits et charges non courants	21	(844)	2 688
Autres charges de personnel et paiements en action	19	(1 076)	(460)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>1 188</b>	<b>18 183</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>1,7%</i>	<i>21,8%</i>
Résultat financier	22	(141)	34
Impôt sur le résultat	23	67	(5 005)
Impôts sur éléments non courants	23	0	(2 635)
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>1 113</b>	<b>10 576</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>1,6%</i>	<i>12,7%</i>



## 1

## Principales données financières consolidées

## 1.3. Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserves groupe	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Ecart de réévaluation	Titres en autocontrôle	Inst. dénouables en actions de l'entreprise	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
<b>Situation au 31.12.2010</b>	<b>23 299</b>	<b>13 981</b>	<b>18 711</b>	<b>(35)</b>	<b>8 015</b>	<b>0</b>	<b>(615)</b>	<b>0</b>	<b>63 356</b>	<b>0</b>	<b>63 356</b>
Augmentation de capital	8	10	0	0	0	0	0	0	18	0	18
Affectation du résultat	0	0	8 015	0	(8 015)	0	0	0	0	0	0
Dividendes versés	0	0	(3 477)	0	0	0	0	0	(3 477)	0	(3 477)
Résultat de la période	0	0	0	0	10 575	0	0	0	10 575	1	10 576
Variations de change	0	0	0	(20)	0	0	0	0	(20)	(0)	(20)
Variations de périmètre	0	0	134	0	0	0	0	0	134	0	134
Autres variations	0	(0)	(220)	(1)	0	0	12	1 056	848	0	848
<b>Situation au 31.12.2011</b>	<b>23 307</b>	<b>13 991</b>	<b>23 164</b>	<b>(56)</b>	<b>10 575</b>	<b>0</b>	<b>(603)</b>	<b>1 056</b>	<b>71 434</b>	<b>1</b>	<b>71 435</b>
Augmentation de capital	88	114	0	0	0	0	0	0	203	0	203
Affectation du résultat	0	0	10 575	0	(10 575)	0	0	0	0	0	0
Dividendes versés	0	0	(3 509)	0	0	0	0	0	(3 509)	0	(3 509)
Résultat de la période	0	0	0	0	1 114	0	0	0	1 114	(1)	1 113
Variations de change	0	0	0	11	0	0	0	0	11	0	11
Variations de périmètre	0	0	126	0	0	0	0	0	126	0	126
Autres variations	0	0	(884)	0	0	0	(987)	1 076	(795)	(0)	(795)
<b>Situation au 31.12.2012</b>	<b>23 396</b>	<b>14 105</b>	<b>29 473</b>	<b>(46)</b>	<b>1 114</b>	<b>0</b>	<b>(1 589)</b>	<b>2 132</b>	<b>68 585</b>	<b>0</b>	<b>68 585</b>

## 2.1. Historique et pôles d'activités

Le groupe Rentabiliweb a été créé par Jean-Baptiste Descroix-Vernier. Diplômé en droit, Jean-Baptiste Descroix-Vernier a débuté sa carrière comme avocat d'Affaires à Lyon. A l'orée des années 2000, il décide de se lancer dans le numérique. Après une première expérience dans la presse puis une seconde chez Newtech, il crée dès 2002 le groupe Rentabiliweb, l'un des acteurs majeurs de l'Internet et de la "monétisation d'audience".

Le groupe est positionné autour de deux pôles d'activités, un pôle B to B et un pôle B to C, proposant ainsi un guichet unique de solutions rentables pour monétiser les contenus et les audiences des professionnels (e-commerce, Internet, radio, TV, magazine, mobile), et ses propres audiences (édition de sites de divertissement sur Internet et mobile).

Rentabiliweb opère sur un marché en très forte croissance où les ventes sur Internet représentent 45 milliard d'euros en 2012, en croissance de 24% par rapport à 2011.

Le pôle B to B représente 37% du chiffre d'affaires consolidé 2012 avec 26 millions d'euros, tandis que le pôle B to C représente 63% du chiffre d'affaires consolidé 2012 avec 44 millions d'euros.

### Pôle d'activité B to B : Audience de tiers

Rentabiliweb est un spécialiste de la monétisation des audiences numériques et offline, ces nouveaux métiers liés à l'essor d'Internet qui consistent à rendre rentable l'audience numérique d'un site ou d'un service de téléphonie mobile.

Le Pôle B to B regroupe une gamme variée d'offres de services à destinations des professionnels des médias online et offline :

#### Le Paiement

- Le paiement par carte bancaire avec la possibilité d'offrir des services d'encaissement CB et de prélèvements SEPA aux e-commerçants européens : [www.be2bill.com](http://www.be2bill.com).
- Le micro-paiement (paiement de montants inférieurs à 6€) via 15 systèmes de paiement dont l'audiotel, le SMS ou tout autre moyen (Paypal, cartes prépayées, prélèvement sur facture FAI...) présent dans une cinquantaine de pays : [www.rentabiliweb.com](http://www.rentabiliweb.com), [www.offerpass.fr](http://www.offerpass.fr).

#### Le Marketing Direct

- Le marketing direct sur Internet et mobile (e-mailing, push SMS, couponing, cash-back, email retargeting, sondages et études...) avec le leader du cash back en France et plus de 1,6 millions de visiteurs uniques par mois : [www.mailorama.fr](http://www.mailorama.fr), [www.mailorama.es](http://www.mailorama.es), [www.topoffres.com](http://www.topoffres.com), [www.textorama.fr](http://www.textorama.fr), [www.consoclient.com](http://www.consoclient.com), [www.panel&co!](http://www.panel&co!),

<http://www.rpublishing.fr/>, <http://www.eperflex.com/email-retargeting/>.

- Les opérations publicitaires ciblées (programme d'affiliation et régie publicitaire) : [www.128b.com](http://www.128b.com).

#### Les Services Télécom

- Les services Télécom avec des solutions de services vocaux interactifs à destination des e-commerçants et des médias on et offline tels que des solutions d'interactivités (mise en place de ligne antenne, de gestion de standards, de répondeurs, de push SMS, des solutions de voting et des jeux concours...) et des solutions de Business to Machine sur les marchés des alertes (télésurveillance, ascenseurs...) et du paiement (autoroutes, parking, transport...) : [www.rentabiliweb-interactive.com](http://www.rentabiliweb-interactive.com).

### Pôle d'activité B to C: Audience propriétaire

Rentabiliweb est également un éditeur principalement francophone, spécialisé dans le divertissement numérique, Internet et mobile, doté d'une des audiences francophones la plus importante dans le monde :

#### L'Astrologie

- L'astrologie et la voyance en ligne avec [www.purevoyance.com](http://www.purevoyance.com).

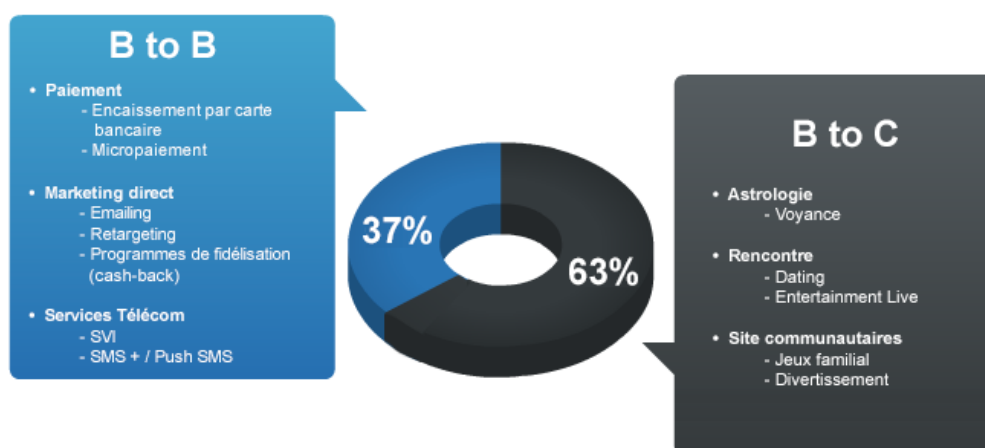
#### La Rencontre

- La rencontre (dating) déclinée selon les communautés avec entre autres : [www.justalove.com](http://www.justalove.com), [www.yes-messenger.com](http://www.yes-messenger.com), [www.purflirt.com](http://www.purflirt.com), [www.mykodial.com](http://www.mykodial.com), [www.camsympa.com](http://www.camsympa.com);

#### Les Sites Communautaires

- Le jeu et notamment le jeu familial (« casual gaming ») avec entre autres : [www.toox.com](http://www.toox.com), [www.jeu.org](http://www.jeu.org) ;
- Le divertissement à travers des sites d'humour avec notamment [www.abrutis.com](http://www.abrutis.com) et son application iPhone ;
- Les services aux personnes avec [www.handicap-information.com](http://www.handicap-information.com), [www.protectionservice.fr](http://www.protectionservice.fr), [www.reflexfleurs.com](http://www.reflexfleurs.com), [www.reflexvoyages.com](http://www.reflexvoyages.com), [www.protectiondesmineurs.com](http://www.protectiondesmineurs.com) ;
- Le Bien-être et l'édition féminine avec le portail d'information [www.clicbienetre.com](http://www.clicbienetre.com) ;
- L'Entertainment live avec [www.eurolive.com](http://www.eurolive.com) et [www.mykocam.com](http://www.mykocam.com) ;

La ventilation du chiffre d'affaires, en pourcentage des ventes totales, est la suivante :



## 2

## Présentation du Groupe Rentabiliweb

## 2.2. Stratégie de développement des pôles

## 2.2.1. Fournisseur de solutions de monétisation (B to B)

La stratégie du groupe consiste à proposer des solutions de monétisation innovantes et adaptées au contexte de ses clients. Ainsi, le développement du pôle B to B repose principalement sur la capacité du groupe à améliorer la rentabilité de l'audience.

## PAIEMENT

## Encaissement par carte bancaire



Rentabiliweb Europe est la filiale du premier pure-player Internet à avoir été agréée par la Banque de France et par l'Autorité de Contrôle Prudentiel en qualité d'Etablissement de Paiement en janvier 2011.

Le groupe est habilité à fournir des services de paiement au sens de l'article L314-1 II du code monétaire et financier et notamment les catégories 3 et 5, à savoir l'exécution de virements (SEPA Direct Debit), de prélèvements (SEPA Credit Transfers) y compris les ordres permanents, l'émission d'instruments de paiement et l'acquisition d'ordres de paiement via cartes bancaires.

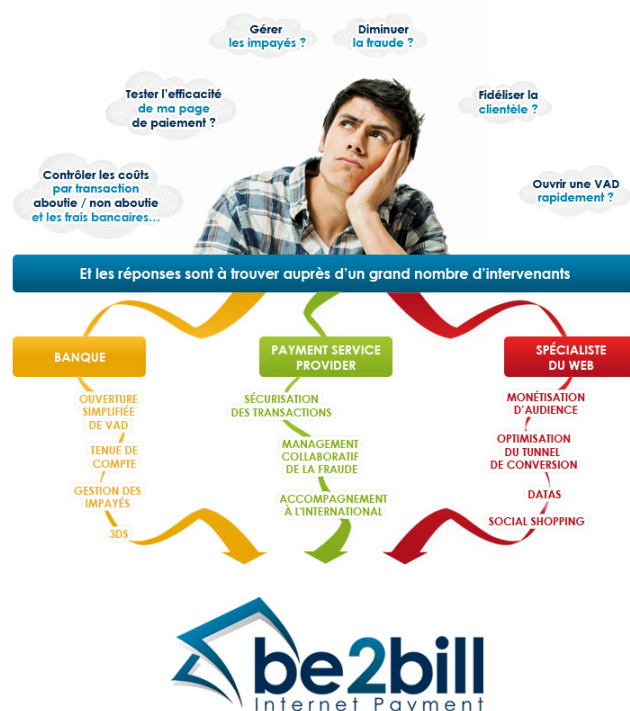
Rentabiliweb Europe est agréé en France mais également à l'étranger. La société bénéficie du passeport européen et en conséquence est en mesure d'opérer en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, en Roumanie, au Luxembourg, en Belgique et en Italie. Le groupe a la capacité de proposer des solutions d'encaissement en ligne pour les marchands français qui désirent se développer à l'étranger et pour les marchands étrangers en France et sur leur propre marché domestique.

En juin 2011, Rentabiliweb, cooptée par le Groupe BPCE, lui-même membre principal, devient également membre affilié du Groupement Cartes Bancaires, de Visa International et MasterCard. Ce statut lui permet de commercialiser, en plus de la prestation technique de paiement, les contrats d'acceptation commerçants et d'accéder au système national interbancaire de compensation Stet CORE en tant que membre affilié ainsi qu'à l'ensemble des places européennes de compensation (STET 2).

Ces agréments et partenariats permettent notamment à Rentabiliweb de commercialiser auprès de l'ensemble des e-commerçants français et européens, Be2bill (<http://www.be2bill.com/>), sa solution innovante et optimisée de paiement par cartes bancaires sur Internet et sur mobile.

## La solution couvre, entre autre :

1. Les paiements sur Internet;
2. Les paiements internationaux en devises;
3. Les paiements sur mobile;
4. Les paiements multicanaux (sur Internet et en magasin);
5. Les paiements alternatifs.



Lancée commercialement en janvier 2012, les premiers clients de Be2bill ont été déployés au second trimestre. Le positionnement unique de Be2Bill incluant l'offre de Prestataire Technique (PSP) et celle d'Etablissement Acquéreur (ouverture de contrats VAD), permet une gestion optimisée des données de transactions à des fins d'optimisation du tunnel de conversion, du marketing, de la fidélisation ou de la lutte contre la fraude. Cette nouvelle approche de la chaîne de valeur du e-commerce permet aux e-commerçants de maximiser leur chiffre d'affaires tout en réduisant les niveaux de risque et en minimisant les frais liés à l'encaissement en ligne.

## Parmi les fonctionnalités qu'offre la plate-forme :

- ▶ Pages de paiement personnalisées et optimisées avec des tests A/B;
- ▶ Paiements intelligents (gestion des abonnements, paiement en un clic, paiement en plusieurs fois, paiement en devise...);
- ▶ Suivi en temps réel des performances;
- ▶ Gestion de la fraude;
- ▶ Représentation interbancaire du commerçant pour les impayés et les règles de sécurité (exemple : plafonds d'autorisation);
- ▶ Outils de monitoring (réconciliation financière);
- ▶ Consolidation et monitoring des flux dans des architectures multicanal (convergence, automates, paiement en point de vente, paiement en ligne).

## Au cours de l'année 2012, Rentabiliweb Europe a :

- ▶ Enrichi les fonctionnalités de sa plate-forme avec des solutions d'optimisation de transaction et de gestion de fraude;
- ▶ Solidifié ses relations avec ses partenariats avec le Groupe BPCE, le Groupement cartes Bancaires et les réseaux internationaux Visa et Mastercard;

- ▶ Noué des partenariats avec l'ensemble des principaux CMS (Content Management System) disponibles en France;
- ▶ Conclu un partenariat stratégique avec Payvision, l'un des premiers fournisseurs indépendants de solutions de paiement locales et spécialiste du traitement des paiements internationaux;
- ▶ Etoffé son offre d'acceptation de carte;
- ▶ Amélioré sa plate-forme de paiement avec les plus hauts standards de sécurité mondiaux.

Depuis son lancement, Be2bill a connu une forte dynamique commerciale, au 31 décembre 2012, Be2bill a contractualisé avec près de 200 clients ecommerçants, spécialisés dans le retail ou le digital, et de tailles très diverses. Parmi les références clients : Winamax (leader du Poker en ligne), Pecheur.com (site emblématique du groupe Oxyane / Décathlon) Kenzo (Groupe LVMH) ou Aquarelle (premier fleuriste en ligne).



### Micro-paiement



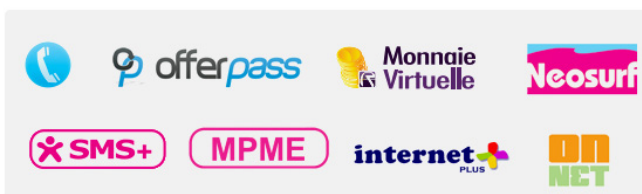
Le groupe Rentabiliweb offre aux professionnels et aux webmasters la plus importante plateforme de solutions de paiements sécurisés pour monétiser l'accès à leurs services et contenus sur Internet et mobile : jeux, parties payantes, articles, vidéos, etc. Le catalogue affiche tous les moyens de paiement actuellement disponibles, dont certains en exclusivité (Audiotel et SMS surtaxé, Internet+ box, Internet+ mobile, carte prépayée, carte bancaire, etc.) et l'offre est disponible en France, dans les Dom Tom et dans plus de 40 pays.

Rentabiliweb propose sa solution Offerpass ([www.offerpass.fr](http://www.offerpass.fr)), première plateforme française de paiement sponsorisée sur Facebook. Cette solution alternative et innovante s'inscrit dans le marché du marketing à la performance sur lequel le groupe est présent et pionnier depuis 2004 avec des marques fortes telles que Topoffres, ConsoClient ou

Mailorama. C'est un moyen de paiement qui permet aux annonceurs de sponsoriser le bien virtuel souhaité par l'internaute moyennant une action sur leur site ou sur leurs applications Facebook. Du côté des internautes et des cyberacheteurs, le bénéfice est réel puisqu'en échange de leur inscription à une newsletter, du renseignement d'un formulaire ou d'une demande de documentation par exemple, ils reçoivent un ou plusieurs code(s) de micro-paiement offert(s) par les sponsors.

Rentabiliweb offre aussi la possibilité pour des marchands et webmasters de créer leur propre monnaie virtuelle (crédits) entièrement configurable et en adéquation avec les tendances actuelles du marché du jeu en ligne. Ce script de monnaie virtuelle permet notamment aux joueurs d'obtenir des crédits soit en utilisant l'un des moyens de paiement Rentabiliweb, soit en souscrivant aux offres des sponsors et partenaires de Offerpass. En 2012, Rentabiliweb a offert à ses utilisateurs la possibilité d'acheter la monnaie virtuelle du site de leur choix proportionnellement au temps passé au téléphone : plus ce temps est élevé, plus le montant de monnaie virtuelle obtenue est important.

Parmi les récentes innovations, Rentabiliweb a intégré Internet+ Mobile (MPME), une solution de paiement par mobile innovante permettant au client final de payer ses contenus via la facture de son opérateur mobile français. Cette solution s'inscrit dans le prolongement de l'expansion du m-commerce en France et à l'étranger grâce à l'essor des smartphones et tablettes.



- ▶ [www.rentabiliweb.com](http://www.rentabiliweb.com)
- ▶ [www.offerpass.com](http://www.offerpass.com)
- ▶ [www.monnaievirtuelle.com](http://www.monnaievirtuelle.com)

### MARKETING DIRECT

Rentabiliweb possède une expertise reconnue dans le déploiement de solutions de marketing digital structurées autour de produits leaders. Nous offrons à nos partenaires un panel de solutions performantes et coordonnées répondant précisément à leurs besoins.

#### Marketing direct et programmes de fidélisation





## 2

## Présentation du Groupe Rentabiliweb

Dans un contexte de ralentissement économique, Mailorama conçoit et développe des programmes de fidélité qui permettent à ses membres de mieux consommer sur Internet et de bénéficier de réductions exclusives.

En les faisant interagir avec ses communautés, Mailorama assure à ses annonceurs partenaires une puissance et un ultra-ciblage s'appuyant sur plus de 7 ans d'expérience. Les activités de marketing direct de Mailorama assurent donc des retours plus élevés que les supports classiques.

La filiale édite différents programmes complémentaires afin d'apporter à ses partenaires e-marchands de nouveaux écrans toujours plus ciblés :

- ▶ Mailorama : L'un des leaders historiques avec un peu moins de 2 millions de membres actifs – 1.6 Millions de visiteurs uniques par mois - 1ère communauté de Cashback sur Facebook;
- ▶ AppForCash : Programme de fidélité sur Smartphones. Ce programme permet aux éditeurs d'applications de faire la promotion de leur App sur les stores concernés

En 2011, le groupe a lancé l'application Mailocash : ce programme (pour Mac et PC) permet de détecter automatiquement les e-commerçants qui offrent la remise la plus importante sur un produit. Ce logiciel affiche également les codes promotion, les réductions, le cash back ou encore les bonnes affaires du moment. L'installation est totalement gratuite et génère des revenus supplémentaires pour les internautes dès le premier achat.

Mailorama compte des clients et partenaires prestigieux tels que : La Redoute, Yves Rocher, Orange, Fnac, Maison de Valérie, PMU, Bouygues Telecom, MisterGooddeal, Voyages SNCF, Priceminister, etc...



- ▶ [www.mailorama.com](http://www.mailorama.com)
- ▶ [www.topoffres.com](http://www.topoffres.com)
- ▶ [www.mailorama.es](http://www.mailorama.es)
- ▶ [www.textorama.fr](http://www.textorama.fr)
- ▶ [www.mailocash.fr](http://www.mailocash.fr)

## Solutions de sondage et d'études en ligne



Fort de son expertise dans la gestion des bases de données marketing et les solutions de conquête clients à la performance, Rentabiliweb propose aux annonceurs des solutions de premier

plan pour acquérir de nouveaux clients et rentabiliser leurs investissements publicitaires, avec deux solutions de sondages et d'études en ligne : Conso Client et Panel&Co!

Ces deux solutions permettent d'améliorer la connaissance des clients internautes, d'identifier et de solliciter des prospects afin notamment d'augmenter la valeur des offres des annonceurs et de générer davantage de ventes sur Internet et sur les terminaux portables.

Plusieurs outils extrêmement innovants ont été intégrés à ces offres, comme par exemple, la possibilité pour l'acheteur d'expliquer les raisons de son achat et d'émettre un avis sur le commerçant.

Ces deux solutions de sondage et d'étude en ligne s'inscrivent dans la stratégie de Rentabiliweb qui s'appuie notamment sur la qualification permanente de ses bases de données et sur la qualité des services proposés en exclusivité aux membres de ses programmes de fidélisation sur Internet.



- ▶ [www.consoclient.com](http://www.consoclient.com)
- ▶ [www.mailorama-solutions.com/solutions/sondage](http://www.mailorama-solutions.com/solutions/sondage)

## Solutions de retargeting personnalisé par email



Rentabiliweb continue d'innover avec le lancement d'Eperflex, une solution de reciblage publicitaire par emailing.

Cette technologie unique en France de reciblage publicitaire non intrusive et entièrement anonyme permet à un annonceur de retrouver les clients potentiels venus consulter un produit sur son site ([www.eperflex.com](http://www.eperflex.com)).

Cette nouvelle offre s'adresse également aux éditeurs et webmasters qui pourront tester gratuitement les performances d'Eperflex et bénéficier de nouveaux revenus sans risque grâce à une automatisation complète de la solution (des envois emailing ciblés jusqu'au paiement, tout est géré automatiquement par Eperflex).



- ▶ [www.eperflex.com](http://www.eperflex.com)

## Régies publicitaires



Jusqu'à présent, un annonceur réservait un emplacement sur un site. La thématique du site support était le principal garant de l'affinité entre la publicité et l'audience. En visitant un site, tous les internautes étaient exposés à la même publicité.

Aujourd'hui, grâce à 128B, l'annonceur va réserver des affichages publicitaires liés à des cibles et non plus à des sites. En visitant le même site, chaque internaute sera exposé à une publicité différente, plus ciblée et en totale affinité avec son profil.

Le profil est enrichi continuellement en fonction de données comportementales ou déclaratives. Les retours pour l'annonceur sont donc plus importants car les audiences sont toujours plus ciblées.

Cette nouvelle façon d'appréhender l'achat média digital repose sur des outils techniques, puissants et rapides (yield management, real time, profiling...).

Ce système d'enchères en temps réel (Real Time Bidding) permet une meilleure efficacité des campagnes, une mise en place simplifiée et une désintermédiation génératrice de nouveaux revenus pour les sites et les régies positionnés sur ces marchés.

Rentabiliweb a lancé dès 2011 la mise en place d'un véritable Private Adexchange (SSP) à destination de ses clients et de ses milliers de sites partenaires.

Sur 128B, grâce à cette optimisation des emplacements publicitaires et un ciblage approfondi, les premiers résultats montrent une augmentation des revenus de cette activité de l'ordre de plus de 40%.

En 2011, sur le marché publicitaire Français, 3% des achats media ont été faits sur ce modèle. Le potentiel de croissance est donc très important puisque les prévisions font état de 50 % de part de marché à horizon 2015 (15 % actuellement aux USA).



Le groupe Rentabiliweb accompagne 1500 partenaires dans le déploiement de leur stratégie digitale dont :



▶ [www.128b.com](http://www.128b.com)



## INTÉRACTIVITÉ

## Services Télécom



Dans le cadre du déploiement de ses offres de téléphonie interactive auprès des médias, des annonceurs et des sites e-commerce en France, Rentabiliweb, opérateur télécom certifié auprès de l'ARCEP, conçoit des solutions innovantes et sur mesure pour communiquer massivement avec leurs clients, fidéliser et rentabiliser leur audience.

Rentabiliweb bénéficie des licences opérateur L33-1 et L34-1 délivrées par l'ARCEP. Le groupe possède sa propre plateforme télécom et SMS et a déployé ses infrastructures dans plusieurs salles serveurs en Europe. Ainsi, grâce à son infrastructure et son expertise Rentabiliweb propose les modules d'interactivité audiotel suivants : gestion de standards, répondeurs, jeux concours, voting, services complémentaires (astrologie, chat)...

Le groupe conçoit et héberge par ailleurs des services en ligne facilitant l'accès à distance à l'information et l'échange interactif de données (couplage téléphonie informatique), notamment dans les domaines du « Business to Machine » (B to M), de la relation client multicanal, des numéros 0800 dits numéros spéciaux, des SVI et des MVI (services et messages vocaux interactifs), de la téléphonie sur IP et des services SAAS. Il propose des solutions optimisées, sécurisées et largement automatisées dans les domaines des alertes (télésurveillance, ascenseurs, hôpitaux, assistance aux personnes ...), du paiement (transports, parkings, autoroutes...) et de la téléphonie d'entreprise.

Le groupe compte parmi ses clients de très grands comptes et médias, parmi lesquels : Brinks, M6 Boutique, Cofidis, Miele, Virgin Mobile, Présence Verte, Cegelec Secure, Mister Good Deal, Brandalley, Randstad, Rent-a-car, Zed, Rueducommerce, Europe1, RFM, Première, Pu-blic, Gulli, MCM, GIE des Radios Indépendantes, Virgin Radio, IDF1, Version Femina, Libération, etc.



▶ [www.rentabiliweb-interactive.com](http://www.rentabiliweb-interactive.com)

## 2.2.2. Offrir un bouquet de divertissements (B to C)

Rentabiliweb a développé un pôle d'édition grand public dédié au divertissement global.

De « monétiseur » d'audiences, le groupe est ainsi progressivement devenu un « créateur » d'audiences avec un bouquet de services qui couvre l'ensemble du divertissement grand public : le jeu familial (« casual gaming »), la rencontre (« dating »), les services à la personne, le bien-être, l'édition féminine, l'Entertainment live, le divertissement, l'astrologie, la voyance et l'humour.

Cumulée sur l'ensemble de son réseau de sites en propre, l'audience globale du groupe est estimée à plus de 50 millions de visites par mois, plaçant Rentabiliweb parmi les audiences francophones mondiales les plus importantes.

L'une des principales forces du modèle consiste à couvrir l'ensemble des thématiques d'édition fidélisantes et d'agréger une audience massive sur un réseau de sites autour du divertissement grand public. La maîtrise des outils de monétisation tels que la gestion des abonnements, des add-on, la capacité à enrichir les bases de données du groupe et à optimiser le coût d'acquisition assurent le succès des contenus édités par le groupe Rentabiliweb.

Par ailleurs, en phase avec l'actualité des nouvelles technologies, le groupe développe toujours des produits compatibles avec tous les navigateurs, des sites qui gèrent tous les types de trafic tel que celui provenant des mobiles ou des plaquettes.

Outre des améliorations techniques qui optimisent la navigation, de nombreuses améliorations marketing ont été apportées sur les sites.

## ASTROLOGIE

Le design du site pure voyance ([www.purevoyance.fr](http://www.purevoyance.fr)) a été amélioré, permettant ainsi à ses utilisateurs un confort supplémentaire. De nouveaux services sont désormais à disposition des internautes, leur offrant ainsi une meilleure expérience client.

## LA RENCONTRE (« DATING »)

En 2011, Rentabiliweb a mis à disposition de ses clients, une nouvelle version de sa messagerie instantanée à succès, Yes!Messenger ([www.yes-messenger.com](http://www.yes-messenger.com)). Disponible depuis la fin du premier semestre 2011, cette version propose de nombreuses optimisations qui permettent une meilleure expérience client avec un design plus actuel et une ergonomie améliorée. Le site Purflirt ([www.purflirt.com](http://www.purflirt.com)) a lui aussi bénéficié de toute cette expertise.

## LES SITES COMMUNAUTAIRES

Jeux Familiaux : L'année 2012 a été marquée par la sortie du premier jeu social de Rentabiliweb : MagicBuddy. L'acquisition de trafic sera effectuée en interne via les portails Toox et Jeu début 2013.

Le site Jeu.org quant à lui a subi une refonte complète lui permettant ainsi d'améliorer son positionnement dans les moteurs de recherche et de faciliter l'intégration de nouveaux jeux sociaux rémunérés.

Par ailleurs, le site Toox.com est en phase de redéveloppement depuis septembre 2012, l'objectif est de rajeunir le site et lui ouvrir de nouveaux canaux de rémunération.

Son développement dans de nouvelles technologies (HTML5/Javascript) lui permettra dès sa sortie d'être disponible sur tablette et mobile.

ClicBienEtre : Programme ultra ciblé 100 % féminin.

**Le groupe possède ainsi de très nombreux sites à forte audience tels que :**

- |  |  |
|--|--|
| ▶ <a href="http://www.clicbienetre.com">www.clicbienetre.com</a>                 | ▶ <a href="http://www.camsympa.com">www.camsympa.com</a>           |
| ▶ <a href="http://www.handicap-information.com">www.handicap-information.com</a> | ▶ <a href="http://www.yes-messenger.com">www.yes-messenger.com</a> |
| ▶ <a href="http://www.mykocam.com">www.mykocam.com</a>                           | ▶ <a href="http://www.rmobile.fr">www.rmobile.fr</a>               |
| ▶ <a href="http://www.protectiondesmineurs.com">www.protectiondesmineurs.com</a> | ▶ <a href="http://www.purflirt.com/">www.purflirt.com/</a>         |
| ▶ <a href="http://www.protectionservice.fr">www.protectionservice.fr</a>         | ▶ <a href="http://www.reflexfleurs.com">www.reflexfleurs.com</a>   |
| ▶ <a href="http://www.toox.com">www.toox.com</a>                                 | ▶ <a href="http://www.purevoyance.fr">www.purevoyance.fr</a>       |
| ▶ <a href="http://www.eurolive.com">www.eurolive.com</a>                         | ▶ <a href="http://www.jeu.org">www.jeu.org</a>                     |
| ▶ <a href="http://www.justalove.com">www.justalove.com</a>                       | ▶ <a href="http://www.magicbuddy.net">www.magicbuddy.net</a>       |

Féminin  
Bien-être

Humour  
Applications mobile  
& Internet

Entertainment  
Live

Services aux  
Personnes  
Communautés & niche  
Services & sécurité



Rencontre  
Dating généraliste & de niche

Jeux Familiaux  
Internet, mobile &  
réseaux sociaux

Voyance  
Voyance & Astrologie

Autre contenus  
Fidélisants à venir  
Développement organique  
& par croissance externe



### 2.3. Organisation du groupe Rentabiliweb

Coté en Bourse sur Alternext d'Euronext Paris en décembre 2006 et sur Alternext d'Euronext Bruxelles en janvier 2009 suite à la mise en place d'un carnet d'ordre unique, Rentabiliweb a procédé à un changement de marché et est coté, sur le compartiment C, d'Euronext Bruxelles et Paris depuis le 15 février 2010. Le titre est éligible aux Fonds Commun de Placement pour l'Innovation (FCPI) en obtenant le label « Entreprise Innovante » depuis avril 2009.

Les actions sont ainsi actuellement cotées en continu sur le compartiment C des places Euronext Bruxelles et Euronext Paris sous le symbole BIL et le code ISIN BE0946620946 sous le régime du carnet d'ordre unique. Par ailleurs, suite à la décision du Conseil Scientifique des Indices de NYSE Euronext le 2 septembre 2011, Rentabiliweb intègre les indices CAC® Small, CAC® Mid & Small, CAC® All-tradable et CAC® All-Share à compter du lundi 19 septembre 2011.

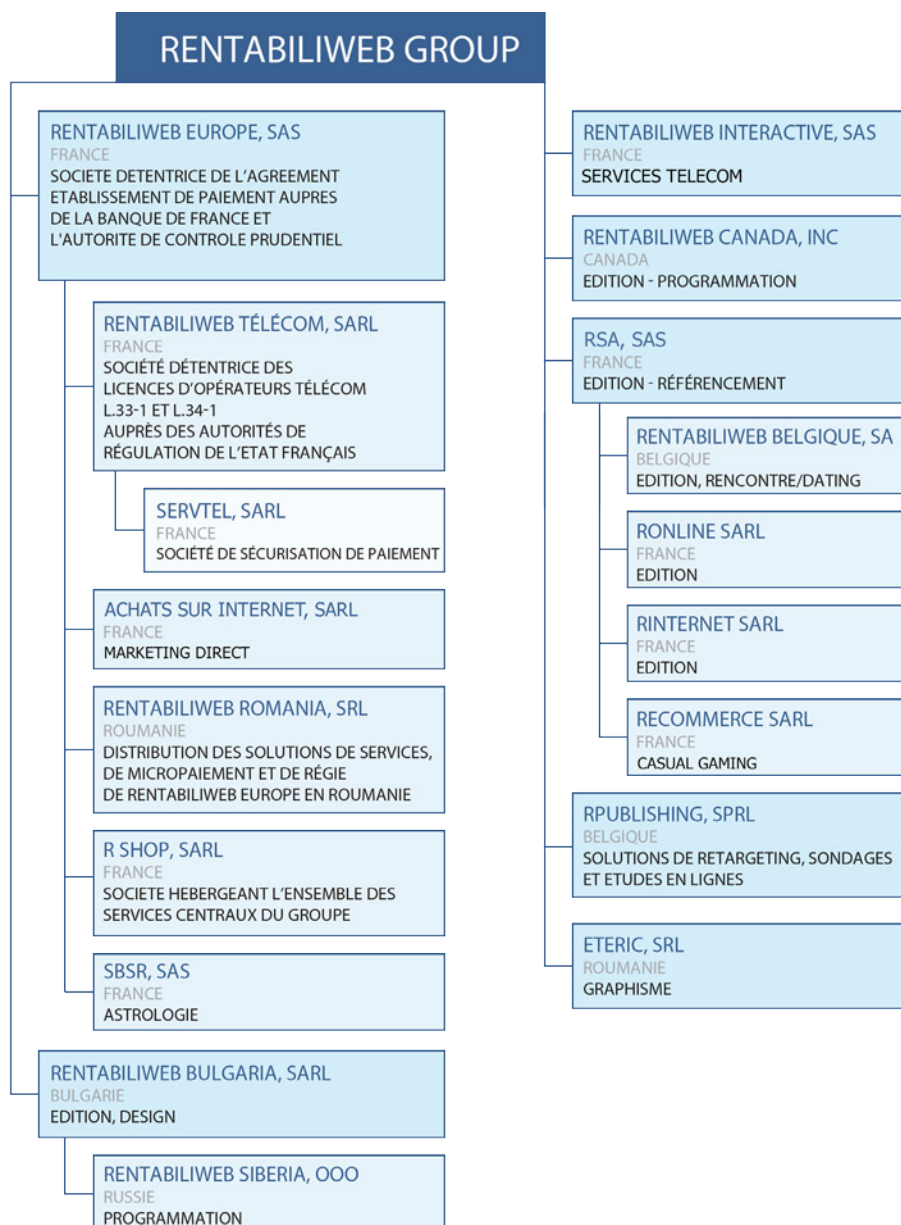
S'ajoutant aux indices BEL Soft. & C.S., BEL technology, BEL small index et BEL small NR en Belgique, cette mesure contribue à la nouvelle dynamique actionnariale de Rentabiliweb visant à augmenter la visibilité du titre.

Rentabiliweb compte parmi ses actionnaires les fondateurs, notamment son Président Jean-Baptiste Descroix-Vernier directement et via son holding d'investissement St Georges Finance, Financière Lov, holding d'investissement de Stéphane Courbit, la société Le Peigné SA et le Groupe PPR.

Rentabiliweb accueille à son Conseil d'administration des personnalités du secteur des médias et du divertissement telles que Gilles Lioret, Eric Licoys ou Jean-Marie Messier, ainsi que du secteur des télécoms telles que Franck Esser. Les administrateurs exécutifs du groupe sont M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier, M. Thibaut Faurès Fustel de Coulanges, Vice-Président et Mme Corinne Chatal, Directrice des Ressources Humaines.

Au 31 décembre 2012, le groupe Rentabiliweb compte 19 filiales, et plus de 230 collaborateurs en France, Belgique, Roumanie, Bulgarie, et Russie. Rentabiliweb Group SA est la maison-mère du groupe à laquelle sont rattachées directement ou indirectement toutes les filiales.

#### Organigramme du groupe au 31 décembre 2012





## Préambule – définitions

## Définition de la marge brute

La marge brute correspond au chiffre d'affaires auquel a été retiré l'ensemble des charges opérationnelles directement liées à sa réalisation, notamment les versements vers les partenaires.

## Définition du résultat opérationnel courant et résultat opérationnel

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et des charges directement liés aux activités du groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles et atypiques. Les produits et charges opérationnels non courants, qui regroupent les éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents, sont de nature à perturber le suivi de la performance du groupe. En conséquence, pour le suivi des performances opérationnelles, le groupe utilise comme solde de gestion le résultat opérationnel courant, défini, comme la différence entre le résultat opérationnel, les autres produits et charges opérationnels non courants, le coût des warrants ou actions distribués au personnel, et les éventuelles charges d'amortissements des écarts d'acquisitions.

de trafic, la fidélisation des clients et l'optimisation du tunnel de conversion (de la consultation d'un site au paiement de l'achat). Ce pôle se structure autour de trois activités complémentaires :

- ▶ Le paiement ;
- ▶ Le marketing direct ;
- ▶ Les services télécom.

Le recentrage autour de ces trois activités conduit le groupe à réorganiser le management et la structure juridique de certaines filiales.



Le B to C comme axe de génération de free cash flow et comme levier de compétence sur les problématiques du e-commerce.

- ▶ La rencontre ;
- ▶ L'astrologie ;
- ▶ Le jeu et les sites communautaires.

Des recrutements de nouveaux hauts potentiels ont été effectués et le groupe est actuellement doté d'équipes dédiées et expertes sur leur marché.

## 3.1. Rapport d'activité

## Fait marquants de l'année

L'orientation stratégique du groupe Rentabiliweb est orientée en deux axes :

- ▶ Le B to B comme « one stop shop » pour répondre aux enjeux de rentabilité du e-commerce à savoir l'acquisition

Ainsi, comme annoncé dès le premier semestre, Rentabiliweb a poursuivi son évolution en cohérence tant avec sa stratégie de croissance organique avec une priorité sur le lancement du nouveau produit be2bill ([www.be2bill.com](http://www.be2bill.com)), qu'avec sa culture privilégiant la performance, notamment sur le pôle BtoC. Cette restructuration de certaines filiales et l'investissement massif sur les activités les plus rentables et génératrices de synergies impactera positivement les résultats dès 2013.

## Compte de résultat consolidé

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	Notes	2012	2011
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>16</b>	<b>70 013</b>	<b>83 264</b>
<b>Marge brute</b>		<b>41 217</b>	<b>47 595</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>58,9%</i>	<i>57,2%</i>
Autres produits opérationnels	17	35	332
Charges opérationnelles	18	(24 694)	(23 661)
Charges de personnel	19	(11 118)	(8 101)
Charges de dépréciations et amortissements	20	(2 332)	(211)
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>3 108</b>	<b>15 955</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>4,4%</i>	<i>19,2%</i>
Autre produits et charges non courants	21	(844)	2 688
Autres charges de personnel et paiements en action	19	(1 076)	(460)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>1 188</b>	<b>18 183</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>1,7%</i>	<i>21,8%</i>
Résultat financier	22	(141)	34
Impôt sur le résultat	23	67	(5 005)
Impôt sur éléments non courants	23	0	(2 635)
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>1 113</b>	<b>10 576</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>1,6%</i>	<i>12,7%</i>

## Evolution de l'activité de la société pendant l'exercice

### 3.1.1. Commentaires sur le chiffre d'affaires consolidé

Au 31 décembre 2012, les ventes consolidées s'élèvent à 36.268 milliers d'euros, en recul de 16,0% par rapport à 2011. La répartition des ventes entre les différents pôles d'activités évolue comme suit :

CHIFFRE D'AFFAIRES (en milliers d'euros)	2012	2011	Variation
B to B	26 027	34 133	-23,7%
B to C	43 986	49 131	-10,5%
<b>TOTAL</b>	<b>70 013</b>	<b>83 264</b>	<b>-15,9%</b>

#### Pôle BtoB

Sur l'année 2012, l'activité B to B a réalisé un chiffre d'affaires de K€.26.027 contre K€.34.133 en 2011.

Sur le pôle paiement composé du micro paiement et de l'encaissement de carte bancaire (Be2bill) la baisse du chiffre d'affaires est notamment liée à l'arrêt de la commercialisation des Facebook Credit qui représentait M€.3.5 sur le premier semestre 2011 et à la restructuration du portefeuille client de l'activité micro paiement. Sur le second semestre, l'offre d'encaissement Be2bill a affirmé sa position unique sur le marché du paiement en ligne. Sa dynamique commerciale très encourageante se traduit par des signatures de contrats avec de grandes références telles que Winamax, Kenzo ou pêcheur.com (groupe Oxyane) ainsi que par un ramp up très satisfaisant et confirmé sur 100% de ses clients. Enfin, Be2bill a consolidé les relations avec ses partenaires notamment à travers des partenariats avec les CMS (Content Management System) : Prestashop, Magento, etc.

Sur le pôle marketing direct, le chiffre d'affaires a été impacté par le resserrement des budgets marketing des annonceurs. Ainsi, afin de

conserver un leadership les offres ont été recentrées sur celles les plus génératrices de valeur en capitalisant notamment sur son produit Eperflex qui permet une rémunération à la performance. En effet, Eperflex est une solution de plus en plus adoptée par les annonceurs et les e-commerçants puisqu'elle permet de générer des ventes additionnelles grâce à un système d'e-mail retargeting. Cette solution de reciblage spécifique des cyberacheteurs qui permet de diminuer les abandons de panier et les échecs de paiement a déjà séduit de grands e-retailer tels que Pixmania, Last Minute, MisterGoodDeal, Spartoo, Zalando etc.

Sur le pôle télécom, une synergie a débuté entre la société Rentabiliweb Interactive (ex Vidalia, société acquise en décembre 2010) et Rentabiliweb Télécom, l'opérateur historique du groupe. Le travail réalisé en 2012, permet au groupe Rentabiliweb d'offrir à ses clients un panel d'offre structuré comprenant le routage de campagne SMS, la fourniture de téléphonie d'entreprise et de centre d'appels, l'infogérance ainsi que le traitement des numéros surtaxés (plate-forme 0800). Cette structuration et ce positionnement ont abouti sur la signature de contrats clients importants dont les effets sur le chiffre d'affaires se ressentiront dès 2013.

#### Pôle B to C

Le chiffre d'affaires du pôle B to C atteint K€.43.986 en 2012 contre K€.49.131 en 2011.

Le recul du chiffre d'affaires de l'activité dating, lié à un contexte difficile et concurrentiel, est maîtrisé et en cours d'être compensé par l'astrologie dont la croissance est continue depuis son intégration dans le groupe.

Rentabiliweb bénéficie de la transition du marché de l'astrologie du off line vers le on line. Cette mutation combinée au lancement de nouveaux produits et à l'exploitation de nouveaux canaux de distribution tels que le mobile permet d'asseoir une solide augmentation du chiffre d'affaires.

### 3.1.2. Analyse des performances opérationnelles

#### Pôle B to B

B to B (en milliers d'euros)	2012	2011	Variation
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>26 027</b>	<b>34 133</b>	<b>-23,7%</b>
<b>Marge brute</b>	<b>11 280</b>	<b>12 068</b>	<b>-6,5%</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>43,3%</i>	<i>35,4%</i>	<i>+8,0%</i>
Autres produits opérationnels	10	23	-57,0%
Charges opérationnelles	(8 129)	(5 603)	+45,1%
Charges de personnel	(4 993)	(1 991)	+150,8%
Charges de dépréciations et amortissements	(1 556)	248	-726,6%
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>(3 388)</b>	<b>4 746</b>	<b>-171,4%</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>-13,0%</i>	<i>13,9%</i>	<i>-26,9%</i>

Au 31 décembre 2012, le taux de marge brute du Pôle B to B s'est apprécié de 8 points par rapport à l'exercice précédent. Cette amélioration est principalement la résultante d'un travail de fond sur le portefeuille client de l'activité de micro paiement. Le résultat opérationnel courant du B to B est fortement impacté par la contribution négative de Be2bill à hauteur de K€.5.718 dont l'essentiel des charges provient de charges de personnel, coûts de marketing et de consulting. Rentabiliweb a choisi de mettre en place, dès le lancement cette activité, une structure à la hauteur de ses ambitions de prise de parts de marché.

La restructuration des activités historiques, via un recentrage sur les produits à forte valeur ajoutée et une mutualisation des compétences, ainsi que la signature d'importants contrats pour les activités de marketing direct et télécom porteront leurs fruits dès 2013.

## 3

## Evolution de l'activité de la société pendant l'exercice

## Pôle B to C

B to C (en milliers d'euros)	2012	2011	Variation
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>43 986</b>	<b>49 131</b>	<b>-10,5%</b>
<b>Marge brute</b>	<b>29 937</b>	<b>35 527</b>	<b>-15,7%</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>68,1%</i>	<i>72,3%</i>	<i>-4,2%</i>
Autres produits opérationnels	4	297	-98,7%
Charges opérationnelles	(14 833)	(15 868)	-6,5%
Charges de personnel	(3 819)	(4 188)	-8,8%
Charges de dépréciations et amortissements	(263)	(316)	-16,8%
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>11 026</b>	<b>15 453</b>	<b>-28,6%</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>25,1%</i>	<i>31,5%</i>	<i>-6,4%</i>

Au 31 décembre 2012, le taux de marge brute du Pôle B to C s'est déprécié de près de 4 points par rapport à l'exercice précédent, s'établissant à 68,1% du chiffre d'affaires. Dans un contexte difficile et de plus en plus concurrentiel Rentabiliweb a su conserver un excellent niveau de marge brute grâce à des relations privilégiées et de long terme avec ses partenaires.

Dans ce contexte et afin de conserver une forte rentabilité, les charges opérationnelles ainsi que les charges de personnel ont été maîtrisées. La réduction des coûts s'est focalisée sur certains postes de charges mais n'a pas impacté les investissements marketing de l'activité astrologie afin de ne pas compromettre la constante progression de ce segment.

## Pôle Holding et départements centraux

Holding (en milliers d'euros)	2012	2011	Variation
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>n/a</b>
<b>Marge brute</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>n/a</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>n/a</i>	<i>n/a</i>	<i>n/a</i>
Autres produits opérationnels	21	12	n/a
Charges opérationnelles	(1 733)	(2 190)	-20,9%
Charges de personnel	(2 306)	(1 922)	+20,0%
Charges de dépréciations et amortissements	(513)	(143)	+258,2%
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>(4 531)</b>	<b>(4 244)</b>	<b>+6,8%</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>n/a</i>	<i>n/a</i>	<i>n/a</i>

Le pôle holding regroupe d'une part les équipes du siège de Rentabiliweb Group et, d'autre part, les services partagés qui effectuent des prestations de services pour le compte des pôles opérationnels. Il s'agit de tous les services transverses tels que la finance, les ressources humaines, le juridique et une partie des services techniques.

Au 31 décembre 2012, la contribution du pôle holding au résultat opérationnel courant de Rentabiliweb est une charge nette de K€4.531 contre K€4.244 en 2011.

La maîtrise et la rationalisation de certains postes de charges ont permis au groupe de maîtriser son niveau de charges opérationnelles (baisse de 20,9%) et d'acquérir de nouvelles compétences clés.

## 3.1.3. Commentaires sur le résultat net consolidé

Au-delà de la baisse enregistrée au niveau du ROC, le recul du Résultat Opérationnel, qui ressort à 1 million d'euros, s'explique essentiellement par l'existence de coûts exceptionnels non récurrents sur l'année (principalement le non versement d'un complément de prix et un défaut de paiement d'un de nos clients suite à l'insolvabilité d'un de ses partenaires), alors que le groupe avait enregistré sur le 1er semestre 2011 un produit exceptionnel de 2,5 millions d'euros (débouclage de la garantie de passif liée à une précédente acquisition).

Au total, le résultat net consolidé s'établit à 1 million d'euros au 31 décembre 2012.

## Comparaison des résultats financiers annuels consolidés au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011

### 4.1. Analyse des postes bilanciaux

Le total du bilan consolidé s'élève au 31 décembre 2012, à 98.188.885€..

#### 4.1.1. Actif du bilan

##### Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition s'élèvent à K€50.624 au 31 décembre 2012. Ce poste est composé de l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de la société Montorgueil, des écarts d'acquisition constatés lors de l'achat en 2010 du Groupe Edencast et du Groupe Vidalia ainsi que de l'écart d'acquisition de la société SBSR acquise au cours de l'exercice 2011.

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition est revue au minimum deux fois par an et lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. De tels événements ou circonstances sont liés à des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable et affectant soit l'environnement économique, soit les hypothèses ou objectifs retenus à la date d'acquisition.

Au 31 décembre 2012, le groupe a procédé à la revue de la valeur des écarts d'acquisitions.

Comme indiqué à la note 2.5, la valeur recouvrable des UGT ou groupes d'UGT est déterminée sur la base de la valeur vénale, estimée généralement sur la base de multiples de résultats, ou de la valeur d'utilité déterminée notamment sur la base de flux de trésorerie prévisionnels actualisés pour l'UGT ou le groupe d'UGT considéré. Comme indiqué à la note 2.5, et compte tenu des résultats obtenus sur les différentes filiales du groupe, il n'est pas apparu nécessaire de procéder à une quelconque dépréciation des écarts d'acquisitions.

##### Autres immobilisations incorporelles

La ligne immobilisations incorporelles s'élève à K€4.221, et enregistre une baisse de K€379 par rapport au 31 décembre 2011.

Elles sont essentiellement constituées du fonds de commerce sur Montorgueil que le groupe a acquis fin 2007. Ce fonds de commerce est constitué de sites Internet : noms de domaine, technologie et clientèle associée. La baisse constatée en 2012 correspond principalement aux logiciels, développements et fonctionnalités nécessaires au nouveau pôle d'activité paiement dont l'activité a débuté en 2012.

##### Immobilisations corporelles

La ligne immobilisations corporelles s'élève à K€1.161 et est essentiellement constituée des équipements d'infrastructure pour les activités B to B tels que des serveurs, etc.

##### Autres actifs financiers non courants

Au 31 décembre 2012, les autres actifs financiers non courants s'élèvent à K€246. Ces actifs financiers correspondent principalement à des parts détenues par le groupe Rentabiliweb dans des sociétés françaises non cotées en phase de développement et à des dépôts et cautionnement pour les locaux du groupe.

##### Actifs d'impôts différés

Les actifs d'impôts différés s'élèvent au 31 décembre 2012 à K€2.607 contre K€1.011 au 31 décembre 2011. Ils proviennent principalement de différences temporaires constatées entre le résultat consolidé et

le résultat fiscal des sociétés intégrées, ainsi que des déficits fiscaux qui viendront, éventuellement, diminuer ultérieurement les impôts à payer.

##### Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients et autres débiteurs s'élèvent à K€27.344 au 31 décembre 2012 contre K€30.899 au 31 décembre 2011, soit une variation de 12%.

Compte tenu de la qualité des signatures des principaux clients, notamment sur les pôles micro-paiement et Télécoms, avec des créances sur les opérateurs télécoms, le groupe considère qu'il n'est pas exposé à un risque de crédit significatif ou à une dépendance marquée avec un client.

##### Actifs d'impôt exigibles

Au 31 décembre 2012, la ligne actifs d'impôt exigibles s'établit à K€4.179, en augmentation de K€1.757 par rapport à K€2.422 au 31 décembre 2011. L'augmentation est principalement due à l'importance des acomptes d'impôt sur les sociétés payés courant l'exercice par rapport à l'impôt exigible au 31 décembre 2012, au Crédit Impôt Recherche constaté sur les filiales françaises pour un montant de K€967 et à l'économie d'IS d'intégration fiscale comptabilisée par Rentabiliweb Europe selon le principe de réallocation de l'économie aux filiales déficitaires intégrées fiscalement.

##### Trésorerie disponible et valeurs mobilières de placement

La ligne trésorerie s'établit à K€7.806, en diminution par rapport au 31 décembre 2011, tout en restant excédentaire. L'évolution constatée est à corréler avec l'évolution des free cash-flows générés par le groupe durant l'année 2012, et les investissements financiers opérés.

Le groupe souscrit à des valeurs mobilières de placement auprès de contreparties de premier rang, qui s'élèvent à K€3.475 au 31 décembre 2012 contre K€7.697 au 31 décembre 2011. La politique de gestion de trésorerie mise en place par le groupe a pour objectif d'optimiser les sources de financement, en minimisant les coûts financiers tout en maintenant une trésorerie systématiquement positive.

Le groupe a renforcé sa politique en matière de gestion de trésorerie suite à la mise en place d'un cash-pooling dont l'objectif principal est de pouvoir gérer au mieux les excédents de trésorerie générés au niveau du groupe en vue de leur placement. Ce placement géré automatiquement par Natixis est liquide et ne représente aucun risque pour le groupe.

#### 4.1.2. Passif du bilan

##### Capitaux propres

Les capitaux propres du groupe, s'élèvent à K€68.585 au 31 décembre 2012 contre K€71.435 au 31 décembre 2011. La variation durant l'année 2012 de ces derniers est détaillée dans le tableau des variations de capitaux propres présent dans les comptes consolidés. Elle s'explique principalement par le versement de K€3.509 de dividendes.

##### Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges intègrent des provisions pour risques financiers et fiscaux, ainsi que des provisions pour risques dommages et prévoyance. Elles sont constituées à chaque fois qu'une perte semble probable et quantifiable, notamment lors des procédures introduites contre la Société et ses filiales, dans le cadre de la marche normale de leurs affaires. Les reprises sont effectuées lors des paiements correspondants ou lorsque

## Comparaison des résultats financiers annuels consolidés au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011

le risque est considéré comme éteint.

Ce poste du bilan augmente et s'élève à K€.953 au 31 décembre 2012 contre K€.257 au 31 décembre 2011. Cette variation s'explique par des dotations de provisions pour risques et charges relatives à divers contentieux commerciaux ou juridiques. Par ailleurs, aucun litige significatif n'est intervenu durant l'exercice 2012. Le détail des variations est repris dans la note 11.

### Les passifs financiers

Au 31 décembre 2012, l'ensemble des passifs financiers s'élève à K€.8 dont K€.3 de passifs financiers non courants et K€.5 de passifs financiers courants contre respectivement K€.3 et K€.3 au 31 décembre 2011.

### Dettes fournisseurs et autres comptes créditeurs

La juste valeur des fournisseurs est considérée comme approximant leur valeur nette comptable en raison du fort degré de liquidité de ces postes. La ligne dettes fournisseurs s'élève ainsi à K€.23.784 au 31 décembre 2012 contre K€.24.593 au 31 décembre 2011.

### Passifs d'impôts exigibles

La ligne passifs d'impôts exigibles s'élève à K€.4.433 au 31 décembre 2012, soit une diminution de K€.1.117 par rapport au 31 décembre 2011.

### Passifs d'impôts différés

Les passifs d'impôts différés s'élèvent au 31 décembre 2012 à K€.426 contre K€.616 au 31 décembre 2011. Ils proviennent majoritairement de différences temporaires constatées entre le résultat consolidé et le résultat fiscal des sociétés intégrées.

## 4.2. Analyse des postes du compte de résultat

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé a diminué de 16% sur l'année 2012 pour atteindre 70.01 millions d'euros. Il se décompose de la manière suivante :

CHIFFRE D'AFFAIRES (en milliers d'euros)	2012	2011	Variation
B to B	26 027	34 133	-23,7%
B to C	43 986	49 131	-10,5%
<b>TOTAL</b>	<b>70 013</b>	<b>83 264</b>	<b>-15,9%</b>

### Marge brute

La marge brute correspond au chiffre d'affaires auquel a été retiré l'ensemble des charges opérationnelles directement liées à sa réalisation, notamment les reversements vers les partenaires.

Au 31 décembre 2012, la marge brute s'élève à K€.41.217 soit 58.9% du chiffre d'affaires, en progression de 1.7 points par rapport au 31 décembre 2011.

Ces charges correspondent à :

- ▶ dans le pôle B to B : les reversements effectués aux éditeurs de contenus auxquels ont accédé les internautes moyennant l'achat de codes sur nos plateformes de micro-paiement ;
- ▶ dans le pôle B to C : les reversements aux webmasters qui acheminent une audience qualifiée vers les sites du groupe.

### Autres produits opérationnels

A la clôture de l'exercice 2012, la ligne autres produits opérationnels s'établit à K€.35 contre K€.332 au 31 décembre 2011, soit une diminution de K€.297. Ce poste était élevé en 2011 suite aux diverses régularisations liées à l'absorption de la société Montorgueil par la société RSA.

### Achats et charges opérationnelles

Ce poste s'élève à K€.24.694 au 31 décembre 2012 contre K€.23.661 au 31 décembre 2011.

Il regroupe majoritairement :

- ▶ dans le pôle B to B : les frais bancaires liés aux activités d'encaissement Carte Bancaire ;
- ▶ dans le pôle B to C : les frais de sous-traitance pour la fabrication de certains services, les dépenses en marketing et publicité ;
- ▶ dans le pôle Holding : les charges de location immobilière et frais généraux, les frais de sous-traitance et autres honoraires, enfin les coûts de promotion et marketing (publicité online etc.).

### Charges de personnel

Les charges de personnel s'établissent à K€.11.118 à fin 2012 contre K€.8.101 au 31 décembre 2011, soit une augmentation de 37%. L'évolution de ce poste traduit l'effort significatif et parfaitement piloté par le groupe pour se doter des compétences clés nécessaires au développement de ses activités organiques, ainsi qu'au lancement de l'activité monétique dans le B to B.

En ligne avec la stratégie de recrutement et de gestion des ressources humaines en place dans le groupe, l'évolution de ce poste est directement liée à la volonté du groupe de se doter des ressources en interne pour se positionner sur les créneaux qui apporteront la croissance de demain sans toutefois nuire à la rentabilité actuelle.

### Charges de dépréciations, amortissements et provisions

Ce poste qui regroupe toutes les dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises, s'élevait à K€.211 au 31 décembre 2011 et s'élève à K€.2.332 au 31 décembre 2012.

A la fin de l'exercice 2012, il se compose de K€.1.394 correspondant à des dotations aux amortissements sur immobilisations, de K€.246 de dotations aux provisions sur actif circulant et K€.692 de dotations et reprises aux provisions pour risques et charges.

## Comparaison des résultats financiers annuels consolidés au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011

### Autres produits et charges non courants

Le poste autres produits et charges non courants comprend des éléments constitutifs du résultat qui ne peuvent être considérés comme faisant partie des activités principales ou accessoires du groupe en raison de leur nature. Ce sont des produits ou charges non récurrents et significatif au niveau de la performance consolidée. Ces éléments seraient, par ailleurs, susceptibles de nuire à la comparaison du résultat opérationnel courant d'un exercice à l'autre.

Les autres produits et charges non courants sont négatifs et s'élèvent au 31 décembre 2011 à K€.844 contre un produit de K€.2.688 au 31 décembre 2011.

La variation entre les deux exercices résulte d'une part d'un produit non courant lié au non versement du complément de prix prévu au protocole de rachat d'une acquisition réalisée précédemment, et d'autre part, à une charge non récurrente et à un défaut de paiement d'un de nos clients suite à l'insolvabilité d'un de ses partenaires. Les procédures de suivi et d'alerte ont été immédiatement renforcées au sein du groupe pour intégrer les cas de retard de paiement.

### Résultat financier

En 2012, le résultat financier du groupe représente une charge de K€.141, contre un produit de K€.34 en 2011.

### Charges d'impôt sur le résultat

Le poste d'impôt sur le résultat correspond à la somme des impôts exigibles de l'ensemble des entités du groupe, auquel s'ajoutent les impositions différées.

Au titre de l'exercice 2012, la charge d'impôt incluant les impôts différés est un produit qui s'élève à K€.67 contre une charge de K€.7.640 sur l'exercice 2011. Il se compose d'une charge d'impôt sur le résultat de K€.1.719 et d'un produit dû à un impôt différé de K€.1.785.

### Résultat net

Le résultat net se positionne à K€.1.113 contre une clôture à K€.10.576 au 31 décembre 2011.

### 4.3. Événement(s) postérieur(s) à la clôture

Il n'est pas survenu d'événements postérieurs à la date de clôture du 31 décembre 2012 de nature à remettre en cause la sincérité des informations portant sur l'évaluation des actifs et des passifs, la situation financière et les comptes annuels.



## 5

## Liquidités et ressources en capital et principaux risques

## 5.1 Liquidités et structure financière

Le groupe estime que les flux de trésorerie générés par ses activités opérationnelles, et sa trésorerie disponible, seront suffisants pour couvrir les dépenses et investissements nécessaires à son exploitation et la distribution de dividendes.

<b>Tableaux des flux de trésorerie</b> (en milliers d'euros)	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Résultat net des sociétés intégrées	1 113	10 575
Elimination des amortissements et provisions	2 080	(860)
Elimination de la variation des impôts différés	(1 785)	(251)
Elimination des plus ou moins-values de cession	0	0
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	(180)	(79)
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement	1 230	1 104
Acquisitions nettes d'immobilisations	(859)	(3 018)
<b>Cash flow disponible*</b>	<b>1 572</b>	<b>7 471</b>
<i>* Avant investissements financiers, opérations en capital et opérations de financement</i>		
Acquisitions financières et paiements de complément de prix	(750)	(12 346)
Variation des actifs financiers	4	(1)
Incidence des variations de périmètre	2	193
Augmentation de capital	203	18
Dividendes versés	(3 509)	(3 477)
Variation des actions propres	(779)	12
Remboursements d'emprunts et autres dettes	0	673
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement et de financement</b>	<b>(4 829)</b>	<b>(14 927)</b>
<b>Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>(3 257)</b>	<b>(7 456)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette à l'ouverture	11 053	18 528
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette à la clôture	7 806	11 053
Incidence des variations de cours des devises	10	(19)
<b>Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>(3 257)</b>	<b>(7 456)</b>

Conformément aux exigences de notification de l'IAS 7, les intérêts reçus, au cours de l'exercice 2012, s'élèvent à K€.34 et les impôts payés à K€.4.597. Le free cash-flow du groupe est de K€. 1.572, soit 2,2 % du chiffre d'affaires en 2012.

La trésorerie provenant des activités opérationnelles s'élève à K€.2.431 en 2012. La trésorerie provenant de l'exploitation correspond à la marge brute d'autofinancement nette de la variation du besoin en fonds de roulement.

Les investissements dépensés durant l'exercice 2012 et en rapport direct avec le pôle Paiement se sont élevés à K€.484. Corrigé de ces investissements dont la génération de marge opérationnelle apparaîtra à partir de 2012, le free cash-flow du groupe s'élève à K€.2.056.

La position de trésorerie du groupe s'établit à K€.7.806 au 31 décembre 2012.

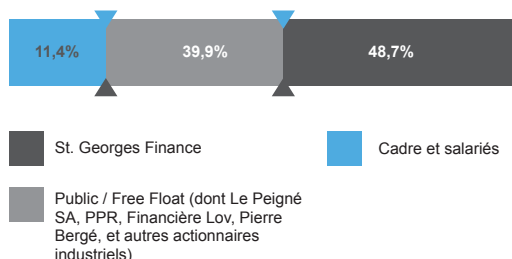
La variation de trésorerie de K€.3.257 est principalement explicable par :

- ▶ un résultat net de K€.1.113 au 31 décembre 2012 contre K€.10.575 au 31 décembre 2011;
- ▶ les compléments de prix sur acquisition des sociétés SBSR et Edencast;
- ▶ les investissements liés au nouveau pôle Paiement;
- ▶ le versement du dividende dû au titre de l'exercice 2011.

A noter également que la variation du BFR impacte positivement la trésorerie de K€.1.230. Le besoin en fonds de roulement du groupe est structurellement positif et s'élève à M€.3.4 au 31 décembre 2012 contre M€.4.6 au 31 décembre 2011.

## 5.2. Répartition du capital

### Structure du capital



St Georges Finance est une société anonyme de droit belge, entièrement contrôlée par M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier qui en assure aussi la direction. Il s'agit d'une société purement financière, dont l'unique objet est la détention de titres d'entreprises cotées ou non.

La société Rentabiliweb Group est contrôlée par Saint-Georges Finance, elle-même détenue en totalité par M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier. Au 31 décembre 2012, la société Saint-Georges Finance de M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier détient 48,7 % du capital et 55,4% des droits de vote.

### Acquisition d'actions propres par la société

Le groupe a activé en novembre 2011, un programme de rachat d'actions, avec effet immédiat. Ce programme s'inscrit dans le cadre des autorisations données par le Conseil d'administration du 9 août 2011 et par les statuts de la société. Il a fait l'objet d'un enregistrement auprès de la FSMA le 17 novembre 2011.

Le programme, d'une durée de 18 mois, peut porter jusqu'à un maximum de 20% du capital social. Les actions acquises dans le cadre de ce programme seront soit annulées, soit conservées ou attribuées aux salariés les plus méritants. Ce programme vient compléter les mesures déjà mises en place pour optimiser la création de valeur pour les actionnaires, dans un contexte de crise des marchés financiers.

Au 31 décembre 2012, suite aux différents programmes d'achat d'actions propres, la société détient 293 918 titres en autocontrôle.

## 5.2. Principaux risques et incertitudes

La Direction générale et la Direction financière du groupe ont mis en œuvre un service de contrôle et d'audit interne lui permettant de maîtriser les opérations à risques. Pour cela des ressources humaines et matérielles ont été mesurées, dirigées et supervisées de façon à permettre d'instaurer une véritable cellule de détection des différentes zones de risques. Ce service compte aujourd'hui deux pôles dont le premier est exclusivement dédié à l'activité monétaire tandis que le second est dédié aux autres activités du groupe. Le dispositif est piloté par la responsable de l'audit interne et son équipe accompagnés de prestataires extérieurs à fort potentiel, notamment dans le milieu bancaire.

En renforçant les équipes des départements centraux notamment des Directions financière, administrative, audit interne et juridique, le groupe améliore chaque année les possibilités d'identification et de gestion des risques afin d'assurer au mieux la défense et le développement

de son patrimoine et de sa réputation, et de protéger les intérêts de ses actionnaires, salariés, consommateurs, clients, et fournisseurs.

Les risques opérationnels généralement liés aux secteurs d'activité dans lesquels le groupe intervient, puis ceux propres à l'activité et à l'organisation du groupe, les risques juridiques ou de marché, sont présentés ci-dessous par catégorie thématique.

### Risques commerciaux

L'exhaustivité des litiges clients et fournisseurs représentant un risque avéré ont fait l'objet d'une revue par les avocats du groupe ainsi que le service de contrôle interne. Tous ces risques ont été chiffrés et font l'objet d'une provision si nécessaire.

### Risques prud'homal

Le groupe Rentabiliweb a provisionné, sur l'exercice 2012, un risque prud'homal dans son intégralité.

### Risques sociaux

Le groupe Rentabiliweb n'a connu aucun contrôle ou enquête administrative concernant des risques sociaux. Par ailleurs, une visite de la médecine du travail courant l'année 2012 a permis de conclure que les conditions de travail des salariés du groupe et l'environnement dans lequel ils évoluent au quotidien sont très satisfaisants.

### Risques fiscaux

Aucun risque, ni contrôle fiscal ou dénouement de contrôle n'a été recensé sur l'exercice 2012. Le groupe n'a également pas connaissance de risques fiscaux pouvant impacter postérieurement la continuité de l'activité.

### Risques liés aux systèmes informatiques

La gestion quotidienne des activités du groupe qui inclut notamment, la production et la réalisation de nos services, la comptabilisation et la facturation, le reporting et la consolidation ainsi que les échanges et l'accès à l'information interne, dépendent du bon fonctionnement des infrastructures techniques et informatiques. Ces infrastructures sont développées et maintenues par des experts internes ou des fournisseurs externes.

Le risque de dysfonctionnement, de défaillance ou d'arrêt de ces systèmes ne peut être écarté. Cette occurrence peut engendrer une perturbation de la gestion quotidienne des activités et avoir un effet négatif sur les indicateurs financiers du groupe. Pour faire face à ce risque et limiter son impact, la direction des systèmes informatiques du groupe a mis en place des moyens de sauvegarde des données, de protection, d'accès et de sécurité.

Courant l'exercice 2012, le groupe a engagé des ressources humaines et matérielles supplémentaires pour renforcer le contrôle des risques informatiques. Le pilotage de ce dispositif a été confié au responsable de la sécurité des systèmes d'information nouvellement recruté et dont la principale mission est de détecter les zones de risques liées aux systèmes d'information en vue de les limiter.

Le groupe a également connu un audit de conformité PCI DSS en 2012, visant à s'assurer que les professionnels manipulant des données liées à la gestion des cartes bancaires, répondent à des exigences spécifiques en matière de sécurité. Les conclusions de cet audit seront connues courant l'exercice 2013.



## 6

**Activité en matière de recherche et développement**

Le groupe Rentabiliweb, au travers de ses équipes de webmasters et de programmeurs informaticiens, est en perpétuelle élaboration de produits et de services nouveaux.

La créativité des équipes de la société constitue à cet égard une réelle force de développement, que l'on ne peut cependant pas assimiler à de la recherche fondamentale ou à de la recherche appliquée.

Pour autant, les coûts afférents à cette recherche et développement peuvent, s'ils sont dédiés à un produit ou un service spécifique, aux perspectives avérées de chiffre d'affaires, être immobilisés à l'actif du bilan et amortis sur la durée de vie prévisionnelle du produit ou service considéré. Les coûts de R&D peuvent aussi être présentés dans le cadre des programmes de Crédit Impôt Recherche.

## 7

**Utilisation des instruments financiers**

Néant.

## 8

**Risque de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie****Risque de liquidité**

Même s'il est impossible de garantir que le groupe ne sera pas confronté à des difficultés de trésorerie pour faire face à son développement futur, on peut considérer que le management a pris les dispositions nécessaires pour les éviter. Aucune assurance ne peut cependant être donnée quant au fait que la société pourra disposer des financements externes nécessaires pour financer ses activités, et ne sera pas en manque de liquidités.

**Risque des placements**

La trésorerie du groupe est partiellement investie sur les marchés financiers. En aucun cas cette trésorerie n'est toutefois placée sur les marchés actions, les seules actions que la société détient directement ou indirectement étant celles de ses propres filiales. En effet, la trésorerie du groupe Rentabiliweb est principalement investie sous la forme de SICAV monétaires.

## 9

**Comité d'audit**

Au cours de l'exercice social clôturé au 31 décembre 2010, le groupe Rentabiliweb s'est doté d'un comité d'audit conformément à l'article 526bis du Code des sociétés. La constitution d'un comité d'audit fait par contre partie des obligations des sociétés cotées sur un marché réglementé, tel qu'Euronext Paris et Bruxelles.

Le groupe Rentabiliweb lors de son Conseil d'administration du 23 décembre 2009 a validé la décision de constituer un comité d'audit sous la condition suspensive de l'admission de l'ensemble des actions de la société Rentabiliweb Group SA sur Euronext Brussels et Paris en précisant que ce comité ne deviendrait opérationnel qu'à partir de la réalisation de cette condition suspensive, la condition étant levée le premier comité s'est tenu le 21 octobre 2010.

La justification de l'indépendance d'au moins un des membres de ce comité au sens de l'article 526ter du Code des sociétés a été validée et mentionnée dans le rapport de gestion relatif à l'exercice social clôturé au 31 décembre 2011.

Au cours de l'exercice 2012 le comité d'audit s'est réuni quatre fois, à savoir, le 15 mars, le 11 mai, le 5 octobre et le 13 décembre. Tous les membres étaient présents dont Franck ESSER, qui a rejoint ce comité en 2012 et qui a assisté aux 2 dernières réunions. Nicolo HOREL, Directeur Administratif et Financier du groupe, quant à lui, a participé à ces réunions en tant que senseur.

## Éléments susceptibles d'avoir une influence en cas d'offre publique d'acquisition

Conformément à l'article 34 de l'arrêté royal relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis à la négociation sur un marché réglementé, le groupe Rentabiliweb doit exposer et, le cas échéant, expliquer les éléments dans la mesure où ceux-ci sont susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'acquisition :

- ▶ La structure du capital, avec le cas échéant une indication des différentes catégories d'actions et, pour chaque catégorie d'actions, les droits et obligations qui lui sont attachés et le pourcentage du capital social total qu'elle représente :

néant.

- ▶ Toute restriction légale ou statutaire au transfert de titres :

néant.

- ▶ Les détenteurs de tout titre comprenant des droits de contrôle spéciaux et une description de ces droits :

néant.

- ▶ Le mécanisme de contrôle prévu dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés directement par ce dernier :

néant.

- ▶ Toute restriction légale ou statutaire à l'exercice du droit de vote :

néant.

- ▶ Les accords entre actionnaires, qui sont connus de l'émetteur et peuvent entraîner des restrictions au transfert de titres et/ou à l'exercice du droit de vote :

néant.

- ▶ Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres de l'organe d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de l'émetteur :

Les administrateurs sont nommés par l'Assemblée générale des actionnaires conformément aux dispositions du Code des sociétés.

Par ailleurs, l'Assemblée générale a, sauf disposition contraire, le droit d'apporter des modifications aux statuts. L'Assemblée générale ne peut valablement délibérer et statuer sur les modifications aux statuts que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation, et si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la deuxième assemblée délibérera valablement, quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents. Aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix.

- ▶ Les pouvoirs de l'organe d'administration, en particulier concernant le pouvoir d'émettre ou de racheter des actions :

Conformément aux articles 607 et 620 du Code des sociétés, le Conseil d'administration peut se voir confier par l'Assemblée générale certains pouvoirs en matière d'augmentation de capital et d'acquisition d'actions propres. Dans ce cadre, l'Assemblée

générale extraordinaire du 25 janvier 2010 a décidé de renouveler les autorisations suivantes octroyées au Conseil d'administration.

- ▶ Autorisation d'augmentation du capital dans le cadre du capital autorisé en période d'offre publique d'acquisition :

L'Assemblée générale extraordinaire du 25 janvier 2010 a expressément autorisé le Conseil d'administration, conformément aux conditions légales, pour une période de trois ans, à augmenter le capital dans le cadre du capital autorisé en période d'offre publique d'acquisition portant sur les titres de la société.

- ▶ Autorisation d'acquisition d'actions propres pour éviter un dommage grave et imminent :

L'Assemblée générale extraordinaire du 25 janvier 2010 a renouvelé pour une période de trois ans les autorisations du Conseil d'administration visées à l'article 12 des statuts de la société, d'acquies et d'aliéner des actions propres de la société pour éviter à la société un dommage grave et imminent (ces autorisations sont également valables pour les filiales directes au sens de l'article 627 §1 du Code des sociétés).

- ▶ Tous les accords importants auxquels l'émetteur est partie et qui prennent effet, sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de l'émetteur à la suite d'une offre publique d'acquisition, et leurs effets, sauf lorsque leur nature est telle que leur divulgation porterait gravement atteinte à l'émetteur ; cette exception n'est pas applicable lorsque l'émetteur est spécifiquement tenu de divulguer ces informations en vertu d'autres exigences légales :

L'Assemblée générale des actionnaires a également approuvé une disposition dans la documentation relative aux warrants émis par la société en octobre 2006 (Plan 2006), en décembre 2007 (Plan A 2007 et Plan B 2007) et novembre 2011 (Plan 2011), donnant le droit aux détenteurs de ces warrants d'exercer leurs warrants à tout moment en cas de changement de contrôle (c'est-à-dire en cas de transfert, en une ou plusieurs opérations, de plus de cinquante pour cent (50%) des titres de Rentabiliweb Group SA conférant le droit de vote) ou de lancement d'une offre publique d'acquisition sur les titres de Rentabiliweb Group SA.

- ▶ Tous les accords entre l'émetteur et les membres de son organe d'administration ou son personnel, qui prévoient des indemnités si les membres de l'organe d'administration démissionnent ou doivent cesser leurs fonctions sans raison valable ou si l'emploi des membres du personnel prend fin en raison d'une offre publique d'acquisition :

néant.

# **ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012**



## Sommaire états financiers consolidés

---

<b>1</b>	<b>COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2012 .....</b>	<b>29</b>
<b>2</b>	<b>ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES .....</b>	<b>34</b>
<b>3</b>	<b>RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....</b>	<b>64</b>

## 1.1. Etat de situation financière consolidée

<b>BILAN ACTIF</b> (en milliers d'euros)	<b>Notes</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Ecarts d'acquisition	1	50 624	50 800
Immobilisations incorporelles	2	4 221	4 600
Immobilisations corporelles	3	1 161	1 308
Autres actifs financiers	4	246	364
Actifs d'impôts différés	23	2 607	1 011
<b>Actifs non courants</b>		<b>58 860</b>	<b>58 083</b>
Clients et autres débiteurs	6	27 344	30 899
Actifs d'impôts exigibles		4 179	2 422
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie	7	7 806	11 053
<b>Actifs courants</b>		<b>39 329</b>	<b>44 374</b>
<b>ACTIF TOTAL GENERAL</b>		<b>98 189</b>	<b>102 456</b>

<b>BILAN PASSIF</b> (en milliers d'euros)	<b>Notes</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Capital social	8	23 396	23 307
Réserves groupe		43 578	37 155
Ecarts de conversion groupe		(46)	(56)
Résultat groupe		1 114	10 575
Titres en autocontrôle	9	(1 589)	(603)
Instruments dénouables en actions de l'entreprise	10	2 132	1 056
Intérêts minoritaires		0	1
<b>Capitaux propres</b>		<b>68 585</b>	<b>71 435</b>
Provisions à long terme	11	751	86
Passifs financiers	12-14	3	3
Passifs d'impôts différés	23	426	616
<b>Passifs non courants</b>		<b>1 181</b>	<b>705</b>
Provisions à court terme	11	202	171
Passifs financiers	12-14	5	3
Fournisseurs et autres créditeurs	13	23 784	24 593
Passifs d'impôts exigibles		4 433	5 550
<b>Passifs courants</b>		<b>28 423</b>	<b>30 316</b>
<b>PASSIF TOTAL GENERAL</b>		<b>98 189</b>	<b>102 456</b>

## 1.2. Etat du résultat global consolidé

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	Notes	2012	2011
<b>Chiffre d'affaires</b>		<b>70 013</b>	<b>83 264</b>
<b>Marge brute</b>		<b>41 217</b>	<b>47 595</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>58,9%</i>	<i>57,2%</i>
Autres produits opérationnels		35	332
Charges opérationnelles		(24 694)	(23 661)
Charges de personnel		(11 118)	(8 101)
Charges de dépréciations et amortissements		(2 332)	(211)
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>3 108</b>	<b>15 954</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>4,4%</i>	<i>19,2%</i>
Autres produits et charges non courants	21	(844)	2 688
Autres charges de personnel et paiements en action		(1 076)	(460)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>1 188</b>	<b>18 182</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>1,7%</i>	<i>21,8%</i>
Résultat financier		(141)	34
Impôt sur le résultat	23	67	(5 005)
Impôt sur les éléments non courants	23	0	(2 635)
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>1 113</b>	<b>10 576</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>1,6%</i>	<i>12,7%</i>
Résultat net part du groupe		1 114	10 575
Résultat net - intérêts des minoritaires		(1)	1
Résultat net par action	24	0,06	0,59
Résultat net dilué par action	24	0,06	0,55

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE (en milliers d'euros)	2012	2011
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>1 113</b>	<b>10 576</b>
Variation de l'excédent de réévaluation des immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	0	0
Profits et pertes résultant de la conversion des états financiers d'une activité à l'étranger	(46)	(56)
Profits et pertes relatifs à la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente	0	0
Partie efficace des profits et des pertes sur instruments de couverture	0	0
Quote-part des autres éléments des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	0	0
Impôts	0	0
<b>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>(46)</b>	<b>(56)</b>
<b>Résultat global de l'exercice</b>	<b>1 068</b>	<b>10 520</b>
Résultat global - part du groupe	1 069	10 519
Résultat global - intérêts des minoritaires	(1)	1

## 1.3. Etat des variations de capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserves groupe	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Ecart de réévaluation	Titres en autocontrôle	Inst. dénouables en actions de l'entreprise	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
<b>Situation au 31.12.2010</b>	<b>23 299</b>	<b>13 981</b>	<b>18 711</b>	<b>(35)</b>	<b>8 015</b>	<b>0</b>	<b>(615)</b>	<b>0</b>	<b>63 356</b>	<b>0</b>	<b>63 356</b>
Augmentation de capital	8	10	0	0	0	0	0	0	18	0	18
Affectation du résultat	0	0	8 015	0	(8 015)	0	0	0	0	0	0
Dividendes versés	0	0	(3 477)	0	0	0	0	0	(3 477)	0	(3 477)
Résultat de la période	0	0	0	0	10 575	0	0	0	10 575	1	10 576
Variations de change	0	0	0	(20)	0	0	0	0	(20)	(0)	(20)
Variations de périmètre	0	0	134	0	0	0	0	0	134	0	134
Autres variations	0	(0)	(220)	(1)	0	0	12	1 056	848	0	848
<b>Situation au 31.12.2011</b>	<b>23 307</b>	<b>13 991</b>	<b>23 164</b>	<b>(56)</b>	<b>10 575</b>	<b>0</b>	<b>(603)</b>	<b>1 056</b>	<b>71 434</b>	<b>1</b>	<b>71 435</b>
Augmentation de capital	88	114	0	0	0	0	0	0	203	0	203
Affectation du résultat	0	0	10 575	0	(10 575)	0	0	0	0	0	0
Dividendes versés	0	0	(3 509)	0	0	0	0	0	(3 509)	0	(3 509)
Résultat de la période	0	0	0	0	1 114	0	0	0	1 114	(1)	1 113
Variations de change	0	0	0	11	0	0	0	0	11	0	11
Variations de périmètre	0	0	126	0	0	0	0	0	126	0	126
Autres variations	0	0	(684)	0	0	0	(987)	1 076	(795)	(0)	(795)
<b>Situation au 31.12.2012</b>	<b>23 396</b>	<b>14 105</b>	<b>29 473</b>	<b>(46)</b>	<b>1 114</b>	<b>0</b>	<b>(1 589)</b>	<b>2 132</b>	<b>68 585</b>	<b>0</b>	<b>68 585</b>



## 1.4. Etat des flux de trésorerie consolidés

Ce tableau de variation de la trésorerie nous permet d'avoir une vue détaillée des principaux flux financiers de l'exercice 2012.

<b>Tableaux des flux de trésorerie</b> (en milliers d'euros)	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Résultat net des sociétés intégrées	1 113	10 575
Elimination des amortissements et provisions	2 080	(860)
Elimination de la variation des impôts différés	(1 785)	(251)
Elimination des plus ou moins-values de cession	0	0
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	(180)	(79)
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement	1 203	1 104
Acquisitions nettes d'immobilisations	(859)	(3 018)
<b>Cash flow disponible*</b> <b>A</b>	<b>1 572</b>	<b>7 471</b>
<i>* Avant investissements financiers, opérations en capital et opérations de financement</i>		
Acquisitions financières et paiements de complément de prix	(750)	(12 346)
Variation des actifs financiers	4	(1)
Incidence des variations de périmètre	2	193
Augmentation de capital	203	18
Dividendes versés	(3 509)	(3 477)
Variation des actions propres	(779)	12
Remboursements d'emprunts et autres dettes	0	673
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement et de financement</b> <b>B</b>	<b>(4 829)</b>	<b>(14 927)</b>
<b>Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie</b> <b>A+B</b>	<b>(3 257)</b>	<b>(7 456)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette à l'ouverture	11 053	18 528
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette à la clôture	7 806	11 053
Incidence des variations de cours des devises	10	(19)
<b>Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>(3 257)</b>	<b>(7 456)</b>

Conformément aux exigences de notification de l'IAS 7, les intérêts reçus, au cours de l'exercice 2012, s'élèvent à K€.34 et les impôts payés à K€.4.597.

La société RENTABILIWEB GROUP est une société anonyme de droit belge dont le siège social est situé à Bruxelles en Belgique.

La société ainsi que ses filiales offrent aux professionnels et aux webmasters la plus importante plate-forme de services de monétisation de leur trafic avec des solutions de paiement et de micro-paiement, et des contenus éditoriaux rémunérés clés en main. Le groupe, qui a développé en parallèle des programmes d'affiliation et des activités de régie publicitaire on-line, possède une expertise reconnue dans les solutions de fidélisation et de marketing direct.

Le groupe Rentabiliweb est un acteur majeur de la "création" d'audiences avec un bouquet de services qui couvre l'ensemble du divertissement grand public : petites annonces, jeux en ligne, services d'informations ou de conseils aux internautes, blogs, sites de vie pratique, rencontres, etc. le groupe est notamment très présent sur les services de dating et sur le "casual gaming", première communauté francophone de joueurs en ligne.

Le groupe a élargi ses différentes activités en 2012 par le lancement de sa nouvelle activité et marque intitulée « Be2bill », solution d'encaissement pour les e-commerçants conformément à la décision de l'Autorité de Contrôle Prudentiel en date du 11 octobre 2010 agréant Rentabiliweb en qualité d'établissement de paiement en vue de fournir des services de paiement confirmé par l'attribution d'un code interbancaire dédié.

Cet agrément permet désormais au groupe, par le biais de sa filiale Rentabiliweb Europe, de commercialiser auprès de l'ensemble des e-commerçants français sa solution innovante et optimisée de paiement par carte bancaire sur Internet et sur mobile. Le groupe est désormais habilité par la loi à fournir des services de paiement au sens de l'article L314-1 II du code monétaire et financier et notamment les catégories 3 et 5, à savoir l'exécution de virements, y compris les ordres permanents, l'émission d'instruments de paiement et l'acquisition d'ordres de paiement via carte bancaire. Il permet en outre de proposer des services de garde et l'enregistrement et le traitement des données. Depuis le 15 février 2010, la société est cotée sur le marché en continu des places Euronext Bruxelles et Euronext Paris sous le symbole BIL et sur le compartiment C. Auparavant, elle était cotée depuis le 6 décembre 2006 sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, et depuis le 28 janvier 2009, à Bruxelles.

Les états financiers consolidés sont clôturés au 31 décembre 2012, date de clôture des comptes de la société. Les données comparatives présentées au 31 décembre 2012 correspondent à une période de 12 mois.

Les états financiers de toutes les sociétés intégrées dans la consolidation du groupe sont préparés en adoptant des méthodes comptables et d'évaluation uniformes. Les chiffres de l'année précédente sont déterminés en appliquant les mêmes méthodes comptables.

Les états financiers du groupe ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 8 février 2013.

Conformément à la norme IAS 1, les états financiers comprennent un état de situation financière, un état de résultat global, un état des variations des capitaux propres, un tableau des flux de trésorerie établi conformément à la norme IAS 7 et des notes annexes contenant un résumé des principales règles et méthodes comptables et les autres notes explicatives.

Dans l'état de résultat global, les charges de l'exercice sont regroupées et présentées selon leur nature.

Dans le tableau des flux de trésorerie, les flux de trésorerie des activités opérationnelles sont présentés en utilisant la méthode indirecte.

## 2.1. Principes, règles et méthodes comptables

Les états financiers consolidés présentés au 31 décembre 2012 comprennent la société et ses filiales (l'ensemble désigné comme le "groupe") et, le cas échéant, la quote-part du groupe dans les coentreprises ou entreprises associées.

### 2.1.1. Déclaration de conformité

Conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe sont établis conformément aux principes et méthodes définis par le référentiel international « IFRS » (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de préparation de ses états financiers. Ce référentiel comprend les normes IFRS et IAS (International Accounting Standards) et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC).

Le groupe n'applique pas par anticipation les normes, amendements ou interprétations en cours d'adoption par l'Union européenne ou d'application non obligatoire. Le groupe estime que ces normes ne devraient pas avoir un impact significatif sur les comptes consolidés au 31 décembre 2012.

### 2.1.2. Principes de consolidation

#### Entités contrôlées

Les filiales sont consolidées suivant la méthode de l'intégration globale. Conformément à la norme IAS 27, il faut entendre par filiale, les sociétés dans lesquelles la société peut diriger les politiques financières et opérationnelles, de façon à obtenir des avantages des activités de la filiale. Les états financiers des filiales sont consolidés depuis la date où le contrôle par le groupe commence, jusqu'à la date où il s'achève.

Dans l'intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées, à valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminés d'après les règles de consolidation.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Les soldes, les transactions, les produits et les charges intra-groupes sont éliminés.

#### Participations dans les coentreprises

La méthode de consolidation par intégration proportionnelle est retenue pour les entités contrôlée conjointement. Conformément à la norme IAS 31, les entités contrôlées conjointement sont des sociétés dans lesquelles la société exerce une activité économique avec d'autres parties, en vertu d'un accord contractuel et sous contrôle conjoint. La méthode de l'intégration proportionnelle est utilisée depuis la date où le contrôle conjoint commence, jusqu'à la date où il s'achève.

Dans l'intégration proportionnelle est substituée à la valeur comptable de ces titres la fraction représentative des intérêts de la société ou des sociétés détentrices dans les éléments actifs et passifs constitutifs de capitaux propres de ces sociétés déterminés d'après les règles de consolidation.

Lorsqu'une entité du groupe reprend son activité directement dans le cadre d'un accord de coentreprise, la quote-part du groupe des actifs contrôlés conjointement et tout passif encouru conjointement avec les autres coentrepreneurs sont comptabilisés dans les états financiers de l'entité et classés selon leur nature.

Les passifs et les charges encourus directement par le coentrepreneur, relativement à sa participation dans des actifs contrôlés conjointement, sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les produits de la vente ou de l'utilisation de la quote-part de la production des actifs contrôlés conjointement et la quote-part de toutes charges de la coentreprise sont comptabilisés lorsque les avantages économiques associés à ces transactions sont imputables au groupe et peuvent être évalués de manière fiable.

### Entreprises associées

Conformément à la norme IAS 28, les entreprises associées sont celles dans lesquelles la société a, directement ou indirectement, une influence notable et qui ne sont ni des filiales, ni des entités contrôlées conjointement. L'influence notable est définie comme le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle de l'entité détenue, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques. La méthode de la mise en équivalence est utilisée depuis la date où l'influence significative commence, jusqu'à la date où elle s'achève.

Dans la mise en équivalence est substituée à la valeur comptable de ces titres la part des capitaux propres de ces sociétés déterminés d'après les règles de consolidation.

Le compte de résultat reflète la quote-part du groupe dans les résultats de l'entreprise associée.

Une liste des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées est fournie dans les états financiers consolidés.

### Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût du regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs en date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par le groupe, en échange du contrôle de l'entreprise acquise, et de tous les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises.

Les différences positives entre le coût d'acquisition et la quote-part dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date de prise de contrôle sont inscrits à l'actif en écart d'acquisition. Les éventuelles différences négatives sont enregistrées directement en résultat de la période.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entité contrôlée conjointement, le montant de l'écart d'acquisition attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Conformément à la norme IAS 36, ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an, et plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur. Les modalités du test visent à s'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle est affecté ou rattaché l'écart d'acquisition est au moins égale à sa valeur nette comptable. Si une perte de valeur est constatée, une dépréciation est enregistrée dans le résultat opérationnel, dans la rubrique " Pertes de valeur, amortissements et provisions ". Cette dépréciation est irréversible.

Lorsque les achats complémentaires interviennent après la prise de contrôle, la transaction est considérée comme une simple opération sur les titres avec les actionnaires minoritaires : les actifs et passifs identifiables de l'entreprise contrôlée ne font pas l'objet de réévaluation ; l'écart positif ou négatif généré entre le coût d'acquisition et la quote-part complémentaire acquise dans l'actif net de l'entreprise est enregistré directement dans les capitaux propres de l'acquéreur.

de perte de valeur. Les modalités du test visent à s'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle est affecté ou rattaché l'écart d'acquisition est au moins égale à sa valeur nette comptable. Si une perte de valeur est constatée, une dépréciation est enregistrée dans le résultat opérationnel, dans la rubrique " Pertes de valeur, amortissements et provisions ". Cette dépréciation est irréversible.

Lorsque les achats complémentaires interviennent après la prise de contrôle, la transaction est considérée comme une simple opération sur les titres avec les actionnaires minoritaires : les actifs et passifs identifiables de l'entreprise contrôlée ne font pas l'objet de réévaluation ; l'écart positif ou négatif généré entre le coût d'acquisition et la quote-part complémentaire acquise dans l'actif net de l'entreprise est enregistré directement dans les capitaux propres de l'acquéreur.

### 2.1.3. Opérations en monnaie étrangère

### Monnaie de présentation et monnaie fonctionnelle

Les états financiers consolidés sont établis en euros, arrondis au millier le plus proche.

L'euro est également la monnaie fonctionnelle du groupe, au sens de la norme IAS 21. La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est leur monnaie locale.

### Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de clôture. Les gains et les pertes qui résultent de ces transactions ainsi que de la conversion des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultats.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de transaction.

### Activités à l'étranger

Les états financiers des activités à l'étranger du groupe sont convertis en euros, conformément à la norme IAS 21. En conséquence, les éléments d'actif et de passif des filiales à l'étranger sont convertis en euros, au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Les comptes de résultats des filiales à l'étranger et des entités contrôlées conjointement sont convertis en euro au cours en vigueur aux dates des transactions (généralement le cours moyen pour autant qu'il ne varie pas de manière significative durant l'exercice). Les écarts de change qui en résultent éventuellement sont enregistrés dans une rubrique séparée des capitaux propres.

Les éléments constituant les capitaux propres sont convertis au taux de change historique.

### 2.1.4. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées et évaluées conformément à la norme IAS 38. Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur nette comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire.

Les licences et droits similaires, sont amortis sur une durée de 1 à 5 ans.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie entre un et deux ans sont notamment les logiciels et plateformes développés en interne du fait des conditions d'utilisation spécifiques, de la rapidité du progrès technique et de l'évolution des marchés.

Par ailleurs, les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie de entre trois et cinq ans sont les licences et bases de données.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique " Charges de dépréciations et amortissements " du compte de résultat.

### Immobilisations incorporelles générées en interne

Les principales immobilisations incorporelles comptabilisées par le groupe regroupent les frais de développement des différents projets liés notamment à l'exploitation de logiciels et de jeux. La valorisation des différents projets est effectuée à leur coût interne. Une immobilisation incorporelle identifiable générée en interne résultant du développement d'un projet interne est comptabilisée à l'actif du bilan si, et seulement si, les conditions suivantes sont réunies :

- ▶ la faisabilité technique du projet ;
- ▶ l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre ;
- ▶ la capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;

- la probabilité de générer des avantages économiques futurs ;
- la disponibilité de ressources techniques et financières pour achever le développement du projet ;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation au cours de son développement.

Les immobilisations incorporelles générées en interne sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Lorsque les principes pour la comptabilisation d'une immobilisation générée en interne ne sont pas satisfaits, les dépenses de développement sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

### Immobilisations incorporelles en-cours

L'essentiel des actifs incorporels en-cours est composé de logiciels et de jeux en cours de développement. Ils figurent en immobilisations en cours et à ce titre ne sont pas amortis. Ces projets cessent d'être activés à compter de la date de mise en service. Ils sont alors amortis sur leur durée d'utilité.

### 2.1.5. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition déduction faite de l'amortissement et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition.

A chaque arrêté, le coût d'acquisition est diminué de l'amortissement cumulé et éventuellement des dépréciations déterminées selon la norme IAS 36. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

► agencements et installations	5 à 10 ans
► mobiliers de bureau	4 à 5 ans
► matériels de bureau et informatiques	3 à 5 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique dans la rubrique "Pertes de valeur, amortissements et provisions du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non courants est présenté sous la rubrique "autres produits ou charges opérationnels" du compte de résultat.

### Subventions d'investissement

Le groupe ne bénéficie pas d'aide ou de subvention publique.

### 2.1.6. Contrats de location

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location-financement, transférant au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisées à l'actif du bilan à la juste valeur du bien loué ou pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est inférieure.

La dette correspondante est inscrite en passifs financiers.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux périodique constant sur le solde de l'emprunt figurant au passif.

Les actifs faisant l'objet d'un contrat de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilité conforme aux règles du groupe. En cas d'indice de perte de valeur, ils font l'objet d'un test de dépréciation conformément à la norme IAS 36.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont des locations simples. Les paiements effectués au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges de façon linéaire sur la durée du contrat.

### 2.1.7. Pertes de valeur des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles

#### Ecarts d'acquisition

Les actifs à durée de vie indéfinie font l'objet d'un test de dépréciation annuel, et à chaque fois qu'un indice de risque fait apparaître le risque que la valeur recouvrable soit inférieure à la valeur comptable. Les actifs à durée de vie indéfinie sont pour l'essentiel constitués des écarts d'acquisition.

Pour les besoins du test de dépréciation, les écarts d'acquisition sont affectés à chacune des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée au niveau de l'écart d'acquisition. Les pertes de valeur constatées sur les écarts d'acquisition sont comptabilisées en résultat opérationnel et sont irréversibles.

### Immobilisations incorporelles et corporelles

A chaque date de clôture, le groupe estime la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indicateur de perte de valeur. S'il existe un tel indicateur, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs) nette des coûts de cession et de sa valeur d'utilité. Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée en charges dans le résultat opérationnel.

### 2.1.8. Actifs financiers

Les actifs financiers sont présentés et évalués conformément aux normes IAS 32 et IAS 39. Ils comprennent les immobilisations financières (titres de participation non consolidés et autres titres de placement), les prêts et créances financières ainsi que les instruments financiers dérivés actifs.

Les actifs financiers sont présentés au bilan en actifs courants / non courants selon que leur échéance est ou non supérieure à un an, à l'exception des instruments dérivés classés en éléments courants.

### Prêts et créances financières

Les prêts et créances financières sont évalués au coût amorti diminué, le cas échéant, d'une perte de valeur. Les intérêts évalués au taux d'intérêt effectif sont comptabilisés dans les charges ou produits financiers du compte de résultat.

### Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur avec variation en résultat sont désignés comme tels lorsque l'opération est initiée. Ces actifs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, et sont évalués à chaque arrêté comptable à la juste valeur. La variation de cette juste valeur est comptabilisée dans les charges ou produits financiers du compte de résultat.

### Actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance

Cette rubrique enregistre les actifs acquis à échéance fixe lorsque le groupe a l'intention et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Ces actifs sont comptabilisés au coût amorti, et les intérêts comptabilisés au taux d'intérêt effectif sont enregistrés dans les charges ou produits financiers du compte de résultat.

### Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les titres de participation non consolidés, ainsi que les titres de placement. Ils sont évalués à chaque arrêté comptable, à la juste valeur. Les plus ou moins-values latentes sont enregistrées en capitaux propres. Lorsqu'il existe un marché actif, la juste valeur correspond à la valeur de marché. A défaut, la juste valeur est obtenue à partir de flux de trésorerie actualisés. A défaut de pouvoir procéder à de telles évaluations, la valeur retenue correspond au coût d'acquisition, diminué des pertes de valeur constatées.

#### 2.1.9. Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués, conformément à la norme IAS 2, au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks de matières premières, marchandises et autres approvisionnements est composé du prix d'achat hors taxes des matières premières, main d'œuvre directe,

#### 2.1.10. Créances et autres débiteurs

##### Créances clients

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le groupe dans le cadre de son activité. Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale, diminuées des réductions de valeur. Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indicateurs objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouverts, totalement ou partiellement. En particulier, pour l'appréciation de la valeur recouvrable des créances clients, les soldes dus à la clôture font l'objet d'un examen individuel et les provisions nécessaires sont constatées s'il apparaît un risque de non recouvrement.

##### Autres débiteurs

Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur. Ils sont évalués à leur valeur nominale, diminués des réductions de valeur constituées pour couvrir tout risque identifiable. Les réductions de valeur sont comptabilisées durant l'exercice au cours duquel elles sont identifiées.

#### 2.1.11. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie sont les placements à court terme très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, qui ont une échéance initiale inférieure à trois mois et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les dépôts à court terme sont portés au bilan à leur valeur nominale.

#### 2.1.12. Capital social

Cette rubrique correspond au capital social souscrit.

#### 2.1.13. Les instruments dénouables en actions de l'entreprise

Les instruments dénouables en actions de l'entreprise du groupe Rentabiliweb se composent d'une part des plans de warrants attribués aux salariés et d'autre part des actions gratuites attribuées elles aussi aux salariés. Les actions et warrants sont inscrits en diminution des capitaux propres consolidés pour une valeur correspondant à leur prix de revient.

Le groupe attribue à certains membres du personnel et à des membres du Conseil d'administration des bons de souscription d'actions (BSA). Ces transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instrument de capitaux propres sont évaluées à la juste valeur (excluant les effets des conditions d'acquisition autres que les conditions de marché) à la date d'attribution. La juste valeur déterminée à la date d'acquisition est comptabilisée en charges selon le mode linéaire sur la période d'acquisition des droits, sur la base du nombre d'actions que le groupe s'attend à devoir émettre, ajusté des effets des conditions d'acquisition des droits autres que les conditions de marché.

La juste valeur est évaluée en utilisant le modèle de type Black & Scholes. La durée de vie attendue utilisée dans le modèle a été ajustée, sur la base des estimations de la direction, des effets de non-transférabilité, des restrictions de conditions d'exercice et d'informations sur le comportement d'exercice des membres du personnel.

L'avantage correspondant aux droits attribués sous forme de BSA ou d'actions gratuites est comptabilisé par imputation sur les charges de personnel, la contrepartie étant portée directement en capitaux propres.

#### 2.1.14. Titres en autocontrôle

Les actions de la société RENTABILIWEB GROUP détenues par le groupe sont portées en déduction des capitaux propres, jusqu'à l'annulation ou la cession des actions. Les résultats de cession des actions propres sont comptabilisés nets des effets d'impôt directement en capitaux propres.

#### 2.1.15. Provisions

Conformément à la norme IAS 37, une provision est constituée lorsque, à la clôture de la période, une des sociétés du groupe a une obligation juridique ou implicite découlant d'événements survenus dans le passé et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques futurs sera nécessaire pour éteindre cette obligation et lorsque le montant de cette obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont donc inscrites au bilan sur la base de la meilleure estimation possible de la dépense nécessaire pour s'acquitter de l'obligation actuelle à la date du bilan.



### 2.1.16. Passifs financiers

Les passifs financiers sont présentés et évalués conformément aux normes IAS 32 et IAS 39. Ils comprennent les emprunts et dettes financières, les concours bancaires et les instruments dérivés passifs. Les passifs financiers sont présentés au bilan en passifs courants/non courants selon que leur échéance est ou non supérieure à un an, à l'exception des instruments dérivés classés en éléments courants.

#### Dettes financières

Les dettes financières sont évaluées au coût amorti. Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sont comptabilisés dans les charges financières du compte de résultat.

Les emprunts sont ventilés en :

- ▶ passifs courants pour la part devant être remboursée dans les douze mois après la clôture ;
- ▶ passifs non courants pour les échéances dues à plus de douze mois.

#### Passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Les passifs financiers évalués à la juste valeur avec variation en résultat sont désignés comme tels lorsque l'opération est initiée. La variation de cette juste valeur est comptabilisée dans les charges ou produits financiers du compte de résultat.

### 2.1.17. Dettes commerciales et autres dettes courantes

Les dettes commerciales et les autres dettes courantes sont évaluées à leur valeur nominale.

### 2.1.18. Secteurs opérationnels

Conformément à la norme IFRS 8, le groupe RENTABILIWEB distingue 2 secteurs opérationnels :

- ▶ le secteur B to B (Business to Business) correspond aux activités de prestations de services aux professionnels et aux éditeurs partenaires. Il comprend notamment les activités de paiement et de micro-paiement assurées par la plate-forme de Rentabiliweb ainsi que les activités de régies publicitaires, de télécom et de marketing-direct ; il intègre également l'ensemble des coûts inhérents aux services centraux du groupe (Présidence et Management, Direction Administrative et Financière, Direction des Ressources Humaines, Direction de la Communication Financière) ;
- ▶ le secteur B to C (Business to Consumer) reflète le renforcement du groupe dans les activités de Publishing avec notamment la constitution d'un bouquet global de divertissements couvrant entre autres le jeu, la rencontre, la vie pratique, l'information, le blog, la voyance, etc.
- ▶ le secteur holding qui regroupe d'une part les équipes du siège de Rentabiliweb Group et, d'autre part, les services partagés qui effectuent des prestations de services pour le compte des pôles opérationnels. Ce secteur était en 2011 compris dans les secteurs opérationnels B to B et B to C. Afin d'avoir une meilleure visibilité sur les résultats de ces secteurs, le groupe a décidé d'isoler le secteur holding.

La répartition des informations par zone géographique est réalisée sur la base du pays où est implanté le siège social de l'entité.

Les informations communiquées dans les tableaux relatifs à l'information sectorielle sont présentées selon les mêmes principes comptables que ceux utilisés pour les comptes consolidés du groupe.

Au sein de ces secteurs opérationnels, le groupe n'a pas de clients dont le seuil de dépendance est significatif, en effet, le groupe traite avec de nombreux clients sans risque de dépendance notoire.

### 2.1.19. Produits des activités ordinaires

Les produits de la vente de biens sont comptabilisés une fois la livraison effectuée et lorsque le transfert des risques et avantages a été accompli.

Conformément à la norme IAS 18, le produit des prestations de service associé à une transaction est comptabilisé en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture lorsque les coûts encourus sont évalués de manière fiable. Cette comptabilisation s'appuie sur une méthode statistique fiable permettant de valoriser les produits futurs à réaliser associés aux coûts engagés.

Les intérêts sont comptabilisés en fonction du temps écoulé de manière à refléter le rendement effectif de l'actif. Les redevances sont comptabilisées au fur et à mesure qu'elles sont acquises, conformément aux termes des accords.

Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

### 2.1.20. Avantages du personnel

En vertu d'obligations légales ou d'usages, le groupe participe à des régimes de retraite complémentaires ou autres avantages à long terme au profit des salariés. Le groupe offre ces avantages à travers des régimes à cotisations définies. Dans le cadre de régimes à cotisations définies, le groupe n'a pas d'autres obligations que le paiement des cotisations. Les contributions versées aux régimes sont enregistrées en charges de la période.

### Indemnités de départ

Les indemnités de départ relèvent de la convention collective applicable dans le groupe et concernent les indemnités de départ à la retraite ou de fin de carrière versées en cas de départ volontaire ou de mise en retraite des salariés.

L'évaluation des engagements est déterminée selon la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations ont lieu chaque année. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection de salaires qui tiennent compte des conditions économiques. Les taux d'actualisation sont déterminés par référence à un taux de marché à la date de clôture fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie, ou, à défaut, le taux à la clôture des obligations d'Etat.

Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite). Il n'est pas financé et leur engagement ne fait pas l'objet d'un passif au bilan.

### 2.1.21. Impôts

La rubrique "Impôt sur le résultat" inclut l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

#### Impôt exigible

L'impôt exigible est le montant des impôts à payer sur les revenus imposables de l'exercice écoulé ainsi que tout ajustement aux impôts payés ou à payer relatifs aux exercices antérieurs. Les impôts exigibles sont comptabilisés au compte de résultat. Les créances ou dettes d'impôts sont enregistrées dans les actifs ou passifs courants.

### Impôt différé

L'impôt différé est calculé suivant la méthode du report variable conformément à la norme IAS 12, sur les différences temporelles existant à la clôture entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable, ainsi que sur les déficits fiscaux. Aucun impôt différé passif n'est constaté sur les écarts d'acquisition. Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour les déficits fiscaux et les crédits d'impôt non utilisés, dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés. La règle adoptée par le groupe en ce sens est une imputation sur le cinquième exercice au maximum.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont calculés entité par entité. Ils sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et qu'ils se rapportent à une même entité fiscale.

Les impôts différés sont présentés sur des rubriques spécifiques du bilan incluses dans les actifs et passifs non courants.

L'impôt différé et exigible est comptabilisé comme un produit ou une charge au compte de résultat sauf s'il se rapporte à une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement dans les capitaux propres.

#### 2.1.23. Gestion du risque lié aux instruments financiers

Le groupe Rentabiliweb, dans le cadre de son activité courante, ne dispose pas de divers instruments financiers tels que définis par les normes IAS 32 et IAS 39 pour la gestion de certains risques auxquels le groupe pourrait être amené à faire face.

### Risque de crédit

Selon la norme IFRS 7, le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Le groupe n'a pas d'exposition significative au risque de crédit.

Par ailleurs le groupe n'est pas endetté et non exposé à un risque de crédit lié à un endettement.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le groupe ne puisse faire face à ses obligations à temps ou dans des conditions normales. La direction financière du groupe est responsable de la liquidité, du financement et de la gestion des échéances. Le groupe gère le risque de liquidité sur une base consolidée compte tenu des besoins opérationnels. La direction gère la liquidité nette du groupe sur la base de prévisions compte tenu des flux de trésorerie anticipés.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du groupe sont détenus dans des établissements financiers réglementés.

### Risque de change

Afin de réduire l'effet des fluctuations des taux de change, les transactions sont effectuées par chaque société du groupe dans leur monnaie fonctionnelle (monnaie locale).

Les quelques flux de trésorerie en devise ne sont pas couverts par des contrats à terme.

### Risque de taux d'intérêt

Les dettes financières du groupe ont été souscrites à taux fixe. Il n'y a donc pas de risque de taux notamment dans un contexte de hausse des taux.

Les équivalents de trésorerie ont une faible sensibilité à l'évolution des taux d'intérêt.

La situation financière du groupe n'étant pas sensible à l'évolution des taux d'intérêt, le risque de taux n'est pas couvert.

### Risque de marché

Le groupe n'a pas d'exposition significative au risque de marché.

## 2.2. Estimations et incertitudes

L'établissement d'états financiers dans le référentiel IFRS conduit la direction du groupe à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces hypothèses ayant un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. Le groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques considérés comme les plus raisonnables et les plus probables.

Les comptes et informations sujets à des estimations concernent notamment les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles, les écarts d'acquisition, les autres actifs non courants, les provisions pour risques et charges, et les impositions différées.

Les principes comptables appliqués par le groupe sont présentés dans le point 2.1 des états financiers du groupe.

### Test de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée

Les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation chaque année à la clôture. Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur comptable de l'actif avec sa valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme le montant le plus élevé de la juste valeur (diminué du coût de cession) et de la valeur d'utilité.

Ces tests de dépréciation requièrent l'utilisation d'hypothèses qui sont définies par la direction du groupe.

La direction estime que la réalisation de tests annuels de dépréciation constitue un principe comptable du groupe sujet à estimation et jugement car la détermination des valeurs recouvrables des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles ayant une durée de vie indéterminée suppose l'utilisation d'hypothèses en ce qui concerne :

- ▶ la détermination des taux d'actualisation nécessaire à l'actualisation des flux futurs de trésorerie générés par les actifs ou par les unités génératrices de trésorerie ;
- ▶ l'estimation de l'augmentation du chiffre d'affaires généré par les actifs testés ;
- ▶ l'estimation de la marge opérationnelle liée à ces actifs pour les périodes futures.

Les hypothèses utilisées par le groupe pour le calcul de la valeur recouvrable de ses actifs s'appuient sur l'expérience passée ainsi que sur des données externes. Pour déterminer les taux de croissance future des revenus générés par un actif spécifique, les taux de marge opérationnelle et les flux de trésorerie opérationnels générés par un actif spécifique, le groupe utilise les budgets de chaque entité servant de base à l'estimation des flux de trésorerie pour les prochaines années.

### Immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie

Le groupe a recours à des estimations et doit utiliser certaines hypothèses visant à (i) évaluer la durée de vie attendue des actifs afin de déterminer leur durée d'amortissement et (ii) constater, le cas échéant, une perte de valeur sur la valeur de toute immobilisation.

Les estimations utilisées pour déterminer la durée de vie attendue des immobilisations sont appliquées par toutes les entités du groupe.

### Impôts différés

La valeur recouvrable des actifs d'impôts différés est revue à chaque date de clôture. Cette valeur est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage lié à tout ou partie de ces actifs d'impôts différés.

La direction du groupe doit par conséquent identifier les impôts différés actifs et passifs et déterminer le montant des impôts différés actifs comptabilisés. Lorsqu'une filiale a enregistré récemment des pertes fiscales, l'existence d'un bénéfice imposable dans le futur est supposé improbable, à moins que la reconnaissance d'un impôt différé actif soit justifiée par :

- ▶ des pertes liées à la survenance de circonstances exceptionnelles qui ne se renouvelleront pas dans un avenir proche ;
- ▶ la perspective de gains exceptionnels ;
- ▶ les résultats futurs attendus des contrats à long terme.

## 2.3. Principaux faits caractéristiques de l'exercice

### Evolution du périmètre d'activité

- ▶ Le capital social de RENTABILIWEB GROUP s'établit au 31/12/2012 à 23.395.607 EUR. Il est composé de 17.862.905 actions représentant un / dix-sept millions huit cent soixante-deux mille neuf cent cinquième du capital social (1/17 862 905ème).
- ▶ En date du 13 janvier 2012, le groupe Rentabiliweb a cédé la société Pictograph SARL à l'extérieur du groupe. Une cession à la valeur nette comptable n'entraînant pas de perte sur le plan économique.
- ▶ La société RENTABILIWEB GROUP a procédé le 23 octobre 2012 à la dissolution de la société R-DISTRIBUTION, qui de ce fait sort du périmètre de consolidation. Cette sortie n'a pas eu d'impact, ni sur le plan économique ni social, puisque cette filiale ne comptait pas de salariés et avait peu d'activité.

### Lancement de l'activité Be2bill

Après plus de deux ans de développement et de préparation, Rentabiliweb a annoncé, le 24 janvier 2012, le lancement de Be2bill, la 1ère solution de paiement dédiée au e-commerce et à l'optimisation des transactions en ligne. Rentabiliweb Europe, filiale de Rentabiliweb Group, bénéficie depuis janvier 2011 de l'agrément définitif de l'Autorité de Contrôle Prudentiel de la Banque de France en qualité d'Établissement de Paiement. La société est par ailleurs, depuis juin 2011, le seul Établissement de Paiement, rattaché au Groupe BPCE (Banque Populaire Caisse d'Epargne), à être membre du GIE Cartes Bancaires.

La solution Be2bill offre aux e-commerçants une solution « 3 en 1 » de gestion de leurs paiements en ligne : d'une part, les services traditionnels d'une banque avec l'ouverture de contrat de vente à distance et la présentation des transactions aux systèmes de compensation mais aussi d'autre part, les services d'un PSP (Payment Service Provider) avec la capacité à héberger, sécuriser et exécuter une transaction en ligne et le service d'une agence web avec la mise en place de programmes spécifiques de fidélisation sur Internet et de data analytics.

Le positionnement unique de Rentabiliweb comme établissement de paiement et prestataire de services de paiement lui permet d'offrir des solutions inégalées en France en termes d'optimisation des taux de transformation, de réduction des abandons de panier, de gestion intelligente de la fraude et de réconciliation financière.



## 2.4. Périmètre de consolidation au 31.12.2012

Dénomination sociale	Pays	Entrée périmètre	Date clôture	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation
<b>RENTABILIWEB GROUP</b> Rue Jourdan 41 - Saint-Gilles - 1060 Bruxelles - Belgique - BE 878 265 120	Belgique	26.12.05	31.12	100,00	100,00	société mère
<b>RENTABILIWEB EUROPE</b> 55 rue Raspail - 92300 Levallois Perret - France	France	26.12.05	31.12	99,996	99,996	IG
<b>RSHOP ECOMMERCE</b> 55 rue Raspail - 92300 Levallois Perret - France	France	16.01.06	31.12	99,996	100,00	IG
<b>RENTABILIWEB ROMANIA</b> Ploiesti nr 73-81 - Cladirea 3 - Bucuresti Sector 1 - Romania	Roumanie	13.06.06	31.12	99,996	99,996	IG
<b>R PUBLISHING</b> Rue Jourdan 41 - Saint-Gilles - 1060 Bruxelles - Belgique - BE 882 778 588	Belgique	26.06.06	31.12	99,89	99,89	IG
<b>RENTABILIWEB TELECOM</b> 55 rue Raspail - 92300 Levallois Perret - France	France	18.12.06	31.12	99,996	100,00	IG
<b>SERVTEL 3000</b> 55 rue Raspail - 92300 Levallois Perret - France	France	20.03.07	31.12	99,996	100,00	IG
<b>RENTABILIWEB BELGIQUE</b> Rue Jourdan 41 - Saint-Gilles - 1060 Bruxelles - Belgique - BE 873 801 536	Belgique	09.11.07	31.12	100,00	100,00	IG
<b>ETERIC RO-NET</b> Str Harmanului nr 50 - Brasov - Romania	Roumanie	09.11.07	31.12	100,00	100,00	IG
<b>ACHATS SUR INTERNET</b> 55 rue Raspail - 92300 Levallois Perret - France	France	09.04.08	31.12	99,996	100,00	IG
<b>RENTABILIWEB BULGARIA</b> Poduyane - Hadzhi Dimitar - bl. 55B - Sofia - Bulgarie	Bulgarie	24.03.09	31.12	100,00	100,00	IG
<b>RSA</b> 55 rue Raspail - 92300 Levallois Perret - France	France	01.07.10	31.12	100,00	100,00	IG
<b>R.CANADA</b> 1243 rue St-Hubert Montreal, Qc H2L 3Y9 - Canada	Canada	01.09.10	31.12	100,00	100,00	IG
<b>RENTABILIWEB INTERACTIVE</b> 2, rue Emile Fournier - 69210 L'Arbresle - France	France	01.10.10	31.12	100,00	100,00	IG
<b>SBSR</b> 68, boulevard Camot - 06400 Cannes - France	France	01.01.11	31.12	99,996	100,00	IG
<b>R SIBERIA</b> Kutateladze str, bld 4g, office 426 - Novosibirsk 630128 - Sibirie	Russie	01.06.11	31.12	90,00	90,00	IG
<b>RONLINE</b> 55 rue Raspail - 92300 Levallois Perret - France	France	07.12.11	31.12	100,00	100,00	IG
<b>RECOMMERCE</b> 55 rue Raspail - 92300 Levallois Perret - France	France	07.12.11	31.12	100,00	100,00	IG
<b>RINTERNET</b> 55 rue Raspail - 92300 Levallois Perret - France	France	07.12.11	31.12	100,00	100,00	IG

IG : intégration globale – IP : intégration proportionnelle – ME : mise en équivalence

## 2.5. Note 1 • Ecart d'acquisition

Lors de la prise de contrôle d'une entreprise, la juste valeur de la contrepartie remise au vendeur est affectée aux actifs acquis, passifs et passifs éventuels assumés, qui sont évalués à leur juste valeur. L'écart entre la contrepartie remise au vendeur et la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs acquis, passifs et passifs éventuels assumés représente l'écart d'acquisition.

L'écart d'acquisition est inscrit à l'actif du bilan consolidé dans la rubrique "Écart d'acquisition".

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de perte de valeur au minimum une fois par an. Ils sont affectés aux "Unités Génératrices de Trésorerie" (UGT) ou aux groupes d'UGT. Conformément aux principes comptables décrits dans le paragraphe 2.1.7, le groupe réalise un test de dépréciation de l'écart d'acquisition. Ce test implique une comparaison de la valeur recouvrable de chaque Unité Génératrice de Trésorerie avec sa valeur comptable, et la comptabilisation d'une perte de valeur si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable.

Au sein du groupe, une Unité Génératrice de Trésorerie correspond à une filiale ou à un sous-groupe de filiales. En l'occurrence, les écarts d'acquisition sont attribués (et soumis aux tests de dépréciation) au niveau des pôles d'activités et des marchés spécifiques, lesquels sont le niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi à des fins de gestion interne. Ainsi, les UGT retenues sont celles du pôle paiement, pôle historique du Groupe, du pôle télécoms notamment avec l'acquisition du groupe Vidalia en 2010, du pôle édition hors astrologie, avec les acquisitions des groupes Montorgueil et Edencast, enfin le pôle édition astrologie avec l'acquisition en 2011 de la société SBSR.

L'écart d'acquisition calculé lors de l'acquisition du groupe Montorgueil est, à compter du 31 décembre 2011, analysé dans le cadre de l'analyse de l'UGT « pôle édition hors astrologie ». En effet, la société Montorgueil a été fusionnée avec la société Edencast afin de simplifier l'organisation juridique et caler l'organisation juridique sur les décisions et plans opérationnels.

Au 31 décembre 2012, les UGT ou groupes d'UGT pour lesquels la valeur comptable des écarts d'acquisition ou des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée est significative sont les suivants :

	Année d'acquisition	2012	2011	Pertes de valeur
<b>Pôle Paiement</b>				
Rentabiliweb Europe	2007	38	38	
<b>Pôle Télécoms</b>				
Rentabiliweb Telecom	2006	49	49	
Rentabiliweb Interactive	2010	4 767	4 467	
<b>Pôle Edition hors astrologie</b>				
Edencast	2010	43 762	43 938	
<b>Pôle Edition astrologie</b>				
SBSR	2011	2 008	2 008	
<b>TOTAL Ecart d'acquisition par UGT</b>		<b>50 624</b>	<b>50 800</b>	

La variation sur l'exercice 2012 s'élève à K€176 et correspond à la cession de la société PICTOGRAPH.

Au 31 décembre 2012, aucune dépréciation n'a été constatée sur les écarts d'acquisition. Si la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un écart d'acquisition a été affecté excède sa valeur comptable alors aucune dépréciation n'est constatée. Les écarts d'acquisition affectés sont considérés comme ne s'étant pas dépréciés.

Par ailleurs, les écarts d'acquisition sont répartis par secteur opérationnel comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeurs nettes 31.12.12
	<b>50 624</b>
<b>B to B</b>	<b>4 854</b>
Belgique	0
France	4 854
Roumanie	0
Bulgarie	0
<b>B to C</b>	<b>45 770</b>
Belgique	32
France	45 738
Roumanie	0
Bulgarie	0

Les participations détenues dans les autres sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du groupe résultent de la souscription au capital de celles-ci dès leur création. Ainsi, aucun écart d'acquisition n'a été constaté sur ces filiales.

Au 31 décembre 2012, le groupe a ainsi procédé à la revue de la valeur des écarts d'acquisitions. Néanmoins au regard du caractère non significatif de l'écart d'acquisition du pôle paiement, aucun test particulier n'a été effectué.

Comme précédemment indiqué, la valeur recouvrable des UGT ou groupes d'UGT est déterminée sur la base de la valeur vénale, estimée généralement sur la base de multiples de résultats, ou de la valeur d'utilité déterminée notamment sur la base de flux de trésorerie prévisionnels actualisés pour l'UGT ou le groupe d'UGT considéré. Lorsque la valeur d'utilité est déterminée sur la base des flux de trésorerie actualisés, le taux de croissance à long terme et le taux d'actualisation retenus varient en fonction de l'UGT ou le groupe d'UGT, et notamment en fonction de la plus ou moins grande maturité de son marché.

Le groupe a utilisé des hypothèses de croissance adaptées aux caractéristiques des différentes unités génératrices de trésorerie sous-jacentes. Les projections de flux de trésorerie sont basées sur les derniers plans financiers approuvés par le management exécutif, couvrant une période de trois ans, et basés sur les résultats réels du passé et en utilisant des données observables du marché. Les flux de trésorerie au-delà de la période de 3 ans sont extrapolés à 5 ans au moyen de taux de croissance estimés.

Le coût moyen pondéré du capital avant impôts appliqué par le groupe sur l'ensemble des UGT s'appuie sur les primes de risque de marché et les coefficients beta communiqués par les analystes du secteur Media

télécoms et Internet : Primes de risque de marché (7,10%) et coefficient beta (1,13). Ces flux de trésorerie avant impôts sont actualisés en appliquant un taux d'actualisation à 13,7%.

Les flux de trésorerie de l'UGT « Edition hors astrologie » au-delà de la période de cinq ans sont extrapolés au moyen de taux de croissance estimé de 2%, qui est supposé être une version très conservatrice des attentes du marché.

Les projections de flux de trésorerie établies pendant l'exercice courant à l'aide de ces paramètres, ainsi que les analyses de sensibilité des valeurs d'utilité, n'ont pas donné lieu à la comptabilisation de pertes de valeurs.

A titre d'information uniquement, une augmentation du taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie actualisés de par exemple 50 points de base, et une réduction simultanée du taux de croissance perpétuel des flux de trésorerie de par exemple 50 points de base, auraient fait baisser la valeur d'utilité totale de EUR 3 millions et n'auraient pas amené la valeur comptable de l'UGT au-delà de leur valeur recouvrable.

Les flux de trésorerie de l'UGT « Astrologie », rentré dans le groupe en 2011, au-delà de la période de cinq ans, est extrapolé au moyen de taux de croissance estimé à 2%, ce qui est, pour l'UGT « Astrologie » une vision pondérée de l'évolution de l'astrologie online au regard du marché global de l'astrologie encore massivement offline. Les projections de flux de trésorerie établies pendant l'exercice courant à l'aide de ces paramètres, ainsi que les analyses de sensibilité des valeurs d'utilité, n'ont pas donné lieu à la comptabilisation de pertes de valeurs.

A titre d'information uniquement, une augmentation du taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie actualisés de par exemple 50 points de base, et une réduction simultanée du taux de croissance perpétuel des flux de trésorerie de par exemple 50 points de base, auraient fait baisser la valeur d'utilité totale de EUR 0.5 millions et n'auraient pas amené la valeur comptable de l'UGT au-delà de leur valeur recouvrable.

Les flux de trésorerie de l'UGT « Telecom », dont la société Rentabiliweb Interactive est entrée dans le groupe en 2010, au-delà de la période de cinq ans, est extrapolé au moyen de taux de croissance estimé à 2%, ce qui est, pour l'UGT « Telecom ». Les projections de flux de trésorerie établies pendant l'exercice courant à l'aide de ces paramètres, ainsi que les analyses de sensibilité des valeurs d'utilité, n'ont pas donné lieu à la comptabilisation de pertes de valeurs.

A titre d'information uniquement, une augmentation du taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie actualisés de par exemple 50 points de base, et une réduction simultanée du taux de croissance perpétuel des flux de trésorerie de par exemple 50 points de base, auraient fait baisser la valeur d'utilité totale de EUR 1.2 millions et n'auraient pas amené la valeur comptable de l'UGT au-delà de leur valeur recouvrable.

À l'issue de cette revue, au 31 décembre 2012, la valeur recouvrable des différentes UGT dépasse la valeur comptable inscrite au bilan consolidé du groupe.

## 2.6. Note 2 - Immobilisations incorporelles

L'évolution de la valeur brute et des amortissements des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Concessions, brevets, etc.	Fonds commercial	Autres	En-cours	TOTAL
<b>Valeurs brutes 2011</b>	<b>3 917</b>	<b>1 574</b>	<b>4</b>	<b>1 897</b>	<b>7 392</b>
Acquisitions	476	0	0	45	521
Sorties	0	0	0	0	0
Ecart de conversion	(1)	0	0	0	(1)
Variation de périmètre	0	0	0	0	0
Autres variations	1 510	0	0	(1 897)	(387)
<b>Valeurs brutes 2012</b>	<b>5 902</b>	<b>1 574</b>	<b>4</b>	<b>45</b>	<b>7 525</b>
<b>Amort. et prov 2011</b>	<b>2 793</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 793</b>
Augmentations (dotations)	900	0	0	0	900
Diminutions	0	0	0	0	0
Ecart de conversion	(1)	0	0	0	(1)
Variation de périmètre	0	0	0	0	0
Autres variations	(387)	0	0	0	(387)
<b>Amort. et prov 2012</b>	<b>3 305</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 305</b>
<b>Valeurs nettes 2012</b>	<b>2 598</b>	<b>1 574</b>	<b>4</b>	<b>45</b>	<b>4 221</b>

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées de plateformes, droits et marques. Les montants d'acquisitions en-cours correspondent à la production immobilisée, les licences et logiciels relatifs à l'activité monétaire.

**2.7. Note 3 • Immobilisations corporelles**

L'évolution de la valeur brute et des amortissements des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Installations techniques	Autres	En cours	TOTAL
<b>Valeurs brutes 2011</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 520</b>	<b>0</b>	<b>2 520</b>
Acquisitions	0	0	0	338	0	338
Sorties	0	0	0	0	0	0
Ecart de conversion	0	0	0	0	0	0
Variation de périmètre	0	0	0	0	0	0
Autres variations	0	0	0	0	0	0
<b>Valeurs brutes 2012</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 857</b>	<b>0</b>	<b>2 857</b>
<b>Amort. et prov 2011</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 212</b>	<b>0</b>	<b>1 212</b>
Augmentations (dotations)	0	0	0	484	0	484
Diminutions	0	0	0	0	0	0
Ecart de conversion	0	0	0	0	0	0
Variation de périmètre	0	0	0	0	0	0
Autres variations	0	0	0	0	0	0
<b>Amort. et prov 2012</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 695</b>	<b>0</b>	<b>1 695</b>
<b>Valeurs nettes 2012</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 162</b>	<b>0</b>	<b>1 162</b>

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées de matériels informatique, de mobiliers, et d'agencements de bureaux.

**2.8. Note 4 • Autres actifs financiers non courants**

L'évolution de la valeur des actifs financiers non courants s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Actifs financiers disponibles à la vente	Créances rattachées	Prêts	Dépôts et cautionnement	Autres	TOTAL
<b>Actifs Financiers 2011</b>	<b>95</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>269</b>	<b>0</b>	<b>364</b>
Acquisitions	0	0	0	11	0	11
Sorties	0	0	0	(129)	0	(129)
Ecart de conversion	0	0	0	0	0	0
Variation de périmètre	0	0	0	0	0	0
Autres variations	0	0	0	0	0	0
Pertes de valeur	0	0	0	0	0	0
<b>Actifs Financiers 2012</b>	<b>95</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>151</b>	<b>0</b>	<b>246</b>

Les actifs financiers disponibles à la vente (K€.95 au 31 décembre 2012) correspondent à des participations non cotées et non consolidées, en particulier à une contribution dans le capital d'une société française en phase de développement.

Les autres actifs non courants sont constitués de dépôts et cautionnements versés (K€.151) notamment dans le cadre des baux de bureaux signés par les différentes filiales.

## 2

## Annexe aux états financiers consolidés

## Etats des échéances

(en milliers d'euros)	2012	Actifs < 1 an	1 < Actifs < 5 ans	Actifs > 5 ans
Dépôts et cautionnements	151	0	33	117

## 2.9. Note 5 ▪ Stocks

(en milliers d'euros)	2012	2011
Marchandises	0	0
<b>Stocks</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 2.10. Note 6 ▪ Clients et autres débiteurs

La valeur comptable des créances clients et autres débiteurs est détaillée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Valeurs Brutes	Pertes de Valeur	Valeurs Nettes 2012	Valeurs Nettes 2011
Avances versées s/ commandes fournisseurs	24	0	24	256
Créances clients	21 227	(189)	21 038	23 925
Autres créances	6 142	(397)	5 745	5 520
Charges constatées d'avance	538	0	538	1 198
<b>Clients et autres débiteurs</b>	<b>27 931</b>	<b>(587)</b>	<b>27 344</b>	<b>30 899</b>

L'ensemble des créances fait l'objet de façon constante d'analyses de risques et d'actions de recouvrement. Nonobstant le contexte économique actuel, le groupe considère qu'il n'est pas exposé à un risque de crédit significatif, ni à une dépendance économique marquée vis-à-vis d'un client en particulier. La juste valeur des clients et comptes rattachés est considérée comme identique à leur valeur nette comptable.

## Etats des échéances :

Les créances relatives aux clients et autres débiteurs sont détaillées par échéance dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	2012	Créances < 6 mois	6 < Créances < 12 mois	Créances > 12 mois
Avances versées s/ commandes fournisseurs	24	22	1	0
Créances clients	21 037	20 101	598	339
Créances fiscales et sociales	0	0	0	0
Autres créances	5 745	3 413	2	2 330
Charges constatées d'avance	538	530	9	0
<b>Clients et autres débiteurs</b>	<b>27 344</b>	<b>24 065</b>	<b>610</b>	<b>2 669</b>

Au 31 décembre 2012, le montant des créances clients en attente de paiement, non encore dépréciées et inférieures à 6 mois représente plus de 88% du montant des clients et comptes. Une majorité des créances est représentée par des créances sur les opérateurs téléphoniques, donc sans aucun risque immédiat.

**2.11. Note 7 - Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les valeurs mobilières de placement s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeurs brute	Pertes de valeur	Valeurs nettes 2012	Valeurs nettes 2011
Valeurs mobilières de placement	3 475	0	3 475	7 697
Disponibilités	4 331	0	4 331	3 356
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>7 806</b>	<b>0</b>	<b>7 806</b>	<b>11 053</b>
Soldes créditeurs et concours bancaires	0	0	0	0
<b>Trésorerie nette</b>	<b>7 806</b>	<b>0</b>	<b>7 806</b>	<b>11 053</b>

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de placements à court terme et de comptes à termes rémunérés sans risques

**2.12. Note 8 - Capital social**

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions au 31/12/2011	Actions rémunérant des apports	Actions émises (numéraire)	Nombre d'actions au 31/12/2012
Actions	17 795 405	0	67 500	17 862 905

Le capital de RENTABILIWEB GROUP s'établit à 23.395.607 EUR. Au 31 décembre 2012, le capital social est composé de 17 862 905 actions représentant un / dix-sept millions huit cent soixante-deux mille neuf cent cinquème du capital social (1/17 862 905ème). Les actions émises en 2012 correspondent notamment à l'exercice de droits de souscription d'actions.

**2.13. Note 9 - Titres en autocontrôle**

Les actions correspondant aux programmes de rachat d'actions Rentabiliweb autorisés par l'Assemblée générale des actionnaires sont portées en diminution des capitaux propres consolidés.

Ces actions propres sont constituées d'actions RENTABILIWEB détenues par la société RENTABILIWEB GROUP. Au 31 décembre 2012, la société détient 293 918 actions propres acquises à un coût moyen de 5.41EUR.

**2.14. Note 10 - Paiements fondés sur des actions**

La société RENTABILIWEB GROUP a adopté, par décision du Conseil d'administration et après autorisation de l'Assemblée générale, des plans attribuant un certain nombre :

- ▶ d'options de souscription d'actions à certains membres du personnel de la société et de ses filiales, y compris les mandataires sociaux ;
- ▶ d'actions gratuites à certains membres du personnel de la société et de ses filiales.

Ces options ont pour objectifs de mobiliser les salariés les plus moteurs de l'entreprise, de les fidéliser pour leur performance et d'associer, dans une perspective à moyen-long terme, ces personnes à l'intérêt des actionnaires.

Par ailleurs, la contre-valeur des options est depuis le 31 décembre 2011 isolée dans le poste du bilan nommé « Instruments dénouables en actions de l'entreprise ». Le montant au bilan du groupe s'élève à K€.2.132, dont K€.1.076 correspondant à la charge de l'exercice 2012.

**Bons de souscription d'actions**

Jusqu'à l'Assemblée générale extraordinaire du 25 février 2010, l'Assemblée générale était le seul organe pouvant voter des plans de bons de souscriptions d'actions, ou warrants. Ainsi, l'Assemblée générale extraordinaire du 25 février 2010 a autorisé le Conseil d'administration à augmenter le capital de la société, en une ou plusieurs fois, notamment par l'émission de droits de souscription (c'est-à-dire des warrants), à concurrence de dix-neuf millions deux cent nonante-trois mille trois cent septante-six euros cinquante-six cent (19.293.376,56 EUR), dans les conditions fixées à l'article 7 des statuts de la société. Le Conseil d'administration a également été autorisé à limiter ou supprimer à cette occasion le droit préférentiel des actionnaires, même en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel de la société ou de ses filiales, dans les conditions fixées par l'article 596 CS.

Les principales caractéristiques au 31 décembre 2012 des plans de warrants sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Date de l'Assemblée ou du Conseil d'administration	Nombre de warrants autorisés	Nombre de warrants attribués	Prix d'exercice (en euros)	Nombre de warrants caduques au 31/12/2012	Nombre de warrants exercés au 31/12/2012	Nombre de warrants exercés au 31/12/2012
AG du 13 octobre 2006	336 000	334 200	3,00	31 300	82 250	220 650
AG du 17 décembre 2007	460 000	458 400	5,87 - 6,47	160 400	0	298 000
AG du 17 décembre 2007	40 000	39 000	6,47	3 000	0	36 000
CA du 26 octobre 2010	800 000	800 000	7,55 - 10,10 - 5,92	152 000	0	648 000
CA du 19 octobre 2011	760 000	470 000	5,92	75 000	0	395 000

Date de l'Assemblée ou du Conseil d'administration	Nombre de warrants en circulation au début de la période	Nombre de warrants exerçables au début de la période	Nombre de warrants attribués pendant la période	Nombre de warrants renoncés pendant la période	Nombre de warrants exercés pendant la période	Nombre de warrants expirés pendant la période	Nombre de warrants en circulation à la fin de la période	Nombre de warrants exerçables à la fin de la période
AG du 13 octobre 2006	307 250	305 450	0	0	69 500	15 300	222 450	220 650
AG du 17 décembre 2007	414 000	412 400	0	0	0	114 400	299 600	298 000
AG du 17 décembre 2007	40 000	39 000	0	0	0	3 000	37 000	36 000
CA du 26 octobre 2010	800 000	532 000	268 000	0	0	152 000	648 000	648 000
CA du 19 octobre 2011	760 000	0	470 000	0	0	75 000	685 000	395 000

Conformément à la norme IFRS2, les options sont évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution. La détermination de la juste valeur de ces options à la date d'attribution a été effectuée en appliquant le modèle de type Black & Scholes. Cette valeur est intangible pour la durée du plan. Les bénéficiaires des options ne peuvent exercer leurs droits avant un délai minimum de 3 ans après la date d'attribution pour 50% du volume attribué, et après un délai de 4 ans pour les 50% de volume attribué restant.

Les principales hypothèses prises en compte dans cette valorisation sont les suivantes :

Date de l'Assemblée ou du conseil d'Administration	Volatilité	Dividendes attendus	Taux d'intérêt sans risque	Taux de démission
AG du 13 octobre 2006	30%	0,0%	4,0%	10%
AG du 17 décembre 2007	30%	0,0%	4,0%	15%
AG du 17 décembre 2007	30%	0,0%	4,0%	10%
AG du 26 octobre 2010	30%	0,0%	4,0%	10%
AG du 19 octobre 2011	30%	5,7%	4,0%	10%

La volatilité a été déterminée sur la base de la volatilité implicite observée historiquement à la date d'attribution.

Des caractéristiques d'attribution supplémentaires comme des conditions de marché n'ont pas été intégrées dans l'évaluation de la juste valeur.

La valeur des options, considérée comme coût des services rendus par le personnel en contrepartie des options reçues, est comptabilisée linéairement sur la période d'acquisition des droits, conformément à la norme IFRS 2. Cette comptabilisation est faite par imputation sur les charges de personnel, la contrepartie étant portée directement en capitaux propres. Le montant pris en charge dans le compte de résultat 2012 s'élève à K€.868.



**Actions gratuites**

En 2009 et 2012 une allocation de 78 300 et 90 000 actions propres avait été réservée pour certains salariés du groupe. Les attributions d'actions deviennent définitives et sont livrées sous forme d'actions de la société à l'issue d'une période d'acquisition de 2 ans à laquelle s'ajoute une période de conservation de 2 ans au cours de laquelle les titres acquis ne peuvent pas être cédés.

Au cours de l'exercice 2012, 90 00 actions ont été livrées aux salariés, tandis qu'une baisse d'un volume de 25.000 actions est liée au départ de salariés du groupe.

La valeur des actions gratuites allouées, considérée comme coût des services rendus par le personnel en contrepartie des actions reçues, est comptabilisée linéairement sur la période d'acquisition des droits, soit à raison d'1/2 par an. Cette comptabilisation est faite par imputation sur les charges de personnel, la contrepartie étant portée directement en capitaux propres.

Les actions gratuites accordées aux salariés sont valorisées à leur juste valeur à la date d'attribution du plan, sur la base d'hypothèses déterminées par la direction. Les actions gratuites attribuées ont ainsi été valorisées sur la base des hypothèses suivantes :

- ▶ Durée de vie de 4 ans;
- ▶ Durée d'incessibilité de 2 ans;
- ▶ Taux d'intérêt sans risque de 4%;
- ▶ Volatilité de 30%.

La volatilité a été déterminée sur la base de la volatilité implicite observée.

Des caractéristiques d'attribution supplémentaires comme des conditions de marché n'ont pas été intégrées dans l'évaluation de la juste valeur.

La charge constatée en 2012 au titre des actions gratuites s'élève à K€.208.

**2.15. Note 11 - Provisions****Provisions non courantes**

(en milliers d'euros)	2012	2011
Provisions pour risques	751	86
Provisions pour charges	0	0
<b>Provisions à long terme</b>	<b>751</b>	<b>86</b>

**Provisions courantes**

(en milliers d'euros)	2012	2011
Provisions pour risques	31	0
Provisions pour charges	171	171
<b>Provisions à court terme</b>	<b>202</b>	<b>171</b>

**Provisions courantes et non courantes**

(en milliers d'euros)	2012	2011
Provisions pour risques	782	86
Provisions pour charges	171	171
<b>Provisions à court et long terme</b>	<b>953</b>	<b>257</b>

(en milliers d'euros)	Provisions pour risques	Provisions pour charges	TOTAL
<b>Provisions 2011</b>	<b>86</b>	<b>171</b>	<b>257</b>
Dotations	735	0	735
Reprises utilisées	(39)	0	(39)
Reprises non utilisées	0	0	0
Ecart de conversion	0	0	0
Variation de périmètre	6	0	0
Autres variations	0	0	0
<b>Provisions 2012</b>	<b>782</b>	<b>171</b>	<b>953</b>

Les provisions sont justifiées des éléments suivants :

- ▶ Les provisions pour risques (K€.782) sont constituées d'un litige d'ordre social de K€.704, et pour K€.76 d'une somme de litiges non significatifs individuellement provenant de diverses sociétés du groupe ;
- ▶ Le groupe Rentabiliweb poursuit la restructuration géographique de ses filiales. Ainsi, une partie de l'activité notamment de design des sites Internet sera dorénavant transférée de la filiale Roumaine vers la filiale Bulgare. Ce choix stratégique s'accompagne d'une réduction de personnel en Roumanie. Afin de respecter le principe de ségrégation des exercices et le principe de prudence, l'intégralité des coûts afférents (K€.321) a été provisionnée dans les comptes clos au 31 décembre 2010. Au 31 décembre 2011, une reprise de K€.150 a été effectuée afin de tenir compte d'une nouvelle analyse du risque social inhérent à la fermeture de la filiale. Ainsi, la provision est dorénavant de K€.171. Le maintien de cette provision est justifié par la continuité des diligences juridiques liées à cette opération sur l'exercice 2013.

## 2.16. Note 12 - Dettes financières

### Dettes financières non courantes

(en milliers d'euros)	2012	2011
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Emprunts et dettes financières divers	3	3
Autres passifs financiers	0	0
<b>Dettes financières non courantes</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

Les dettes financières diverses ne varient pas et sont constituées de dépôts reçus pour K€.3.

## Dettes financières courantes

(en milliers d'euros)	2012	2011
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5	3
Emprunts et dettes financières divers	0	0
Soldes créditeurs et concours bancaires	0	0
Autres passifs financiers	0	0
<b>Dettes financières courantes</b>	<b>5</b>	<b>3</b>

Les dettes auprès des établissements de crédit correspondent à la part des intérêts courus et non échus et les agios de compte au titre du quatrième trimestre de l'exercice 2012.

## Dettes financières courantes et non courantes

(en milliers d'euros)	2012	2011
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5	3
Emprunts et dettes financières divers	3	3
Soldes créditeurs et concours bancaires	0	0
Autres passifs financiers	0	0
<b>Dettes financières</b>	<b>8</b>	<b>6</b>

(en milliers d'euros)	Emprunts auprès établissement de crédit	Emprunts et dettes financières divers	Soldes créditeurs de banque	Autres passifs financiers	TOTAL
<b>Dettes financières 2011</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6</b>
Augmentations	2	0	0	0	2
Diminutions	0	0	0	0	0
Ecart de conversion	0	0	0	0	0
Variation de périmètre	0	0	0	0	0
Autres variations	0	0	0	0	0
<b>Dettes financières 2012</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8</b>

## 2

## Annexe aux états financiers consolidés

## Etats des échéances

(en milliers d'euros)	2012	Passifs < 1 an	1 < Passifs < 5 ans	Passifs > 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5	2	3	0
Emprunts et dettes financières divers	3	0	3	0
Soldes créditeurs et concours bancaires	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0
<b>Dettes financières</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>0</b>

## 2.17. Note 13 - Fournisseurs et autres créditeurs

La valeur comptable des dettes fournisseurs et autres créditeurs est détaillée ci-dessous :

(en milliers d'euros)	2012	2011
Avances reçues sur commandes clients	19	3
Dettes fournisseurs	10 420	9 643
Dettes fiscales et sociales	4 606	4 930
Dettes sur immobilisations	115	2 126
Autres dettes	8 570	7 886
Produits constatés d'avance	54	6
<b>Fournisseurs et autres créditeurs</b>	<b>23 784</b>	<b>24 593</b>

Les dettes sur immobilisations correspondent au différé de paiement relatif à l'acquisition de la société SBSR. La diminution de ce poste en 2012 correspond au règlement du différé de paiement de la société RSA et à l'annulation du différé de paiement de la société Rentabiliweb Interactive.

## Etat des échéances

Les dettes relatives aux fournisseurs et autres sont détaillées par échéance dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	2012	Dettes < 6 mois	6 < Dettes < 12 mois	Dettes > 12 mois
Avances reçues sur commandes clients	19	19	0	0
Dettes fournisseurs	10 420	9 870	442	108
Dettes fiscales et sociales	4 606	4 103	104	399
Dettes sur immobilisations	115	7	0	108
Autres dettes	8 570	8 363	205	2
Produits constatés d'avance	54	54	0	0
<b>Fournisseurs et autres créditeurs</b>	<b>23 784</b>	<b>22 651</b>	<b>751</b>	<b>617</b>

**2.18. Note 14 ▪ Juste valeur des actifs et passifs financiers**

La juste valeur des actifs et passifs financiers, ainsi que leur valeur au bilan, est résumée dans le tableau ci-après :

(en milliers d'euros)	2012		2011	
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Valeur au bilan	Juste Valeur
<b>Actifs financiers</b>				
Autres actifs financiers non courants	246	246	364	364
Autres actifs financiers courants	0	0	0	0
Clients et autres débiteurs	27 344	27 344	30 899	30 899
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 806	7 806	11 053	11 053
<b>Passifs financiers</b>				
Passifs financiers non courants	3	3	3	3
Passifs financiers courants	5	5	3	3
Fournisseurs et autres créditeurs	23 784	23 784	24 593	24 593

Les principales méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

- ▶ les titres sont présentés à leur coût historique s'agissant de titres non cotés pour lesquels il n'existe aucune référence de marché. Une perte de valeur est comptabilisée par le compte de résultat lorsque des indices de pertes de valeur durables sont constatés ;
- ▶ les placements de trésorerie dont l'échéance est inférieure à trois mois étant soumis à un risque.

**2.19. Note 15 ▪ Secteurs opérationnels**

Conformément à la norme IFRS 8, le groupe Rentabiliweb distingue trois secteurs opérationnels :

- ▶ le secteur B to B (Business to Business) correspond aux activités de prestations de services aux professionnels et aux éditeurs partenaires. Il comprend notamment les activités de paiement et de micro-paiement assurées par la plate-forme de Rentabiliweb ainsi que les activités de régies publicitaires, de télécom et de marketing-direct ;
- ▶ le secteur B to C (Business to Consumer) reflète le renforcement du groupe dans les activités de Publishing avec notamment la constitution d'un bouquet global de divertissements couvrant entre autres le jeu, la rencontre, la vie pratique, l'information, le blog, la voyance, etc.
- ▶ le secteur holding regroupe d'une part les équipes du siège de Rentabiliweb Group et, d'autre part, les services partagés qui effectuent des prestations de services pour le compte des pôles opérationnels. Ce secteur était en 2011 compris dans les secteurs opérationnels B to B et B to C. Afin d'avoir une meilleure visibilité sur les résultats de ces secteurs, le groupe a décidé d'isoler le secteur holding.

La répartition des informations par zone géographique est réalisée sur la base du pays où est implanté le siège social de l'entité.

Les informations communiquées dans les tableaux relatifs à l'information sectorielle sont présentées selon les mêmes principes comptables que ceux utilisés pour les comptes consolidés du groupe.

Par ailleurs, notre chiffre d'affaires publié provient à 100% de nos clients externes puisqu'aucun chiffre d'affaires consolidé ne provient des inter-segments. En effet, c'est sur ces données que s'appuie notre équipe de direction du groupe pour analyser et piloter les performances opérationnelles et prendre les décisions.

## 2

## Annexe aux états financiers consolidés

(en milliers d'euros)	B to B BE	B to B FR	B to B RO	B to B BG	B to B LU	B to B CAN	B to B SIB	B to B TOTAL	B to C	HOLDING	2012 TOTAL
Chiffre d'affaires	0	24 364	1 663	0	0	0	0	26 027	43 986	0	70 013
Marge brute	0	11 004	276	0	0	0	0	11 280	29 337	0	41 217
Autres produits opérationnels	0	10	0	0	0	0	0	10	4	21	35
Autres charges opérationnelles	0	(7 992)	(137)	0	0	0	0	(8 129)	(14 833)	(1 733)	(24 694)
Charges de personnel	0	(4 900)	(94)	0	0	0	0	(4 993)	(3 819)	(2 306)	(11 118)
Amortissements et provisions	0	(1 544)	(12)	0	0	0	0	(1 556)	(263)	(513)	(2 332)
Résultat opérationnel courant	0	(3 422)	34	0	0	0	0	(3 388)	11 026	(4 531)	3 108
Autres produits et charges non courants	0	500	0	0	0	0	0	500	(1 344)	0	(844)
Autres charges de personnel et paiements en actions	0	(698)	(87)	0	0	0	0	(785)	(291)	0	(1 076)
Résultat opérationnel	0	(3 619)	(53)	0	0	0	0	(3 672)	9 392	(4 531)	1 188
Résultat financier	0	(72)	1	0	0	0	0	(72)	(69)	0	(141)
Impôt sur le résultat	0	1 543	1	0	0	0	0	1 544	(1 477)	0	67
Impôts sur éléments non courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat net consolidé	0	(2 149)	(52)	0	0	0	0	(2 200)	7 845	(4 531)	1 113

(en milliers d'euros)	B to B BE	B to B FR	B to B RO	B to B BG	B to B LU	B to B CAN	B to B SIB	B to B TOTAL	B to C	HOLDING	2011 TOTAL
Chiffre d'affaires	0	32 835	1 298	0	0	0	0	34 133	49 131	(0)	83 264
Marge brute	0	11 947	121	0	0	0	0	12 068	35 527	(0)	47 595
Autres produits opérationnels	0	23	0	0	0	0	0	23	297	12	332
Autres charges opérationnelles	0	(5 568)	(35)	0	0	0	0	(5 603)	(15 868)	(2 190)	(23 661)
Charges de personnel	0	(1 953)	(38)	0	0	0	0	(1 991)	(4 188)	(1 922)	(8 101)
Amortissements et provisions	0	251	(3)	0	0	0	0	248	(316)	(143)	(211)
Résultat opérationnel courant	0	4 700	45	0	0	0	0	4 746	15 543	(4 244)	15 955
Autres produits et charges non courants	0	2 777	0	0	0	0	0	2 777	(130)	41	2 688
Autres charges de personnel et paiements en actions	0	(238)	(26)	0	0	0	0	(264)	(196)	0	(460)
Résultat opérationnel	0	7 240	19	0	0	0	0	7 259	15 127	(4 203)	18 183
Résultat financier	0	40	3	0	0	0	0	43	(9)	0	34
Impôt sur le résultat	0	(276)	(2)	0	0	0	0	(278)	(4 727)	0	(5 005)
Impôts sur éléments non courants	0	0	0	0	0	0	0	0	(2 635)	0	(2 635)
Résultat net consolidé	0	7 004	21	0	0	0	0	7 025	7 755	(4 203)	10 576

## 2

## Annexe aux états financiers consolidés

(en milliers d'euros)	B to B BE	B to B FR	B to B RO	B to B BG	B to B LU	B to B CAN	B to B SIB	B to B TOTAL	B to C	HOLDING	2012 TOTAL
Actifs non courants	0	10 040	6	0	0	0	0	10 045	43 966	4 849	58 860
Actifs courants	0	14 297	483	0	0	0	0	14 781	18 492	6 057	39 329
<b>Total des actifs</b>	<b>0</b>	<b>24 337</b>	<b>489</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>24 826</b>	<b>62 457</b>	<b>10 905</b>	<b>98 189</b>
Passifs non courants	0	752	0	0	0	0	0	752	428	0	1 181
Passifs courants	0	17 072	253	0	0	0	0	17 325	10 787	311	28 423
<b>Total des passifs</b>	<b>0</b>	<b>17 825</b>	<b>253</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>18 077</b>	<b>11 216</b>	<b>311</b>	<b>29 604</b>

(en milliers d'euros)	B to B BE	B to B FR	B to B RO	B to B BG	B to B LU	B to B CAN	B to B SIB	B to B TOTAL	B to C	HOLDING	2011 TOTAL
Actifs non courants	0	8 551	3	0	0	0	0	8 554	44 344	5 184	58 083
Actifs courants	0	23 494	562	0	0	0	0	24 056	19 217	1 100	44 374
<b>Total des actifs</b>	<b>0</b>	<b>32 045</b>	<b>565</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>32 610</b>	<b>63 562</b>	<b>6 284</b>	<b>102 456</b>
Passifs non courants	0	52	0	0	0	0	0	52	653	0	705
Passifs courants	0	16 915	365	0	0	0	0	17 280	11 753	1 283	30 316
<b>Total des passifs</b>	<b>0</b>	<b>16 966</b>	<b>365</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>17 331</b>	<b>12 407</b>	<b>1 283</b>	<b>31 021</b>

(en milliers d'euros)	B to C BE	B to C FR	B to C RO	B to C BG	B to C LU	B to C CAN	B to C SIB	B to C TOTAL	B to B	HOLDING	2012 TOTAL
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>36 715</b>	<b>7 271</b>	<b>(0)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>43 986</b>	<b>26 027</b>	<b>0</b>	<b>70 013</b>
<b>Marge brute</b>	<b>25 441</b>	<b>4 496</b>	<b>(0)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>29 337</b>	<b>11 280</b>	<b>0</b>	<b>41 217</b>
Autres produits opérationnels	1	2	0	0	0	0	0	4	10	21	35
Autres charges opérationnelles	(8 163)	(6 659)	(11)	0	0	0	0	(14 833)	(8 129)	(1 733)	(24 694)
Charges de personnel	(1 959)	(1 830)	(29)	0	0	0	0	(3 819)	(4 993)	(2 306)	(11 118)
Amortissements et provisions	(109)	(154)	0	0	0	0	0	(263)	(1 556)	(513)	(2 332)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>15 211</b>	<b>(4 144)</b>	<b>(40)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11 026</b>	<b>(3 388)</b>	<b>(4 531)</b>	<b>3 108</b>
Autres produits et charges non courants	(1 344)	0	0	0	0	0	0	(1 344)	500	0	(844)
Autres charges de personnel et paiements en actions	(87)	(146)	(29)	(29)	0	0	0	(291)	(785)	0	(1 076)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>13 780</b>	<b>(4 290)</b>	<b>(69)</b>	<b>(29)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9 392</b>	<b>(3 672)</b>	<b>(4 531)</b>	<b>1 188</b>
Résultat financier	(56)	(12)	(1)	(1)	0	0	0	(69)	(72)	0	(141)
Impôt sur le résultat	(1 070)	(409)	2	0	0	0	0	(1 477)	1 544	0	67
Impôts sur éléments non courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>12 654</b>	<b>(4 711)</b>	<b>(68)</b>	<b>(30)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 845</b>	<b>(2 200)</b>	<b>(4 531)</b>	<b>1 113</b>



## 2

## Annexe aux états financiers consolidés

(en milliers d'euros)	B to C BE	B to C FR	B to C RO	B to C BG	B to C LU	B to C CAN	B to C SIB	B to C TOTAL	B to B	HOLDING	2011 TOTAL
Chiffre d'affaires	41 766	7 365	(0)	(0)	0	(0)	0	49 131	34 133	(0)	83 264
Marge brute	30 456	5 072	(0)	(0)	0	(0)	0	35 527	12 068	(0)	47 595
Autres produits opérationnels	1	296	0	0	0	(1)	0	297	23	12	332
Autres charges opérationnelles	(9 304)	(6 124)	(193)	(221)	0	(26)	0	(15 868)	(5 603)	(2 190)	(23 661)
Charges de personnel	(1 839)	(1 655)	(312)	(317)	0	(65)	0	(4 188)	(1 991)	(1 922)	(8 101)
Amortissements et provisions	(315)	5	(3)	(2)	0	(0)	0	(316)	248	(143)	(211)
Résultat opérationnel courant	18 999	(2 407)	(508)	(540)	0	(92)	0	15 543	4 746	(4 244)	15 955
Autres produits et charges non courants	(130)	0	0	0	0	0	0	(130)	2 777	41	2 688
Autres charges de personnel et paiements en actions	(36)	(107)	(18)	(18)	0	(18)	0	(196)	(264)	0	(460)
Résultat opérationnel	18 833	(2 513)	(526)	(558)	0	(109)	0	15 127	7 259	(4 203)	18 183
Résultat financier	(12)	9	(4)	1	0	(3)	0	(9)	43	0	34
Impôt sur le résultat	(2 990)	(1 736)	(2)	0	0	0	0	(4 727)	(278)	0	(5 005)
Impôts sur éléments non courants	(2 635)	0	0	0	0	0	0	(2 635)	0	0	(2 635)
Résultat net consolidé	13 196	(4 240)	(532)	(556)	0	(113)	0	7 755	7 025	(4 203)	10 576

(en milliers d'euros)	B to C BE	B to C FR	B to C RO	B to C BG	B to C LU	B to C CAN	B to C SIB	B to C TOTAL	B to B	HOLDING	2012 TOTAL
Actifs non courants	(3 700)	47 688	(25)	3	0	0	0	43 966	10 045	4 849	58 860
Actifs courants	14 689	2 348	575	867	0	14	0	18 492	14 781	6 057	39 329
Total des actifs	10 989	50 036	549	870	0	14	0	62 457	24 826	10 905	98 189
Passifs non courants	0	428	0	0	0	0	0	428	752	0	1 181
Passifs courants	8 062	2 253	463	15	0	(6)	0	10 787	17 325	311	28 423
Total des passifs	8 062	2 681	463	15	0	(6)	0	11 216	18 077	311	29 604

(en milliers d'euros)	B to C BE	B to C FR	B to C RO	B to C BG	B to C LU	B to C CAN	B to C SIB	B to C TOTAL	B to B	HOLDING	2011 TOTAL
Actifs non courants	(3 702)	48 063	(21)	4	0	0	0	44 344	8 554	5 184	58 083
Actifs courants	15 502	2 552	1 060	90	0	13	0	19 217	24 056	1 100	44 374
Total des actifs	11 801	50 615	1 039	94	0	13	0	63 562	32 610	6 284	102 456
Passifs non courants	189	464	0	0	0	0	0	653	52	0	705
Passifs courants	8 235	2 978	515	22	0	3	0	11 753	17 280	1 283	30 316
Total des passifs	8 424	3 442	515	22	0	3	0	12 407	17 331	1 283	31 021

## 2

## Annexe aux états financiers consolidés

(en milliers d'euros)	HOLDING BE	HOLDING FR	HOLDING RO	HOLDING BG	HOLDING LU	HOLDING CAN	HOLDING SIB	HOLDING TOTAL	B to B	B to C	2012 TOTAL
Chiffre d'affaires	0	0	0	0	0	0	(0)	0	26 027	43 986	70 013
Marge brute	0	0	0	0	0	0	(0)	0	11 280	29 337	41 217
Autres produits opérationnels	2	19	0	0	0	0	0	21	10	4	35
Autres charges opérationnelles	(852)	(838)	0	0	0	0	(43)	(1 733)	(8 129)	(14 833)	(24 694)
Charges de personnel	(401)	(1 564)	0	0	0	0	(341)	(2 306)	(4 993)	(3 819)	(11 118)
Amortissements et provisions	(256)	(256)	0	0	0	0	(1)	(513)	(1 556)	(263)	(2 332)
Résultat opérationnel courant	(1507)	(2 640)	0	0	0	0	(384)	(4 531)	(3 388)	11 026	3 108
Autres produits et charges non courants	0	0	0	0	0	0	0	0	500	(1 344)	(844)
Autres charges de personnel et paiements en actions	0	0	0	0	0	0	0	0	(785)	(291)	(1 076)
Résultat opérationnel	(1507)	(2 640)	0	0	0	0	(384)	(4 531)	(3 672)	9 392	1 188
Résultat financier	0	0	0	0	0	0	0	0	(72)	(69)	(141)
Impôt sur le résultat	0	0	0	0	0	0	0	0	1 544	(1 477)	67
Impôts sur éléments non courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat net consolidé	(1507)	(2 640)	0	0	0	0	(384)	(4 531)	(2 200)	7 845	1 113

(en milliers d'euros)	HOLDING BE	HOLDING FR	HOLDING RO	HOLDING BG	HOLDING LU	HOLDING CAN	HOLDING SIB	HOLDING TOTAL	B to B	B to C	2011 TOTAL
Chiffre d'affaires	0	(0)	0	0	0	0	0	(0)	34 133	49 131	83 264
Marge brute	0	(0)	0	0	0	0	0	(0)	12 068	35 527	47 595
Autres produits opérationnels	11	1	0	0	0	0	0	12	23	297	332
Autres charges opérationnelles	(888)	(1 274)	0	0	(6)	0	(22)	(2 190)	(5 603)	(15 868)	(23 661)
Charges de personnel	(353)	(1 378)	0	0	0	0	(191)	(1 922)	(1 991)	(4 188)	(8 101)
Amortissements et provisions	(5)	(138)	0	0	(0)	0	0	(143)	248	(316)	(211)
Résultat opérationnel courant	(1 236)	(2 789)	0	0	(6)	0	(213)	(4 244)	4 746	15 543	15 955
Autres produits et charges non courants	0	41	0	0	0	0	0	41	2 777	(130)	2 688
Autres charges de personnel et paiements en actions	0	0	0	0	0	0	0	0	(264)	(196)	(460)
Résultat opérationnel	(1 236)	(2 748)	0	0	(6)	0	(213)	(4 203)	7 259	15 127	18 183
Résultat financier	0	0	0	0	0	0	0	0	43	(9)	34
Impôt sur le résultat	0	0	0	0	0	0	0	0	(278)	(4 727)	(5 005)
Impôts sur éléments non courants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	(2 635)	(2 635)
Résultat net consolidé	(1 236)	(2 748)	0	0	(6)	0	(213)	(4 203)	7 025	7 755	10 576

## 2

## Annexe aux états financiers consolidés

(en milliers d'euros)	HOLDING BE	HOLDING FR	HOLDING RO	HOLDING BG	HOLDING LU	HOLDING CAN	HOLDING SIB	HOLDING TOTAL	B to B	B to C	2012 TOTAL
Actifs non courants	4 848	0	0	0	0	0	1	4 849	10 045	43 966	58 860
Actifs courants	6 053	0	0	0	0	0	4	6 057	14 781	18 492	39 329
<b>Total des actifs</b>	<b>10 901</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>10 905</b>	<b>24 826</b>	<b>62 457</b>	<b>98 189</b>
Passifs non courants	0	0	0	0	0	0	0	0	752	428	1 181
Passifs courants	311	0	0	0	0	0	0	311	17 325	10 787	28 423
<b>Total des passifs</b>	<b>311</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>311</b>	<b>18 077</b>	<b>11 216</b>	<b>29 604</b>

(en milliers d'euros)	HOLDING BE	HOLDING FR	HOLDING RO	HOLDING BG	HOLDING LU	HOLDING CAN	HOLDING SIB	HOLDING TOTAL	B to B	B to C	2012 TOTAL
Actifs non courants	5 183	0	0	0	0	0	1	5 184	8 554	44 344	58 083
Actifs courants	1 094	0	0	0	1	0	5	1 100	24 056	19 217	44 374
<b>Total des actifs</b>	<b>6 277</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>6 284</b>	<b>32 610</b>	<b>63 562</b>	<b>102 456</b>
Passifs non courants	0	0	0	0	0	0	0	0	52	653	705
Passifs courants	1 283	0	0	0	0	0	0	1 283	17 280	11 753	30 316
<b>Total des passifs</b>	<b>1 283</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 283</b>	<b>17 331</b>	<b>12 407</b>	<b>31 021</b>

## 2.20. Note 16 - Chiffre d'affaires et marge brute

(en milliers d'euros)	2012	2011
Ventes de biens	0	20
Prestations de services	70 013	83 244
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>70 013</b>	<b>83 264</b>

Par ailleurs, la marge brute est impactée de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	2012	2011
Achats de marchandises	(70)	(85)
Reversements	(28 726)	(35 584)
<b>Marge brute</b>	<b>41 217</b>	<b>47 595</b>

## 2.21. Note 17 - Autres produits opérationnels

(en milliers d'euros)	2012	2011
Ecart d'acquisition négatifs	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières	0	0
Autres produits	35	332
Reprises sur provisions	0	0
<b>Autres produits opérationnels</b>	<b>35</b>	<b>332</b>

**2.22. Note 18 - Charges opérationnelles**

(en milliers d'euros)	2012	2011
Autres achats et charges externes	(23 624)	(22 495)
Impôts, taxes et versements assimilés	(464)	(610)
Autres charges	(606)	(555)
<b>Charges opérationnelles</b>	<b>(24 694)</b>	<b>(23 660)</b>

**Rémunérations des tiers**

Les honoraires (hors taxes) versés au commissaire aux comptes du groupe au titre de l'audit des comptes annuels sociaux et consolidés clos le 31 décembre 2012 sont les suivants :

(en euros)	2012
Emoluments du commissaire	
Audit des comptes annuels	37 000,00
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le commissaire :	
Autres missions d'attestation	8 000,00
Missions de conseils fiscaux	
Autres missions extérieures à la mission revisorale	
<b>Sous-total</b>	<b>45 000,00</b>
Emoluments pour prestations d'audit, exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le commissaire est lié :	
Mandat de commissaire	14 000,00
Autres missions d'attestation	
Missions de conseils fiscaux	
Autres missions extérieures à la mission revisorale	
<b>Sous-total</b>	<b>14 000,00</b>
<b>Total</b>	<b>59 000,00</b>

**2.23. Note 19 - Charges de personnel**

(en milliers d'euros)	2012	2011
Salaires et traitements	(7 769)	(6 014)
Charges sociales	(3 349)	(2 087)
Participation et intéressement	0	0
<b>Charges de personnel</b>	<b>(11 118)</b>	<b>(8 101)</b>
<b>Paiements en action</b>	<b>(1 076)</b>	<b>(460)</b>

## 2

## Annexe aux états financiers consolidés

(en milliers d'euros)	2012	2011
Cadres	78	71
Agents de maîtrise et techniciens	152	144
Employés	0	0
Ouvriers	0	0
<b>Effectif au 31 décembre</b>	<b>230</b>	<b>215</b>

## 2.24. Note 20 - Pertes de valeur, amortissements et provisions

(en milliers d'euros)	2012	2011
Dotations aux amortissements sur immobilisations	(1 394)	(904)
Dotations aux provisions sur immobilisations et actifs financiers non courants	0	0
Dotations aux provisions sur actifs financiers courants	(246)	(155)
Dotations aux provisions pour risques et charges non courants	(704)	0
Dotations aux provisions pour risques et charges courants	(29)	(69)
Reprises sur amortissements et provisions	41	917
<b>Pertes de valeur, amortissements et provisions</b>	<b>(2 332)</b>	<b>(211)</b>

## 2.25. Note 21 - Autres produits et charges non courants

(en milliers d'euros)	Valeurs nettes 2012	Valeurs nettes 2011
Autres charges opérationnelles non courantes	(1 344)	(130)
Autres produits opérationnels non courants	500	2 818
<b>Autres produits et charges opérationnelles non courants</b>	<b>(844)</b>	<b>2 688</b>

Les autres produits et charges non courants sont négatifs et s'élèvent au 31 décembre 2012 à K€844 contre un produit de K€2.688 au 31 décembre 2011.

La variation entre les deux exercices résulte d'une part d'un produit non courant lié au non versement du complément de prix prévu au protocole de rachat d'une acquisition réalisée précédemment, et d'autre part, à une charge non récurrente et à un défaut de paiement d'un de nos clients suite à l'insolvabilité d'un de ses partenaires. Les procédures de suivi et d'alerte ont été immédiatement renforcées au sein du groupe pour intégrer les cas de retard de paiement.

## 2.26. Note 22 - Résultat financier

(en milliers d'euros)	2012	2011
Dotations financières aux amortissements et provisions	0	0
Intérêts et charges assimilées	(140)	(30)
Intérêts et produits assimilés	34	71
Différences de change	(36)	(7)
<b>Résultat financier</b>	<b>(141)</b>	<b>34</b>

**2.27. Note 23 - Charges d'impôt sur le résultat****Analyse de la charge d'impôt**

La charge d'impôt à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2012 se décompose de la manière suivante :

	2012	2011
Impôt sur les sociétés exigibles	(1 719)	(7 891)
Impôts différés	1 785	251
<b>Charges d'impôt sur le résultat</b>	<b>67</b>	<b>(7 640)</b>

**Preuve d'impôts**

Le rapprochement entre la charge totale d'impôt comptabilisée dans le résultat et la charge d'impôt théorique se présente de la manière suivante pour les exercices 2011 et 2012 :

(en milliers d'euros)	Valeurs nettes 2012	Valeurs nettes 2011
Résultat net consolidé avant impôt	1 047	18 217
Taux d'impôt théorique applicable	33,99%	33,99%
<b>Charge d'impôt théorique</b>	<b>(356)</b>	<b>(6 192)</b>
Différences de taux d'imposition des sociétés étrangères	443	155
Différences permanentes	(404)	993
Déficits fiscaux non activés	0	0
Crédits d'impôts et autres réductions d'impôts	383	39
Provision pour litige IS	0	(2 635)
<b>Charge d'impôt comptabilisée</b>	<b>67</b>	<b>(7 640)</b>
<b>Taux d'impôt effectif</b>	<b>0,00%</b>	<b>41,94%</b>

Le groupe a comptabilisé un impôt négatif en 2012, en raison des impôts différés actifs qui s'élève à K€2.607 contre une comptabilisation de K€1.719 de charges d'impôts en social.

L'importance du montant de l'impôt différé actif généré sur l'exercice est due essentiellement aux déficits reportables créés sur l'année 2012 sur la société Rentabiliweb Europe pour un montant de 2 054 K€.

Le taux effectif d'imposition du groupe s'élève donc à 0% en 2012 (41,94 % en 2011). La charge d'impôt 2011 intègre la comptabilisation de la provision d'impôts sur les sociétés dus au titre du contrôle fiscal sur la société Rentabiliweb Belgique. L'impact de la provision est à rapprocher du non-paiement du complément de prix final aux vendeurs au titre de la garantie de passif signée dans le protocole de vente. Le taux effectif d'imposition 2011 retraité de la provision d'impôt sur les sociétés comptabilisée sur la société Rentabiliweb Belgique s'élevait à 32,2%.

**Impôts différés**

Les impôts différés nets au bilan s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	2012	2011
Impôts différés actifs	2 607	1 011
Impôts différés passifs	(426)	(616)
<b>Impôts différés nets au bilan</b>	<b>2 181</b>	<b>395</b>

**Variation des impôts différés passifs**

La variation des impôts différés passifs est la suivante :

	2012	2011
<b>Solde à l'ouverture</b>	<b>616</b>	<b>524</b>
Charges	(190)	0
Produits	0	92
Variation de périmètre	0	0
<b>Solde à la clôture</b>	<b>426</b>	<b>616</b>

**Nature des impôts différés**

Le détail des actifs d'impôt différés à la fin de l'exercice, indépendamment de toutes compensations des soldes, est le suivant :

<b>Actifs</b> (en milliers d'euros)	2012	2011
Immobilisations	353	370
Paielements fondés sur des actions	0	359
Différences temporelles et temporaires	823	431
Déficits fiscaux	2 740	556
<b>Impôts différés actifs</b>	<b>3 916</b>	<b>1 716</b>

**Actifs d'impôts non comptabilisés**

Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation de profits taxables futurs est probable et qu'ils permettront d'absorber les déficits fiscaux reportables et les différences temporelles déductibles.

Le détail des actifs d'impôt différés non reconnus est le suivant :

(en milliers d'euros)	2012	2011
Déficits fiscaux	-	-
<b>Actifs d'impôts non comptabilisés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**2.28. Note 24 - Résultat par action**

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice, à l'exception des actions acquises par le groupe dans un but d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action quant à lui, est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation afin de tenir compte de la conversion de toutes les actions potentielles et dilutives.

Les actions potentiellement dilutives sont les options sur actions ou warrants. Lorsqu'elles sont dilutives à la date de clôture, un calcul est réalisé pour déterminer le nombre d'actions qui auraient pu être acquises à leur juste valeur en fonction de la valeur monétaire des droits de souscription attachés aux options en circulation. Le nombre d'actions ainsi déterminé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises si les options avaient été exercées.

(en milliers d'euros)	2012	2011
Résultat net – part du groupe	1 114	10 575
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	17 863	17 795
<b>Résultat de base par action (en euros)</b>	<b>0,06</b>	<b>0,59</b>
Résultat net – part du groupe	1 114	10 575
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	17 863	17 795
Ajustements liés aux options de souscription d'actions	1 663	1 289
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	19 526	19 084
<b>Résultat dilué par action (en euros)</b>	<b>0,06</b>	<b>0,55</b>



## 2.29. Note 25 • Parties liées

## Relations mère-filiales

La société RENTABILIWEB GROUP est la holding animatrice du groupe. Elle définit la stratégie de développement du groupe ainsi que sa politique commerciale. Elle détermine les axes de communication et conduit en particulier la communication financière. Elle gère l'établissement des comptes sociaux des sociétés filiales et consolidés du groupe.

## Parties liées

Conformément à la norme IAS 24, les transactions entre les sociétés du groupe ont été éliminées lors des opérations de consolidation (transactions intragroupes). Elles ne sont par conséquent pas abordées dans cette note.

Les transactions entre le groupe et les autres parties considérées comme liées au sens de la norme IAS 24 sont détaillées ci-dessous.

Entreprises liées (en milliers d'euros)	Nature de la relation	Société du groupe impliquée	Type de transaction pour le groupe	Montant des transactions (HT)	En-cours à la fin de l'exercice (bilan)
ST-GEORGES FINANCE	client / fournisseur	RENTABILIWEB GROUP	charges (c)	240	0

- (a) achats ou ventes de biens (finis ou non);
- (b) achats ou ventes de biens immobiliers;
- (c) prestations de services données ou reçues;
- (d) contrats de location;
- (e) transferts de recherche et développement;
- (f) transferts dans le cadre de contrats de licence;
- (g) transferts dans le cadre d'accord de financement (y compris les prêts et les apports en capital en numéraire ou en nature);
- (h) fourniture de garanties ou de sûretés;
- (i) règlements de passifs pour le compte de l'entité ou par l'entité pour le compte d'une autre partie.

## Rémunérations des dirigeants

Les rémunérations de l'équipe de direction, considérée comme les principaux dirigeants au sens de la norme IAS 24, sont détaillées dans le tableau ci-après :

(en milliers d'euros)	2012	2011
Avantages à court terme	727	671
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paiements en actions	0	0
<b>Rémunérations des dirigeants</b>	<b>727</b>	<b>671</b>

Les membres de l'équipe de direction sont Jean-Baptiste Descroix-Vernier, Corinne Chatal, Thibaut Faurès Fustel de Coulanges et Nicolo Horel.

Le montant des rémunérations et autres avantages accordés directement ou indirectement aux administrateurs non exécutifs par la société ou par ses filiales est publié, sur base individuelle, dans le rapport de rémunération.

### 2.30. Note 26 ▪ Engagements, actifs et passifs éventuels

#### Engagements hors-bilan

Le groupe Rentabiliweb ne dispose d'aucun engagement hors bilan significatif.

#### Actifs et passifs éventuels

Au terme de l'exercice clos au 31 décembre 2012, le groupe n'a connaissance d'aucun actif ou passif éventuel tel que défini par la norme IAS 37, dont il y aurait lieu de faire mention dans les états financiers consolidés.

#### Litiges

Il n'existe pas, à la connaissance de la société, de litige susceptible d'affecter d'une façon significative l'activité, les résultats ou la situation financière du groupe.

### 2.31. Note 27 ▪ Evènements postérieurs à la clôture

#### Création de SEVEN Agency

Le groupe Rentabiliweb, à travers sa société SEVEN qu'il va créer courant le 1er trimestre 2013, envisage une joint-venture avec une participation à hauteur de 51% avec la société Image 7. L'activité de cette société sera du conseil en communication online, stratégie de marque, e-reputation, édition de contenu online et toutes activités apparentées.

#### Fermeture de R CANADA

Le groupe Rentabiliweb poursuit sa dynamique de restructuration et de réorganisation juridique et envisage de fermer son établissement canadien courant le 1er semestre 2013. Cette fermeture n'aura aucune conséquence sur le groupe puisque cette filiale n'a plus d'activité opérationnelle et ne compte aucun salarié.

#### R MARKETING

La société Achats Sur Internet change de dénomination sociale pour devenir Rentabiliweb Marketing.

#### R SERVICES

La société R SHOP ECOMMERCE change de dénomination sociale pour devenir Rentabiliweb Services au sein de laquelle on retrouve l'ensemble des services partagés qui effectuent des prestations de services pour le compte des pôles opérationnels.

#### Nomination d'un nouveau Directeur Administratif et Financier Groupe

Nicolo HOREL, est nommé Directeur Administratif et Financier du Groupe Rentabiliweb et intègre le comité opérationnel. Nicolo HOREL a en charge la direction des services financiers de l'ensemble du groupe et de ses 19 filiales. Disposant d'une véritable culture internationale, il aura également pour mission d'accompagner le Groupe Rentabiliweb dans la définition de sa stratégie. Enfin, spécialiste des flux bancaires, il est chargé de la structuration financière et juridique de l'établissement de paiement du Groupe : Be2bill.



## RENTABILIWEB GROUP

### RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2012

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Le rapport inclut notre opinion sur la situation financière de l'ensemble consolidé au 31 décembre 2012, le résultat global de l'ensemble consolidé, les variations de capitaux propres de l'ensemble consolidé et le flux de trésorerie de l'ensemble consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et l'annexe (les « états financiers consolidés »), ainsi que les déclarations complémentaires requises.

#### Rapport sur les états financiers consolidés – opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle des états financiers consolidés pour l'exercice 2012 clos le 31 décembre 2012, établis sur la base des normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union européenne, dont le total du bilan s'élève à 98.189.(000) EUR et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice net de l'exercice de 1.113.(000) EUR.

#### *Responsabilité de l'organe de gestion relative à l'établissement des états financiers consolidés*

L'organe de gestion est responsable de l'établissement d'états financiers consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'information financière, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

#### *Responsabilité du commissaire*

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques ainsi que de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers consolidés. Le choix des



procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement du commissaire. En procédant à cette évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement d'états financiers consolidés donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures de contrôle appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, et la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de l'entité les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sans réserve.

*Opinion sans réserve*

A notre avis, les états financiers consolidés au 31 décembre 2012 donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble consolidé ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

**Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires**

L'organe de gestion est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion sur les états financiers consolidés.

Dans le cadre de notre mandat, notre responsabilité est de vérifier, dans tous les aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur cette base, nous faisons la déclaration complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de notre opinion sur les états financiers consolidés: le rapport de gestion sur les états financiers consolidés traite des informations requises par la loi, concorde avec les états financiers consolidés et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous avons eu connaissance dans le cadre de notre mandat.

Zaventem, le 18 février 2013

Le Commissaire,  
La Scrl RSM REVISEURS D'ENTREPRISES - BEDRIJFSREVISOREN  
représentée par

THIERRY DUPONT

# **GOUVERNANCE D'ENTREPRISE**



## Sommaire Gouvernance d'entreprise

	<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>68</b>
<b>1</b>	<b>PRINCIPES DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE AUXQUELS LE GROUPE NE S'EST PAS TOTALEMENT CONFORMEE .....</b>	<b>69</b>
<b>2</b>	<b>CONSEIL D'ADMINISTRATION .....</b>	<b>70</b>
<b>3</b>	<b>MANAGEMENT EXECUTIF .....</b>	<b>72</b>
<b>4</b>	<b>COMITES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION. ....</b>	<b>73</b>
<b>5</b>	<b>TRANSACTIONS ET AUTRES RELATIONS CONTRACTUELLES.....</b>	<b>75</b>
<b>6</b>	<b>CONTROLE INTERNE ET GESTION DES RISQUES .....</b>	<b>76</b>
<b>7</b>	<b>RAPPORT DE REMUNERATION.....</b>	<b>77</b>





## Introduction

---

RENTABILIWEB GROUP (la “société”) adhère aux principes de gouvernance d'entreprise tels que définis dans le Code belge de gouvernance d'entreprise du 12 mars 2009 (le « Code »).

Le Code constitue le document de référence en matière de gouvernance d'entreprise applicable aux sociétés de droit belge cotées sur le marché réglementé d'Euronext et donc à RENTABILIWEB GROUP.

La société a établi une charte de gouvernance d'entreprise (la « Charte ») décrivant sa structure et ses politiques en matière de gouvernance d'entreprise. La Charte est disponible sur le site internet de RENTABILIWEB GROUP : [www.rentabiliweb.org/documentations.html](http://www.rentabiliweb.org/documentations.html)

## Principes de gouvernance d'entreprise auxquels le groupe ne s'est pas totalement conformée

Durant l'exercice social clôturé au 31 décembre 2012, RENTABILIWEB GROUP s'est écartée des principes de gouvernance d'entreprise dans la mesure suivante.

**Le principe 1.5 du Code** selon lequel une séparation nette des responsabilités à la tête de la société est opérée entre d'une part, la responsabilité de la conduite du Conseil d'administration et d'autre part, la responsabilité exécutive de la conduite des activités de la société ; autrement dit, la même personne ne peut exercer à la fois la présidence du Conseil d'administration et la fonction de CEO. Le Conseil d'administration considère que dans la situation actuelle de la société, Jean-Baptiste Descroix-Vernier, fondateur du groupe, est une personne clé et essentielle pour son bon fonctionnement.

**Le principe 2.3 du Code** selon lequel la moitié au moins du Conseil d'administration est constituée d'administrateurs non exécutifs. Le Conseil d'administration considère que, étant donné la taille de la société et la présence de 4 administrateurs non exécutifs pour 4 administrateurs exécutifs, il est néanmoins apte à prendre des décisions dans l'intérêt social. Le groupe s'est conformé à ce principe à partir du 16 mai 2012 suite à la nomination, le 16 mai 2012 d'un administrateur non-exécutif indépendant.

**Les principes 4.2, 4.6, 5.3 et 5.4 du Code** (et autres principes du Code faisant référence à l'intervention du comité de rémunération et de nomination) selon lesquels le Conseil d'administration constitue un comité de rémunération et un comité de nomination. Le Conseil d'administration considère que la constitution d'un comité de nomination et de rémunération n'était pas justifiée compte tenu de la taille de la société et de la maîtrise salariale. La société procédera toutefois à la mise en place future d'un comité de rémunération afin de se conformer aux nouvelles exigences légales en la matière. En 2012 le comité de rémunération a été tenu de manière collégiale par le Conseil d'administration. En 2013 ce comité a été mis en place et se réunira.

**Le principe 7.7 du Code** selon lequel les administrateurs non exécutifs ne reçoivent ni des rémunérations liées aux performances, telles que bonus et formules d'intéressement à long terme, ni des avantages en nature et des avantages liés aux plans de pension. Le Conseil d'administration considère que l'attribution de warrants aux administrateurs non exécutifs et indépendants a été rendue nécessaire pour permettre le recrutement, la fidélisation et la motivation de professionnels qualifiés et compétents compte tenu de la nature et de l'étendue de leurs responsabilités individuelles.

**Le principe 7.8 du Code** selon lequel le montant des rémunérations et autres avantages accordés directement ou indirectement aux administrateurs non exécutifs par la société ou par ses filiales est publié, sur base individuelle, dans le rapport de rémunération. Le Conseil d'administration considère que, étant donné que la rémunération des membres du Conseil d'administration (et ce y compris ses membres non exécutifs) est publiée de façon globale dans le rapport de rémunération, une publication sur base individuelle n'a pas de valeur ajoutée.

## Rôle et fonctionnement

RENTABILIWEB GROUP est administrée par un Conseil d'administration. Le rôle du Conseil d'administration est de viser le succès à long terme de la société en assurant le leadership entrepreneurial et en permettant l'évaluation et la gestion des risques.

Outre les pouvoirs et les compétences réservées par la loi et les statuts de la société au Conseil d'administration, les compétences du Conseil peuvent être résumées comme suit :

- ▶ Approbation de la stratégie générale de la société ;
- ▶ Approbation des investissements et désinvestissements importants et stratégiques ;
- ▶ Nomination et démission des membres du comité de direction ainsi que détermination de leur rémunération ;
- ▶ Détermination des pouvoirs et supervision du comité de direction dans le respect de son autonomie ;
- ▶ Approbation de la composition, de la rémunération, du fonctionnement et des pouvoirs des comités consultatifs et supervision de ces comités ;
- ▶ Contrôle et examen de l'efficacité des comités du Conseil d'administration ;
- ▶ Prise de toutes les mesures nécessaires pour assurer l'intégrité et la publication, en temps utile, des états financiers et des autres informations significatives, financières ou non financières, communiquées aux actionnaires et actionnaires potentiels ;
- ▶ Approbation d'un cadre référentiel de contrôle interne et de gestion des risques mis en place par le management exécutif ;
- ▶ Examen de la mise en œuvre de ce cadre référentiel en tenant compte de l'examen réalisé par le comité d'audit ;
- ▶ Supervision des performances du commissaire et supervision de la fonction d'audit interne, en tenant compte de l'examen réalisé par le comité d'audit.

## Composition

Le Conseil d'administration est composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non de la société, personnes physiques ou morales, dont le mandat ne peut excéder six (6) ans.

Le Conseil d'administration est actuellement composé de 8 membres, dont 4 administrateurs indépendants au sens de l'ancien article 524 §4 du Code des sociétés.

Depuis l'entrée en vigueur de l'article 526ter du Code des sociétés, les nouveaux critères sur la base desquels l'indépendance des administrateurs est évaluée sont les suivants :

- ▶ durant une période de cinq années précédant sa nomination, ne pas avoir exercé un mandat de membre exécutif de l'organe de gestion, ou une fonction de membre du Comité de direction ou de délégué à la gestion journalière, ni auprès de la société, ni auprès d'une société ou personne liée à celle-ci ;
- ▶ ne pas avoir siégé au Conseil d'administration en tant qu'administrateur non exécutif pendant plus de trois mandats successifs, sans que cette période ne puisse excéder douze ans ;
- ▶ durant une période de trois années précédant sa nomination, ne pas avoir fait partie du personnel de direction de la société ou d'une société ou personne liée à celle-ci ;
- ▶ ne pas recevoir, ni avoir reçu, de rémunération ou un autre avantage significatif de nature patrimoniale de la société ou d'une société ou personne liée à celle-ci, en dehors des tantièmes et honoraires éventuellement perçus comme membre non exécutif de l'organe de gestion ou membre de l'organe de surveillance ;
- ▶ a) ne détenir aucun droit social représentant un dixième ou plus du capital, du fonds social ou d'une catégorie d'actions de la société ;  
b) s'il détient des droits sociaux qui représentent une quotité inférieure à 10 % : (i) par l'addition des droits sociaux avec ceux détenus dans la même société par des sociétés dont l'administrateur indépendant a le contrôle, ces droits sociaux ne peuvent atteindre un dixième du capital, du fonds social ou d'une catégorie d'actions de la société ou (ii) les actes de disposition relatifs à ces actions ou l'exercice des droits y afférents ne peuvent être soumis à des stipulations conventionnelles ou à des engagements unilatéraux auxquels le membre indépendant de l'organe de gestion a souscrit ;  
c) ne représenter en aucune manière un actionnaire rentrant dans les conditions du présent point.
- ▶ ne pas entretenir, ni avoir entretenu au cours du dernier exercice social, une relation d'affaires significative avec la société ou une société ou personne liée à celle-ci, ni directement ni en qualité d'associé, d'actionnaire, de membre de l'organe de gestion ou de membre du personnel de direction d'une société ou personne entretenant une telle relation ;
- ▶ ne pas avoir été au cours des trois dernières années, associé ou salarié du commissaire, actuel ou précédent, de la société ou d'une société ou personne liée à celle-ci ;
- ▶ ne pas être membre exécutif de l'organe de gestion d'une autre société dans laquelle un administrateur exécutif.

Toutefois, les administrateurs indépendants nommés conformément à l'article 524, § 4 du Code des sociétés avant l'entrée en vigueur de l'article 526ter du Code des sociétés, demeurent indépendants jusqu'à leur réélection.

Au 31/12/2012, le Conseil d'administration est actuellement composé comme suit :

Administrateurs		Début du mandat	Fin du mandat	Présence aux réunions
M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier	Administrateur exécutif - Président du conseil d'administration	2005	2016	7/7
Mme Corinne Chatal	Administrateur exécutif - Administrateur délégué	2007	2016	7/7
M. Jean-Marie Messier	Administrateur non-exécutif indépendant	2007	2016	4/7
Saint-Georges Finance SA, représentée par son représentant permanent M. Jean-Baptiste Descroix Vernier	Administrateur exécutif - Administrateur délégué - CEO - Président du comité de direction	2008	2016	7/7
M. Thibaut Faurès Fustel de Coulanges	Administrateur exécutif - Administrateur délégué	2008	2016	2/7
M. Gilles Lioret	Administrateur non-exécutif indépendant	2006	2016	5/7
M. Eric Licoys	Administrateur non-exécutif indépendant	2010	2016	5/7
M. Franck Esser	Administrateur non-exécutif indépendant	2012	2016	3/7

Lors de sa réunion du 16 mai 2012, l'Assemblée générale des Actionnaires a nommé Monsieur Franck Esser en tant qu'administrateur non-exécutif indépendant.

### Rapport d'activités

Le Conseil d'administration se réunit avec une régularité suffisante pour exercer efficacement ses obligations, et chaque fois que le président du Conseil d'administration, l'administrateur délégué ou deux autres administrateurs le demandent.

Au cours de l'exercice social clôturé au 31 décembre 2012, le Conseil d'administration de RENTABILIWEB GROUP s'est réuni 7 fois.

### Evaluation du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration procède à une évaluation régulière de sa taille, composition et performances et de celle de ses comités afin de déterminer (i) si le Conseil d'administration et ses comités agissent de façon efficace, (ii) si les questions importantes sont débattues et préparées de façon adéquate, (iii) si chaque administrateur contribue de façon constructive dans les discussions et la prise de décision et (iv) si la composition actuelle du conseil d'administration et de ses comités est appropriée. Cette évaluation sera faite au moins une fois tous les trois ans sous la direction du président, si nécessaire avec l'assistance d'experts externes.

Dans le cas d'une réélection, il est procédé à une évaluation de la contribution de l'administrateur en question et de son efficacité.

La direction exécutive du groupe est assurée par le management exécutif du groupe réuni autour de M. Jean Baptiste Descroix-Vernier, Président-fondateur du groupe, de Mme Corinne Chatal, Directrice des Ressources Humaines, de M. Thibaut Faurès Fustel de Coulanges, Vice-Président, ainsi que M. Nicolo Horel, Directeur Administratif et Financier Groupe.

RENTABILIWEB GROUP a actuellement deux administrateurs-délégués dont un seul revêt la qualité de CEO :

- ▶ La SA St Georges Finance, dont le représentant permanent est M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier, administrateur-délégué et CEO ;
- ▶ Mme Corinne Chatal, administrateur-délégué.

Le Conseil d'administration a décidé en mars 2010 de supprimer le comité de direction aux motifs que le Conseil d'administration et le comité opérationnel sont les organes les plus actifs et qu'ils apportent le plus de valeur ajoutée dans la conduite du groupe. Ces deux organes permettant d'identifier les grandes orientations stratégiques et leur pilotage au quotidien, le Conseil d'administration a jugé peu nécessaire d'alourdir les processus de gestion en multipliant les niveaux de décision, ceci afin d'améliorer la réactivité et l'application des décisions prises et votées.

## Comité d'audit

### Rôle, pouvoirs et fonctionnement

Au cours de l'exercice social clôturé au 31 décembre 2010, le groupe Rentabiliweb s'est doté d'un comité d'audit conformément à l'article 526bis du Code des sociétés. La constitution d'un comité d'audit fait par contre partie des obligations des sociétés cotées sur un marché réglementé, tel qu'Euronext Paris et Bruxelles. Le groupe Rentabiliweb lors de son Conseil d'administration du 23 décembre 2009 a validé la décision de constituer un comité d'audit sous la condition suspensive de l'admission de l'ensemble des actions de la Rentabiliweb Group SA sur Euronext Brussels et Paris en précisant que ce comité ne deviendrait opérationnel qu'à partir de la réalisation de cette condition suspensive, la condition étant levée le premier comité s'est tenu le 21 octobre 2010.

Le Comité d'audit examine le respect des procédures administratives, légales et fiscales en matière de reporting financier, ainsi que le suivi des audits financiers et opérationnels, et conseille sur le choix et la rémunération des commissaires. Le comité d'audit fait rapport directement au Conseil d'administration, qui conserve la plénitude de ses compétences en la matière, conformément au code des sociétés.

Outre les missions dont il a la charge en vertu du Code des sociétés :

**Le Comité d'audit veille à l'intégrité de l'information financière fournie par la société. En particulier, le Comité d'audit :**

- ▶ vérifie que le reporting financier donne une image exacte, honnête et claire de la situation et des perspectives de la société, à la fois sur une base individuelle et sur une base consolidée ;
- ▶ vérifie l'exactitude, le caractère complet et la cohérence des informations financières avant qu'elles soient annoncées au public ;
- ▶ évalue le choix des principes de comptabilité et l'impact de nouvelles règles de comptabilité ;
- ▶ discute les questions importantes en matière de reporting financier à la fois avec les membres du comité de direction et le commissaire.

**En ce qui concerne le contrôle interne, le Comité d'audit :**

- ▶ évalue à intervalles réguliers le système de contrôle interne et de gestion des risques mis en place par le comité de direction ;
- ▶ examine les commentaires relatifs au contrôle interne et à la gestion des risques repris dans le rapport annuel de la société.

**En ce qui concerne l'audit interne, le Comité d'audit :**

- ▶ formule des recommandations sur la sélection, la nomination et la révocation d'un responsable de l'audit interne, si la taille de la société le justifie et si le comité ne peut lui-même effectuer cette tâche, et sur le budget annuel alloué à l'audit interne. Les responsabilités du comité d'audit comprennent aussi l'évaluation de l'efficacité de la fonction d'audit interne et du suivi, assuré par les membres du comité de direction, des conclusions et recommandations faites par les auditeurs internes. Il est prévu à ce stade que l'audit interne soit effectué par le comité.

**En ce qui concerne l'audit externe, le Comité d'audit :**

- ▶ suit la relation entre la société et le commissaire et fait des recommandations au Conseil d'administration concernant la sélection, la nomination et la reconduction des commissaires ainsi que sur les conditions de leur engagement ;
- ▶ enquête sur les questions ayant conduit à la démission du commissaire et fait des recommandations concernant toute mesure qui s'impose ;
- ▶ vérifie le programme des commissaires et s'assure de l'efficacité du processus d'audit externe. Le comité d'audit examine le suivi par le comité de direction des recommandations faites par le commissaire ;
- ▶ examine l'étendue des services autres que d'audit qui ont été fournis par le commissaire. Le comité d'audit détermine et met à jour des principes formels en ce qui concerne les types de service autres que d'audit qui : a) sont exclus, b) sont permis après vérification par le comité et c) sont permis sans que le comité en soit informé, en prenant en compte les dispositions spécifiques du Code des sociétés.

Le Comité d'audit fournit au Conseil d'administration des informations claires et régulières concernant l'exercice de ses fonctions. Il informe le Conseil d'administration de tous les domaines dans lesquels une action ou une amélioration est à son avis nécessaire. Le comité d'audit formule des recommandations concernant les démarches nécessaires qui doivent être entreprises.

## Composition

Le Comité d'audit est normalement composé de trois (3) administrateurs au moins. A minima un membre doit être administrateur non exécutif, avec une majorité d'administrateurs indépendants.

Le comité d'audit est actuellement composé de trois (3) membres.

Membres		Début du mandat
M. Gilles Lioret	Administrateur non-exécutif indépendant	2010
M. Eric Licoys	Administrateur non-exécutif indépendant	2010
M. Franck Esser	Administrateur non-exécutif indépendant	2012

Lors de l'Assemblée générale ordinaire du 20 mai 2010, il a été proposé aux actionnaires de la société de mettre fin au mandat d'administrateur de M. Alain Madelin et de nommer M. Eric Licoys en tant qu'administrateur non exécutif indépendant pour une durée d'un (1) an. M. Eric Licoys sera également membre du comité d'audit avec effet à la date de sa nomination par l'Assemblée générale des actionnaires de la société. La fin des mandats des trois administrateurs non-exécutifs est fixée à la fin de leur mandat d'administrateur qui prend fin en 2016.

La justification de l'indépendance d'au moins un des membres de ce comité au sens de l'article 526ter du Code des sociétés fera l'objet du rapport de gestion relatif à l'exercice social clôturé au 31 décembre 2012.

## Rapport d'activités

Le comité s'est réuni quatre fois en 2012. Les différents ordres du jour ont principalement porté sur la revue des obligations liées à l'activité d'Etablissement de paiement, la mise en place de procédures et l'analyse de l'évolution des risques business, une revue de travail de l'audit interne, une explication de la nouvelle politique de cash management du groupe, de la consolidation et du reporting financier groupe, une revue des mandats des commissaires aux comptes.

### Evaluation du Comité d'audit

Le Comité d'audit vérifie son propre mode de fonctionnement et son efficacité à intervalles réguliers. Il fait rapport sur son évaluation au Conseil d'administration et lui soumet des propositions de changement lorsque cela s'avère nécessaire.

- La stratégie du Groupe et de ses filiales ;
- Les projets stratégiques des filiales et de la société ;
- Les opérations d'investissement et de désinvestissement ;
- Le budget de la société et de ses filiales ;
- La politique de dividendes de la société et de ses filiales.

Le président du comité opérationnel informe le Conseil d'administration des recommandations formulées par ce comité.

### Comité opérationnel

#### Rôle, pouvoirs et fonctionnement

Par décision du 16 avril 2008, le Conseil d'administration a constitué un comité opérationnel.

Le Comité opérationnel travaille sous l'autorité du Conseil d'administration et a comme mission de lui donner des conseils techniques et de faire des propositions concernant :

- Le pilotage hebdomadaire et la gestion des priorités opérationnelles ;

#### Composition

Le Comité opérationnel est composé des administrateurs exécutifs, du Directeur Administratif et Financier du groupe, ainsi que des directeurs des filiales les plus stratégiques du groupe.

Les membres du Comité opérationnel sont nommés pour une période de trois ans et sont non rémunérés.

A la clôture de l'exercice social 2012, le Comité opérationnel était composé de dix-sept (15) membres.

Membres	Fonction	Début du mandat
M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier	Administrateur exécutif - Président du conseil d'administration	2008
Mme Corinne Chatal	Administrateur exécutif - Administrateur délégué	2008
M. Thibaut Faurès Fustel de Coulanges	Administrateur exécutif - Administrateur délégué - Directeur Général Groupe	2008
M. Nicolo Horel	Directeur Administratif et Financier Groupe	2012
M. Philippe Bontemps	Directeur Pôle Paiement	2011
M Romain Pera	Directeur Technique Pôle Paiement	2008
M. Matthieu Loudes	Directeur Technique pôle MicroPaiement	2008
M. Yves Mériquand	Directeur des Opérations Pôle Paiement	2008
M. Sébastien Boin	Responsable Rentabiliweb Russie	2008
M. Matthieu Vermot	Directeur Rentabiliweb Publishing	2008
Mme Stéphanie Jacumin	Présidente Rentabiliweb Belgique	2010
M. Julien Roussel	Directeur Technique Rentabiliweb Belgique	2010
M. Cyril Dubreau	Directeur Mailorama	2010
M. Nicolas Vidal	Directeur Telecoms Groupe	2010
M. Samuel Bouskila	Directeur Pôle Astrologie	2011



5

## Transactions et autres relations contractuelles

---

Néant.

## Contrôle interne et gestion des risques

---

Un système de contrôle interne et de gestion des risques a été mis en place par le management exécutif afin d'assurer l'intégrité et la publication, en temps utile, des états financiers et des autres informations significatives, financières ou non, communiquées aux actionnaires et aux actionnaires potentiels.

Il a été approuvé par le Conseil d'administration de la société et est évalué, à intervalles réguliers, par son comité d'audit.

Le management exécutif, le Conseil d'administration et le comité d'audit sont constitués afin de garantir une évaluation adéquate du système de contrôle interne et de gestion et d'identification rapide des risques.

Les risques identifiés sont énumérés dans le rapport de gestion sur les comptes consolidés (voir ci-dessus).

Par décision prise en Assemblée générale en date du 16/05/2012, le mandat d'administrateur indépendant sera rémunéré à raison de 12.000 euros par an, avec 3.000 euros complémentaires par an et par comité de Conseil d'administration, lorsque l'administrateur indépendant est membre d'un comité. Par ailleurs, la rémunération des administrateurs exécutifs est fixée à 8.000 euros par an. Le mandat de membre du comité opérationnel est exercé à titre gracieux. L'Assemblée générale extraordinaire du 24 janvier 2008 a décidé de rémunérer le mandat des administrateurs de la société en charge de la gestion journalière des affaires de la société. Le détail des administrateurs délégués de la société RENTABILIWEB GROUP sont détaillés ci-dessous :

### Rémunération et warrants du Président, M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier

#### Rémunération :

Le montant de la rémunération perçue en 2012 par M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier en sa qualité de représentant permanent de St Georges Finance SA, administrateur-délégué et CEO s'est élevé à 150.000 euros brut annuel, réglés à St Georges Finance pour 240.000 EUR (fiscalité comprise).

Le montant de la rémunération perçue est identique à celui versé au cours des quatre précédents exercices.

M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier a également reçu 16.000 EUR en jetons de présence du Conseil d'administration en sa qualité de représentant permanent de St Georges Finance SA, administrateur-délégué et CEO, et en son nom propre, somme qu'il a souhaité reverser intégralement à des ONG luttant contre la pauvreté.

#### Warrants :

M. Descroix-Vernier détient 27.250 warrants issus du plan 2007. Il n'a, depuis le plan 2007, jamais accepté les warrants qui lui ont été attribués chaque année.

#### Actions gratuites :

M Descroix-Vernier ne possède aucune action gratuite.

#### Avantages en nature (vehicule de fonction, tickets restaurants, autres) :

Aucun.

### Rémunération et warrants de la Directrice des Ressources Humaines, Mme Corinne Chatal

Le montant de la rémunération perçue en 2012 par Mme Corinne Chatal en sa qualité d'administrateur-délégué s'est élevé à 90.792 EUR brut annuel. Mme. Corinne Chatal a également reçu 8.000 EUR en jetons de présence du Conseil d'administration, somme qu'elle a souhaité reverser intégralement à des ONG luttant contre la pauvreté.

### Rémunération et warrants des autres membres de la direction exécutive

En 2012, le montant cumulé des rémunérations versées aux membres de la direction exécutive du groupe au titre de leurs fonctions opérationnelles (hors rémunérations des administrateurs délégués), au sens de la norme IAS 24, s'est élevé à 412.975 EUR.

Les membres du comité d'audit et du comité opérationnel ne reçoivent pas de rémunération. Ils reçoivent une rémunération au titre de leur fonction dans les filiales, mais pas au titre de leur fonction de membre du comité d'audit ou du comité opérationnel.

Il existe, au 31 décembre 2012, cinq plans de warrants mis en place par l'Assemblée générale des actionnaires de la société ou le Conseil d'administration en vertu des pouvoirs définis par l'Assemblée générale du 25 janvier 2010 :

- ▶ le premier plan de warrants réalisé en 2006 portant sur l'émission de trois cent trente-six mille (336.000) warrants ;
- ▶ le second plan de warrants réalisé en 2007 portant sur l'émission de quatre cent soixante mille (460.000) warrants ;
- ▶ le troisième plan de warrants réalisé en 2007 portant sur l'émission de quarante mille (40.000) warrants ;
- ▶ le quatrième plan de warrants réalisé en 2010 portant sur l'émission de huit cent mille (800.000) warrants ;
- ▶ enfin le cinquième plan de warrants réalisé en 2011 portant sur l'émission de sept cent soixante mille (760.000) warrants.

Chaque warrant permet de souscrire à une action ordinaire nouvelle, librement négociable sur Euronext Bruxelles et Paris.

Le nombre de warrants attribués aux membres du Conseil d'administration s'établit comme suit :

Nom	Date du Conseil d'administration attribuant les warrants	Nombre de warrants attribués	Prix d'exercice (en euros)
M. Jean Baptiste Descroix-Vernier	25/04/2007	27 250	3.00
Mme Corinne Chatal	25/04/2007 25/05/2010 26/10/2010 20/01/2012	30 000 100 000 90 000 100 000	3.00 6.47 7.55 5.92
M. Thibaut Faures Fustel de Coulanges	16/04/2008 28/05/2010 26/10/2010 20/01/2012	57 000 100 000 90 000 100 000	3.00 6.47 7.55 5.92
M. Jean-Marie Messier	25/04/2007	36 000	3.00
M. Gilles Lioret	25/04/2007 16/04/2008 26/10/2010	6 000 1 500 2 000	3.00 3.00 7.55
M. Eric Licoys	26/10/2010	10 000	7.55

En dérogation du Code belge de gouvernance d'entreprise, le Conseil d'administration considère que l'attribution de warrants aux administrateurs non exécutifs et indépendants a été rendue nécessaire pour permettre le recrutement, la fidélisation et la motivation de professionnels qualifiés et compétents compte tenu de la nature et de l'étendue de leurs responsabilités.

Le nombre d'actions gratuites attribuées aux membres du Conseil d'administration s'établit comme suit :

Nom	Date du Conseil d'administration attribuant les actions gratuites	Nombre d'actions gratuites attribuées	Date de vesting
Mme Corinne Chatal	25/05/2009 20/01/2012	31 500 25 000	26/05/2013 21/01/2016
M. Thibaut Faures Fustel de Coulanges	25/05/2009 20/01/2012	25 000 25 000	26/05/2013 21/01/2016

Par ailleurs, le Conseil d'administration considère, en dérogation au code de gouvernance, qu'étant donné que la rémunération des membres du Conseil d'administration (et ce y compris ses membres non exécutifs) est publiée de façon globale, une publication sur base individuelle n'a pas de valeur ajoutée.

# **RENTABILIWEB GROUP EN BOURSE**



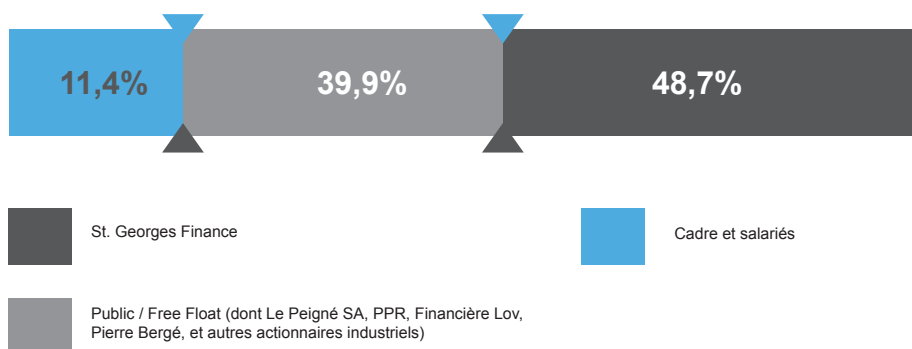
## Sommaire Rentabiliweb Group en bourse

---

<b>1</b>	<b>STRUCTURE DE L’ACTIONNARIAT .....</b>	<b>81</b>
<b>2</b>	<b>EVOLUTION DU COURS .....</b>	<b>81</b>
<b>3</b>	<b>CALENDRIER FINANCIER ET INFORMATION FINANCIERE .....</b>	<b>81</b>

## 1 Structure de l'actionnariat

### Structure de l'actionnariat



St Georges Finance est une société anonyme de droit belge, entièrement contrôlée par M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier qui en assure aussi la direction. Il s'agit d'une société purement financière, dont l'unique objet est la détention de titres d'entreprises cotées ou non.

La société Rentabiliweb Group est contrôlée par Saint-Georges Finance, elle-même détenue en totalité par M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier. Au 31 décembre 2012, la société Saint-Georges Finance de M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier détient 48,7 % du capital et 55,4% des droits de vote.

## 2 Evolution du cours



## 3 Calendrier financier et information financière

### Calendrier financier et information financière

Chiffre d'Affaires 1er trimestre 2013 .....18 avril 2013  
Assemblée générale ordinaire .....16 mai 2013  
Résultats semestriels 2013.....30 juillet 2013



# **DÉCLARATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**



Le Conseil d'administration de la société RENTABILIWEB GROUP atteste au nom et pour le compte de la société, qu'à sa connaissance, (a) les états financiers consolidés et statutaires, établis en conformité avec les normes IFRS et IAS, donnent une image correcte et fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société et des entreprises comprises dans la consolidation, et (b) le rapport de gestion sur les comptes consolidés et sur les comptes statutaires contiennent un exposé fidèle du développement et de la performance des opérations et de la position de la société y compris les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des risques et incertitudes principaux auxquels ils sont confrontés.

# **COMPTES SOCIAUX INDIVIDUELS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE RENTABILIWEB GROUP**



## Sommaire comptes sociaux individuels de la société mère Rentabiliweb Group

---

<b>1.</b>	<b>RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES STATUTAIRES.....</b>	<b>86</b>
<b>2.</b>	<b>ETATS FINANCIERS STATUTAIRES.....</b>	<b>101</b>
<b>3.</b>	<b>RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES STATUTAIRES .....</b>	<b>135</b>

**RENTABILIWEB GROUP****Société Anonyme****Rue Jourdan 41, 1060 Saint Gilles (Bruxelles)****TVA BE 0878.265.120****RPM (Bruxelles)****(Ci-après la “société”)****RAPPORT ANNUEL DE GESTION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AUX ACTIONNAIRES**

Messieurs,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation les comptes annuels de la société pour l'exercice social clôturé au 31 décembre 2012 et de vous rendre compte de notre gestion, conformément aux articles 95 et 96 du Code des sociétés.

La société a été constituée le 26 décembre 2005. Son capital social souscrit s'élève à 23.395.607,04€, représenté par 17.862.905 actions dématérialisées ou nominatives sans désignation de valeur nominale.

**1.1. Commentaires sur les comptes sociaux de R Group**

Ces commentaires des comptes annuels sont élaborés en vue d'exposer de manière fidèle l'évolution des affaires, les résultats et la situation de la société, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

L'activité se résume à la gestion des participations détenues par elle, à l'animation ainsi qu'au pilotage de la performance du groupe dont une partie des coûts est refacturée aux filiales sous la forme de management fees.

Aucun indicateur pertinent n'est à retenir en l'état pour déterminer les performances intrinsèques de la société ; les comptes sociaux n'étant pas significatifs de l'activité du groupe Rentabiliweb, contrairement au bilan consolidé.

Pendant l'exercice social clôturé le 31 décembre 2012, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 2.084.832 € et le total du bilan s'élève à 61.208.781 € par rapport à 62.286.405 € durant l'exercice social précédent. L'exercice se clôture avec un bénéfice de 4.474.787 € par rapport à un bénéfice de 19.237.754 € à la fin de l'exercice social précédent.

Les charges de la société sont liées aux frais et honoraires de conseils (expertise comptable, audit, avocats, frais de Bourse, Euronext, Euroclear...) et aux frais de communication institutionnelle.

Les capitaux de la société s'élèvent au 31/12/2012 à 59.603.973 € contre 54.876.360 € enregistrés lors de l'exercice précédent. Cette augmentation résulte notamment d'un résultat positif de 4.474.787 € et d'une augmentation de capital de 202.500 €.

Les actions de la société sont cotées en continu sur Euronext Paris et Bruxelles, sur le compartiment C et sous le symbole BIL et le code ISIN BE094662094.

La société n'est pas confrontée elle-même directement à des risques ou incertitudes spécifiques pouvant impacter de manière significative le résultat du groupe.

**Risques commerciaux**

L'exhaustivité des litiges clients et fournisseurs représentant un risque avéré ont fait l'objet d'une revue par les avocats du groupe ainsi que le service de contrôle interne. Tous ces risques ont été chiffrés et évalués, et la direction de la société a estimé, en accord avec les commissaires aux comptes, qu'ils ne devaient pas faire l'objet d'une provision.

**Risques prud'homaux**

La société n'a pas de risques prud'homaux identifiés.

**Risques fiscaux**

La société n'a pas de risques fiscaux identifiés.

# Rapport de gestion sur les comptes statutaires

## 1.2. Affectation du résultat

Le conseil propose d'affecter les résultats de la manière suivante

Bénéfice à affecter : ..... 19.792.090,28 €  
 Bénéfice (perte) de l'exercice à affecter : ..... 4.474.787,44 €  
 Bénéfice (perte) reporté de l'exercice précédent : 15.317.302,84 €

Prélèvements sur les capitaux propres : ..... 0€  
 Réserve indisponible : ..... 0 €

Affectation aux capitaux propres : ..... 1.564.196,72 €  
 réserve légale : ..... 785.335,08 €  
 réserve disponible : ..... 778.861,64 €

Bénéfice à reporter à l'exercice suivant : ..... 18.227.863,56 €

Bénéfice à distribuer : ..... 0 €  
 rémunération du capital : ..... 0 €

## 1.3. Événements importants survenus après la clôture de l'exercice

Il n'est pas survenu d'événements postérieurs à la date de clôture du 31 décembre 2012 de nature à remettre en cause la sincérité des informations portant sur l'évaluation des actifs et des passifs, la situation financière et les comptes annuels.

## 1.4. Circonstances susceptibles d'avoir une influence sur le développement de la société

Il n'existe aucune circonstance susceptible d'avoir une influence notable sur le développement de la société.

## 1.5. Activités en matière de recherche et développement

Le groupe Rentabiliweb, au travers de ses équipes de webmasters et de programmeurs informaticiens, est en perpétuelle élaboration de produits et de services nouveaux.

La créativité des équipes de la société constitue à cet égard une réelle force de développement, que l'on ne peut cependant pas assimiler à de la recherche fondamentale ou à de la recherche appliquée.

Les coûts afférents à cette recherche et développement peuvent, s'ils sont dédiés à un produit ou un service spécifique, aux perspectives avérées de chiffre d'affaires, être immobilisés à l'actif du bilan et amortis sur la durée de vie prévisionnelle du produit ou service considéré.

## 1.6. Existence de succursales

La société n'a aucune succursale.

## 1.7. Justification de l'application des règles comptables de continuité

Etant donné que le bilan ne fait pas apparaître de perte reportée et que le compte de résultat ne fait pas apparaître de perte pendant deux exercices successifs, il n'est pas nécessaire de justifier l'application des règles comptables de continuité.

## 1.8. Utilisation d'instruments financiers

De part la nature de ses activités, la société n'utilise pas d'instruments financiers tels que décrits à l'article 96, 8° du Code des sociétés.

## 1.9. Autres informations

Néant.

## 1.10. Déclaration de gouvernance d'entreprise

### 1.10.1. Introduction

Le Code belge de gouvernement d'entreprise est entré en vigueur le 1er janvier 2005 et il a été révisé pour la première fois le 12 mars 2009 afin de tenir compte, notamment, des récentes évolutions dans l'environnement réglementaire en Belgique et en Europe, ainsi que des nouvelles aspirations de la société civile et des parties prenantes (« stakeholders ») quant à la conduite des sociétés et de leurs dirigeants (le « Code » ou le « Code de Gouvernance d'Entreprise »).

Ce Code est articulé autour des neuf principes de gouvernance d'entreprise suivants, que Rentabiliweb Group SA respecte :

- ▶ la société adopte une structure claire de gouvernance d'entreprise;
- ▶ la société se dote d'un Conseil d'administration effectif et efficace qui prend des décisions dans l'intérêt social ;
- ▶ tous les administrateurs font preuve d'intégrité et d'engagement ;
- ▶ la société instaure une procédure rigoureuse et transparente pour la nomination et l'évaluation du Conseil d'administration et de ses membres ;
- ▶ le Conseil d'administration constitue des comités spécialisés ;
- ▶ la société définit une structure claire de management exécutif ;
- ▶ la société rémunère les administrateurs et les membres du comité de direction de manière équitable et responsable ;
- ▶ la société engage avec les actionnaires et actionnaires potentiels un dialogue basé sur la compréhension mutuelle des objectifs et des attentes ;
- ▶ la société assure une publication adéquate de sa gouvernance d'entreprise.

### 1.10.2. Code de référence

Le Code constitue le code de référence de Rentabiliweb Group SA au sens de l'article 96, § 2, 1° du Code des sociétés. Il est disponible sur le site du Moniteur belge ainsi que sur le site internet suivant: [www.corporategovernancecommittee.be](http://www.corporategovernancecommittee.be).

Les règles du Code s'appliquent de façon non-contraignante, suivant le principe « se conformer ou expliquer » (« comply or explain »).

Eu égard au statut de holding, des activités et de la structure d'actionariat de la société (cf. infra sur ce dernier point), le Conseil d'administration est d'avis que cette dernière a des raisons valables de déroger à certaines dispositions du Code.

Les dérogations susmentionnées concernent les éléments suivants :

- ▶ Dérogation au principe 1.5 du Code, selon lequel une séparation nette des responsabilités à la tête de la société est opérée entre d'une part, la responsabilité de la conduite du Conseil d'administration et d'autre part, la responsabilité exécutive de la conduite des activités de la société ; autrement dit, la même personne ne peut exercer à la fois la présidence du Conseil d'administration et la fonction de CEO.

Dans la situation actuelle de la société, le Conseil d'administration considère que Jean-Baptiste Descroix-Vernier, fondateur du groupe, est une personne clé et essentielle pour son bon fonctionnement.

## Rapport de gestion sur les comptes statutaires

- Dérogation au principe 2.3 du Code selon lequel la moitié au moins du Conseil d'administration est constituée d'administrateurs non exécutifs.

Etant donné la taille de la société et la présence de quatre administrateurs non exécutifs pour quatre administrateurs exécutifs, le Conseil d'administration considère qu'il est néanmoins apte à prendre des décisions dans l'intérêt social.

- Dérogation aux principes 4.2, 4.6 et 5.3 du Code (et autres principes du Code faisant référence à l'intervention du comité de nomination) selon lequel le Conseil d'administration constitue un comité de nomination. Le Conseil d'administration n'avait pas considéré que la création d'un comité de nomination fût justifiée compte tenu de la taille de la société et de la maîtrise salariale.
- Dérogation au principe 5.4 du Code (et autres principes du Code faisant référence à l'intervention du comité de rémunération) selon lequel le Conseil d'administration constitue un comité de rémunération. Conformément à l'article 526quater du Code des sociétés, Rentabiliweb Group SA a créé un comité de rémunération à partir de l'exercice social 2011. Le mandat des administrateurs est rémunéré par l'octroi d'un jeton de présence de 3.000 EUR par réunion du conseil et par membre, sachant qu'un administrateur qui arrive avec un retard de 10 minutes à une réunion du Conseil d'administration ne percevra pas ce jeton de présence. La décision relative à la rémunération du mandat des administrateurs relève de l'Assemblée générale des actionnaires et le processus de nomination des administrateurs est encadré par le président du conseil.

Comme indiqué ci-dessus, le Conseil d'administration, en application de la loi du 6 avril 2010, a constitué un comité de rémunération.

- Dérogation au principe 7.7 du Code selon lequel les administrateurs non exécutifs ne reçoivent ni rémunérations liées aux performances, telles que bonus et formules d'intéressement à long terme, ni avantages en nature ou liés aux plans de pension.

Le Conseil d'administration considère que l'attribution d'un nombre non significatif de warrants à certains administrateurs non exécutifs et indépendants a été rendue nécessaire pour permettre le recrutement, la fidélisation et la motivation de professionnels qualifiés et compétents compte tenu de la nature et de l'étendue de leurs responsabilités individuelles. Il ne sera toutefois plus procédé à de telles attributions à l'avenir étant donné que les administrateurs perçoivent dorénavant des jetons de présence.

- Dérogation au principe 7.8 du Code selon lequel le montant des rémunérations et autres avantages accordés directement ou indirectement aux administrateurs non exécutifs par la société ou par ses filiales est publié, sur base individuelle, dans le rapport de rémunération.

Le Conseil d'administration considère enfin qu'étant donné que la rémunération des membres du Conseil d'administration (en ce compris ses membres non exécutifs) est publiée de façon globale, il n'a pas lieu de publier la rémunération sur une base individuelle. Un rapport de rémunération établi conformément à l'article 96, § 3 du Code des sociétés a été rédigé par le Conseil d'administration pour l'année 2012.

### 1.10.3. Charte de Gouvernance d'entreprise

Conformément aux règles et aux directives du Code de Gouvernance d'Entreprise, le cadre de gouvernance des activités de la société est spécifié dans la Charte de gouvernance d'entreprise de la société.

La Charte de Gouvernance d'Entreprise de Rentabiliweb Group SA a été approuvée pour la dernière fois par le Conseil d'administration de la société lors de sa réunion du 28 mai 2010. Cette dernière est

régulièrement revue et mise à jour. La dernière version de la Charte est disponible sur le site Internet de la société ([www.rentabiliweb-group.com](http://www.rentabiliweb-group.com)). Cette Charte contient les règles et les directives de la société, qui, avec les lois en vigueur, les réglementations boursières et les statuts de la société, constituent le cadre qui gouverne les activités de la société et décrit sa structure et ses politiques en matière de gouvernance d'entreprise.

Par conséquent, Rentabiliweb Group SA se réfère à sa Charte de Gouvernance d'Entreprise pour définir son cadre de gouvernance. La présente déclaration de gouvernance d'entreprise se concentre, comme le recommande le Code belge de Gouvernance d'Entreprise, sur des faits liés à la gouvernance d'entreprise ainsi que tout événement s'y rapportant survenu en 2012.

### 1.10.4. Contrôle interne et gestion des risques

Le Code belge de Gouvernance d'Entreprise ainsi que le Code des sociétés recommandent au Conseil d'administration d'approuver un cadre référentiel de contrôle interne et de gestion des risques, adapté aux particularités de la société ainsi qu'aux risques auxquels la société est sujette et qu'elle a accepté de prendre.

Les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques jouent un rôle essentiel dans le pilotage des activités et dans la maîtrise des risques permettant à la société d'atteindre les objectifs visés, en permettant de mieux maîtriser et de mieux contrôler les risques auxquels la société est confrontée, que ces risques soient stratégiques, financiers ou autres.

Dans ce cadre, Rentabiliweb Group SA s'est basée sur les lignes directrices en matière de contrôle interne et gestion de risques publiées par la Commission Corporate Gouvernance (version 10/01/2011).

Par ailleurs, le référentiel d'audit interne adopté par le groupe est le COSO (Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission).

Le contrôle interne et la gestion de risques de Rentabiliweb Group SA s'articule autour de cinq axes qui sont l'environnement de contrôle, l'analyse du risque, les activités de contrôle, l'information et la communication et enfin le monitoring.

### Environnement de contrôle

Cette composante constitue le fondement de toutes les autres composantes du contrôle interne. Une séparation des fonctions a été conçue pour maintenir et assurer une distinction nette entre les opérateurs qui engagent une action ou une transaction et ceux chargés de leur validation, leur suivi ou leur règlement. En complément, des procédures ont été mises en place afin, entre autres, de s'assurer que l'ensemble des acteurs du contrôle interne puissent se coordonner.

La culture d'entreprise et le respect des règles éthiques constituent deux axes primordiaux de la société. Chaque comité et le Conseil d'administration se conforment à leur règlement d'ordre intérieur respectif. Le conseil élit en son sein son président sur la base de ses connaissances, de ses compétences, de son expérience et de ses aptitudes de médiation en raison de son rôle clé au sein de la société. Le Président du Conseil d'administration s'assure que les nouveaux administrateurs reçoivent, si nécessaire, une formation appropriée afin de leur permettre de contribuer utilement au bon fonctionnement de la société et des comités auxquels ils appartiennent.

### Gestion des risques

La société a défini ses objectifs stratégiques et opérationnels et a identifié les risques liés à ses activités tant sur la base des facteurs internes (ressources humaines, problème informatique, nature des activités,...) que sur des facteurs externes (concurrence, développement d'un produit, nouvelle réglementation, situation économique).

Dans l'analyse des risques, sont prises en considération la détermination de l'importance et de la probabilité des risques, la définition de mesures proportionnelles prises afin de réduire les risques identifiés et l'identification des événements de toutes natures ayant un impact significatif sur la capacité de la société à atteindre les objectifs visés.



## Activités de contrôle

En matière d'activités de contrôle, chaque niveau, département, fonction effectue son propre diagnostic de risque et met en place les contrôles qu'il juge adéquat. Les dispositifs de contrôle sont implémentés au niveau des activités de chaque processus métier et au niveau des fonctions supports, y compris l'informatique. Le contrôle des activités s'organise donc à chacun des niveaux de la société. Les activités de contrôle visent à s'assurer de l'application des normes et procédures émises par le management exécutif en vue de maîtriser les risques (traitement des données, indicateurs de performances, etc.).

## L'information et la communication

L'information et la communication sont les composantes du contrôle interne qui représentent la transmission des directives de la direction aux employés sous une forme et dans un délai qui permet d'exécuter efficacement les activités de contrôle. Ce processus doit également fonctionner en sens inverse, permettant de transmettre l'information relative aux résultats et aux lacunes, de toutes les strates de l'entreprise aux cadres et au Conseil d'administration.

## Le monitoring

Le monitoring est le processus qui évalue la qualité du contrôle interne au fil du temps au moyen d'évaluations permanentes et ponctuelles. Il peut s'agir à la fois de la surveillance interne et externe du contrôle interne par la direction, les employés ou par des tiers tels que le comité d'audit.

### 1.11. Information et la communication

L'information et la communication interne et externe sont des priorités. Outre un dispositif de communication interne, l'organisation de la société repose également sur une communication transversale entre les entités opérationnelles. Différents reportings existent comme par exemple le rapport des différents comités consultatifs au Conseil d'administration. La communication externe et la communication financière veillent à la transparence et à la pertinence de l'information transmise.

Le président du Conseil d'administration est responsable du fonctionnement efficace du Conseil d'administration et dans ce cadre, il veille notamment à développer un climat de confiance au sein du Conseil d'administration en contribuant à des discussions ouvertes, à l'expression constructive des divergences de vues et à l'adhésion aux décisions prises par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration stimule également un dialogue effectif avec les actionnaires et actionnaires potentiels, basé sur la compréhension mutuelle des objectifs et des intérêts.

Le système de contrôle interne doit faire l'objet d'une évaluation car il doit évoluer avec le temps. Le système de monitoring permanent et des procédures d'évaluation périodique permettent de répondre à cette nécessité.

### 1.12. Actionnariat

Le groupe est coté sur le compartiment C d'Euronext Bruxelles et Paris sous le code ISIN BE0946620946 et Mnémon BIL.

Rentabiliweb Group SA est majoritairement détenue par ses fondateurs, mais une part importante du capital est détenue par des investisseurs institutionnels belges, français et anglo-saxons ainsi que par des investisseurs particuliers.

Le site internet de la société ([www.rentabiliweb-group.com](http://www.rentabiliweb-group.com)) est régulièrement mis à jour afin d'assurer une meilleure information des actionnaires leur permettant d'exercer au mieux leurs droits.

## Structure de l'actionnariat au 31/12/2012 :

Actionnaires	Pourcentage
St Georges Finance / JBDV.....	48,7%
Cadres, Salariés.....	11,4%
Free float (dont Le Peigné SA, PPR, Financière Lov, Pierre Bergé et autres actionnaires industriels) .....	39,9%

St Georges Finance est une société anonyme de droit belge, entièrement contrôlée par M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier qui en assure aussi la direction. Il s'agit d'une société purement financière, dont l'unique objet est la détention de titres d'entreprises cotées ou non.

La société Rentabiliweb Group est contrôlée par Saint-Georges Finance, elle-même détenue en totalité par M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier. Au 31 décembre 2012, la société Saint-Georges Finance de M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier détient 48,7 % du capital et 55,4% des droits de vote..

### 1.13. Capital social et titres

Au 31/12/2012, le montant du capital social de Rentabiliweb Group SA s'élève à 23.395.607,04 EUR et est représenté par 17.862.905 actions, sans désignation de valeur nominale, toutes intégralement libérées et qui représentent chacune 1/17.862.905ème du capital social.

Nombre total d'actions conférant le droit de vote: 17.862.905

Nombre de parts bénéficiaires conférant le droit de vote: 3.432.944

Nombre total de droits de vote (dénominateur): 21.295.849

Nombre de warrants actifs: 2.396.000 donnant chacun droit à une action.

Il n'y a qu'une seule classe d'actions. La société n'a pas émis d'obligations convertibles.

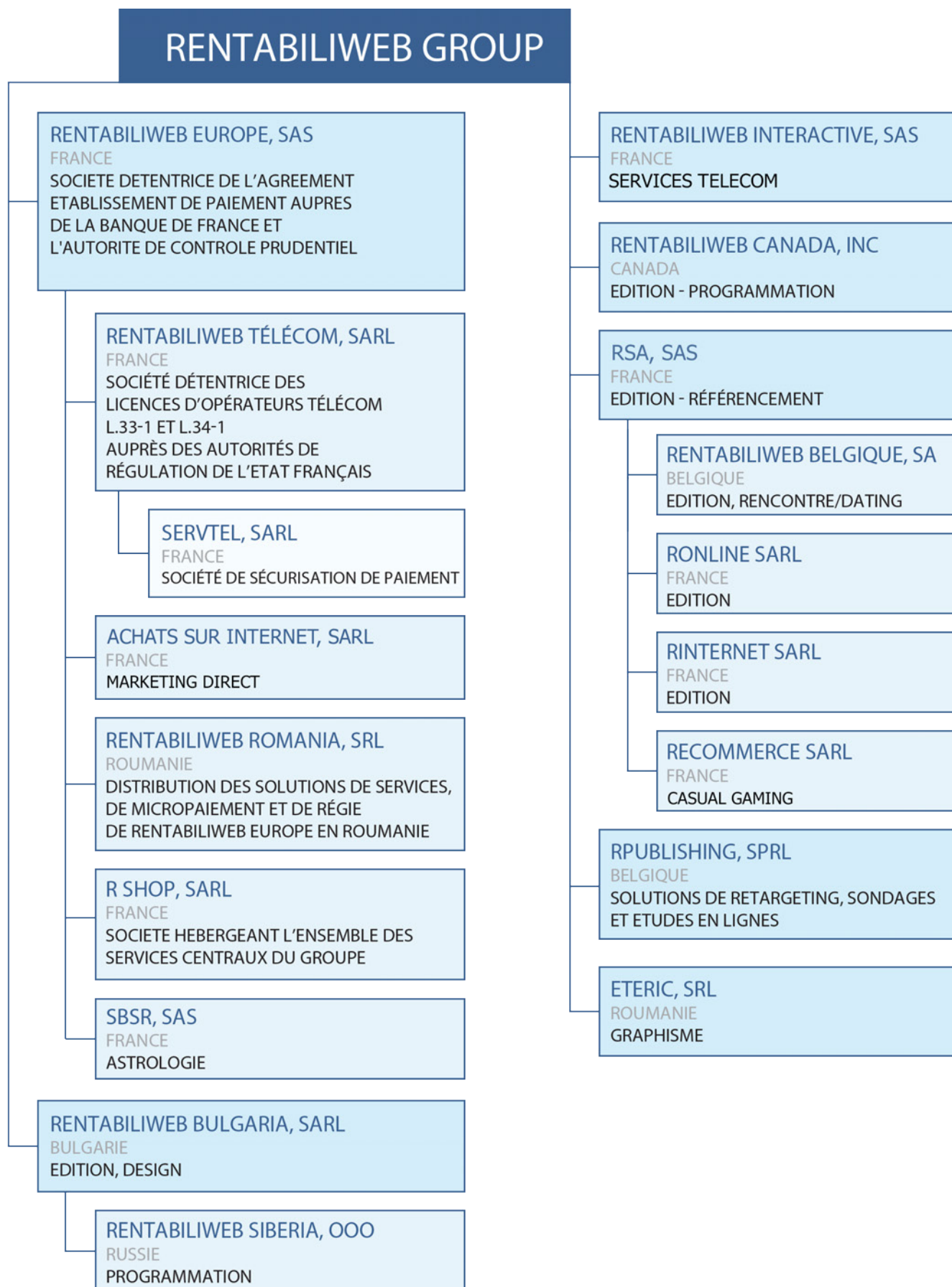
Les détenteurs d'obligations et de droits de souscription peuvent assister à l'Assemblée générale mais avec voix consultative seulement.

L'Assemblée générale de Rentabiliweb Group SA a voté cinq plans de warrants. Au 31/12/2012, 36.000 warrants attribués et acceptés ont été exercés. Le groupe Rentabiliweb estime que les stock-options (ou warrants) sont un excellent outil de management social, de motivation des équipes et qu'ils favorisent l'esprit participatif des salariés. Chaque année, la direction émet un plan de stock-options répartis entre les salariés les plus performants du groupe quelle que soit leur position dans l'organigramme hiérarchique de Rentabiliweb Group SA. L'impact "dilutif" pour l'actionnaire est compensé par la capacité de ses équipes à dégager chaque année des bilans solides et rentables.

## 1

## Rapport de gestion sur les comptes statutaires

## 1.14. Organigramme du groupe au 31 décembre 2012



## 1.15. Organes d'administration

### 1.15.1. Conseil d'administration

Les statuts prévoient que le Conseil d'administration soit composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non de la société, personnes physiques ou morales.

Conformément à l'article 61 du Code des sociétés, lorsqu'une personne morale est nommée comme administrateur, elle doit désigner une personne physique en tant que représentant permanent afin de prendre en charge le rôle d'administrateur au nom et pour le compte de cette personne morale. Celle-ci ne peut pas révoquer son représentant permanent sans lui désigner simultanément un successeur. La nomination et la fin du mandat du représentant permanent sont soumises aux mêmes règles de publicité que si ce dernier exerçait le mandat en son nom propre. Le mandat d'administrateur peut être cumulé avec l'exercice de fonctions régies par un contrat de travail.

Au 31 décembre 2012, le Conseil d'administration de la société se composait de 8 membres.

Membres		Début du mandat	Fin du mandat	Présence aux réunions
M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier	Administrateur exécutif - Président du conseil d'administration	2005	2016	7/7
Mme Corinne Chatal	Administrateur exécutif - Administrateur délégué	2007	2016	7/7
M. Jean-Marie Messier	Administrateur non-exécutif indépendant	2007	2016	4/7
Saint-Georges Finance SA, représentée par son représentant permanent M. Jean-Baptiste Descroix Vernier	Administrateur exécutif - Administrateur délégué - CEO - Président du comité de direction	2008	2016	7/7
M. Thibaut Faurès Fustel de Coulanges	Administrateur exécutif - Administrateur délégué	2008	2016	2/7
M. Gilles Lioret	Administrateur non-exécutif indépendant	2006	2016	5/7
M. Eric Licoy	Administrateur non-exécutif indépendant	2010	2016	5/7
M. Franck Esser	Administrateur non-exécutif indépendant	2012	2016	3/7

Lors de sa réunion du 16 mai 2012, l'Assemblée générale des Actionnaires a nommé Monsieur Franck Esser en tant qu'administrateur non-exécutif indépendant.

## Missions

Conformément à l'article 521 du Code des sociétés, la société est dirigée par un Conseil d'administration agissant collégalement. Le rôle du Conseil d'administration est de viser le succès à long terme de la société en assurant le leadership entrepreneurial et en permettant l'évaluation et la gestion des risques comme développé ci-dessus.

Conformément à l'article 522 du Code des sociétés, le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la société, à l'exception des actes réservés par le Code des sociétés ou les statuts à l'Assemblée générale (modification des statuts en général et de l'objet social par exemple).

Outre les pouvoirs et les compétences réservées par la loi et les statuts de la société au Conseil d'administration, les compétences du Conseil d'administration peuvent être résumées comme suit :

- ▶ approbation de la stratégie générale de la société ;
- ▶ approbation des investissements et désinvestissements importants et stratégiques ;
- ▶ nomination et démission des membres du Comité opérationnel ainsi que détermination de leur rémunération ;
- ▶ détermination des pouvoirs et supervision du Comité opérationnel ;
- ▶ approbation de la composition, de la rémunération, du fonctionnement et des pouvoirs des Comités consultatifs, en ce compris du Comité d'audit, et supervision de ces Comités ;
- ▶ examen des performances du management exécutif ;
- ▶ prise de toutes les mesures nécessaires pour assurer l'intégrité et la publication, en temps utile, des états financiers et des autres informations significatives, financières ou non financières, communiquées aux actionnaires et actionnaires potentiels ;
- ▶ approbation d'un cadre référentiel de contrôle interne et de gestion des risques mis en place par le management exécutif ;
- ▶ examen de la mise en œuvre de ce cadre référentiel en tenant compte de l'examen réalisé par le Comité d'audit ;
- ▶ supervision des performances du commissaire et supervision de la fonction d'audit interne, en tenant compte de l'examen réalisé par le Comité d'audit.

Enfin, le Conseil d'administration stimule – par le biais de mesures appropriées – un dialogue effectif avec les actionnaires et actionnaires potentiels, basé sur la compréhension mutuelle des objectifs et des intérêts.

## Fonctionnement

Les séances du conseil sont présidées par le président ou, à défaut, éventuellement par le vice-président ou, à défaut de celui-ci, par un autre membre du conseil désigné par ses collègues.

Si tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés et marquent leur accord sur l'ordre du jour, il ne devra pas être justifié de la régularité de la convocation.

Une partie des administrateurs ou l'ensemble de ceux-ci peuvent assister à la réunion du Conseil d'administration par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant aux personnes qui participent à la réunion de s'entendre. La participation à une réunion par ces moyens techniques est considérée comme une présence en personne.

A la demande d'un administrateur, et sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, un tiers peut être invité à assister à tout ou partie de la réunion du Conseil d'administration.

Le secrétaire rédige le procès-verbal de chaque réunion, en reprenant tous les points qui ont été discutés, les décisions prises et, le cas échéant, les réserves qui ont été exprimées par des administrateurs. Le procès-verbal est signé par le président ou son remplaçant et le secrétaire.

Les réunions du Conseil d'administration sont basées sur un ordre du jour détaillé.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Si ce quorum n'est pas atteint, un nouveau conseil pourra être convoqué avec le même ordre du jour. Ce conseil ne pourra délibérer que si deux administrateurs au moins sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut désigner un autre membre du Conseil d'administration pour le représenter et voter en son nom.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix.

Le président privilégie également une interaction efficace entre le Conseil d'administration, le management, le CEO et les Comités du conseil.

## Nomination

La durée du mandat des administrateurs ne peut légalement excéder six (6) ans. Les administrateurs sortants sont rééligibles, sous réserve des dispositions concernant les administrateurs indépendants. Les administrateurs peuvent par ailleurs à tout moment être suspendus ou révoqués par l'Assemblée générale.

## Proposition de renouvellement des mandats des administrateurs

Les administrateurs non exécutifs s'engagent à avoir la disponibilité suffisante pour exercer leur mandat, en prenant en compte le nombre et l'importance de leurs autres engagements. Dans la mesure du possible, ils éviteront d'accepter plus de cinq mandats d'administrateur dans des sociétés cotées, en ce compris leur mandat dans la société. Les modifications apportées à leurs autres mandats d'administrateur seront immédiatement communiquées au président.

## Evaluation

Le Conseil d'administration procède à une évaluation régulière de sa taille, composition et performances et de celle de ses comités afin de déterminer (i) si le Conseil d'administration et ses comités agissent de façon efficace, (ii) si les questions importantes sont débattues et préparées de façon adéquate, (iii) si chaque administrateur contribue de façon constructive dans les discussions et la prise de décision et (iv) si la composition actuelle du Conseil d'administration et de ses comités est appropriée. Le conseil estime que sa composition actuelle permet de répondre aux objectifs de la société.

## Rapport d'activité du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se réunit avec une régularité suffisante pour exercer efficacement ses obligations, en moyenne six (6) fois par an ou chaque fois que le président du Conseil d'administration, l'administrateur délégué ou deux autres administrateurs le demandent.

En 2012, le Conseil d'administration de la société s'est réuni 7 fois. Le taux d'assiduité des administrateurs aux réunions du Conseil d'administration d'analyse comme suit :

### Rapport d'activité du Conseil d'administration

M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier	7 sur 7
Mme Corinne Chatal	7 sur 7
M. Gilles Lioret	5 sur 7
M. Jean-Marie Messier	4 sur 7
Saint-Georges Finance SA, représentée par son représentant permanent M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier	7 sur 7
M. Thibaut Faurès Fustel de Coulanges	2 sur 7
M. Eric Licoys	5 sur 7
M. Franck Esser	3 sur 7

Les administrateurs sont responsables de la mise à jour et du développement de leurs compétences et connaissances afin de pouvoir remplir utilement leur mission au sein du Conseil d'administration et de ses comités.

## Indépendance des nouveaux administrateurs

Par dérogation au principe 2.3 du code de gouvernance, qui prévoit qu'au moins la moitié des administrateurs doivent être des administrateurs non exécutifs et qu'au moins trois d'entre eux doivent être indépendants conformément aux critères prévus par l'article 526ter du Code des sociétés, le Conseil d'administration compte quatre administrateurs indépendants.

### 1.15.2. Management exécutif - CEO

Le management exécutif de la société est composé d'un CEO et de délégués à la gestion journalière qui peuvent être administrateurs ou non. Il y a actuellement deux administrateurs-délégués, à savoir Madame Corinne Véronique CHATAL et la société SAINT-GEORGES FINANCE SA, représentée par son représentant permanent Monsieur Jean-Baptiste DESCROIX-VERNIER. La société SAINT-GEORGES FINANCE SA, représentée par son représentant permanent Monsieur Jean-Baptiste DESCROIX-VERNIER porte le titre de CEO.

## Missions

Le CEO est responsable de la gestion journalière et du management exécutif de la société afin de réaliser l'objet social et la mission de la société.

## Nomination

Le Conseil d'administration nomme et révoque le ou les administrateurs délégués de la société ou les délégués à la gestion journalière qui peuvent également porter le titre de Chief Executive Officer ou CEO.

### 1.15.3. Comité d'audit

Le Conseil d'administration est assisté d'un Comité d'audit.

## Composition

Le Comité d'audit est composé d'au moins trois administrateurs. Tous ses membres doivent être des administrateurs non exécutifs, avec une majorité d'administrateurs indépendants. La composition du Comité d'audit peut s'écarter de cette structure si, aux yeux du Conseil d'administration, une composition différente peut apporter une expérience et une expertise supérieure au comité. En l'espèce, eu égard à la taille de la société, le Comité d'audit est constitué d'un nombre inférieur à trois administrateurs.

Le Comité d'audit est actuellement composé de trois (3) membres.

Membres		Début du mandat
M. Gilles Lioret	Administrateur non-exécutif indépendant	2010
M. Eric Licoys	Administrateur non-exécutif indépendant	2010
M. Franck Esser	Administrateur non-exécutif indépendant	2012

La justification de l'indépendance d'au moins un des membres de ce comité au sens de l'article 526ter du Code des sociétés est confirmé par la présence des deux administrateurs non-exécutifs indépendants. Nicolo HOREL, Directeur Administratif et Financier du groupe, quant à lui, a participé à ces réunions en tant que senseur, ce qui permet aussi de justifier de la qualité technique du Comité d'audit.

## Missions

Le Comité d'audit examine le respect des procédures administratives, légales et fiscales en matière de reporting financier, ainsi que le suivi des audits financiers et opérationnels, et conseille sur le choix et la rémunération des commissaires. Le Comité d'audit fait rapport directement au Conseil d'administration, qui conserve la plénitude de ses compétences en la matière, conformément au Code des sociétés.

Outre les missions dont il a la charge en vertu du Code des sociétés :

**Le Comité d'audit veille à l'intégrité de l'information financière fournie par la société. En particulier, le Comité d'audit :**

- ▶ vérifie que le reporting financier donne une image exacte, honnête et claire de la situation et des perspectives de la société, à la fois sur une base individuelle et sur une base consolidée ;
- ▶ vérifie l'exactitude, le caractère complet et la cohérence des informations financières avant qu'elles soient annoncées au public ;
- ▶ évalue le choix des principes de comptabilité et l'impact de nouvelles règles de comptabilité ;
- ▶ discute les questions importantes en matière de reporting financier à la fois avec les membres du Conseil d'administration et le commissaire.

**En ce qui concerne le contrôle interne, le Comité d'audit :**

- ▶ évalue à intervalles réguliers le système de contrôle interne et de gestion des risques mis en place par le Conseil d'administration ;
- ▶ examine les commentaires relatifs au contrôle interne et à la gestion des risques repris dans le rapport annuel de la société.

**En ce qui concerne l'audit interne, le Comité d'audit formule des recommandations sur la sélection, la nomination et la révocation d'un responsable de l'audit interne, si la taille de la société le justifie et si le comité ne peut lui-même effectuer cette tâche, et sur le budget annuel alloué à l'audit interne. Les responsabilités du Comité d'audit comprennent aussi l'évaluation de l'efficacité de la fonction d'audit interne et du suivi, assuré par les membres du Conseil d'administration, des conclusions et recommandations faites par les auditeurs internes. Il est prévu à ce stade que l'audit interne soit effectué par le comité.**

**En ce qui concerne l'audit externe, le Comité d'audit :**

- ▶ suit la relation entre la société et le commissaire et fait des recommandations au Conseil d'administration concernant la sélection, la nomination et la reconduction des commissaires ainsi que sur les conditions de leur engagement ;
- ▶ enquête sur les questions ayant conduit à la démission du commissaire et fait des recommandations concernant toute mesure qui s'impose ;
- ▶ vérifie le programme des commissaires et s'assure de l'efficacité du processus d'audit externe. Le Comité d'audit examine le suivi par le management des recommandations faites par le commissaire ;
- ▶ examine l'étendue des services autres que d'audit qui ont été fournis par le commissaire. Le Comité d'audit détermine et met à jour des principes formels en ce qui concerne les types de services autres que d'audit qui : a) sont exclus, b) sont permis après vérification par le comité et c) sont permis sans que le comité en soit informé, en prenant en compte les dispositions spécifiques du Code des sociétés.

**Fonctionnement**

Le Comité d'audit se réunit aussi souvent que son fonctionnement efficace l'exige, et dans tous les cas au moins quatre (4) fois par an. Les réunions sont tenues de préférence peu avant les réunions du Conseil d'administration.

Sauf dans les cas requérant une action rapide, l'ordre du jour de la réunion ainsi que la documentation sont envoyés aux membres du Comité d'audit au moins huit (8) jours avant la réunion. Le quorum de présence est atteint pour une réunion si au moins deux des membres y assistent. Les décisions du Comité d'audit sont prises à la majorité des voix.

Le Comité d'audit peut inviter d'autres personnes à assister à ses réunions. Il rencontre les auditeurs internes et les commissaires lorsqu'il l'estime nécessaire afin de discuter avec eux des problèmes concernant ses règles internes et de toute autre matière découlant du processus d'audit.

**Nomination**

Les membres du Comité d'audit sont nommés et peuvent être révoqués par le Conseil d'administration à tout moment. La durée du mandat d'un membre du Comité d'audit ne peut pas dépasser la durée de son mandat d'administrateur.

Le Comité d'audit est dirigé par un de ses membres, nommé par le comité. Le président du Conseil d'administration ne peut pas diriger le Comité d'audit. Les membres du Comité d'audit doivent disposer d'une expérience et de compétences satisfaisantes, en particulier dans le domaine financier, afin de pouvoir accomplir utilement leurs missions. Au moins un des membres est compétent en matière de comptabilité et d'audit.

**Reporting et évaluation**

Le Comité d'audit fournit au Conseil d'administration des informations claires et régulières concernant l'exercice de ses fonctions. Il informe le Conseil d'administration de tous les domaines dans lesquels une action ou une amélioration est à son avis nécessaire. Le Comité d'audit formule des recommandations concernant les démarches nécessaires qui doivent être entreprises. Le Comité d'audit vérifie son propre mode de fonctionnement et son efficacité à intervalles réguliers. Il fait rapport sur son évaluation au Conseil d'administration et lui soumet des propositions de changement lorsque cela s'avère nécessaire.

**Principales activités et réunions en 2012**

Au cours de l'exercice 2012 le Comité d'audit s'est réuni quatre fois, à savoir, le 15 mars, le 11 mai, le 5 octobre et le 13 décembre. Tous les membres étaient présents.

**1.15.4. Comité opérationnel**

Le Conseil d'administration est également assisté d'un Comité opérationnel.

**Composition**

Les membres du Comité opérationnel sont nommés par le Conseil d'administration pour une période de trois ans et ils ne sont pas rémunérés. Le Comité opérationnel est composé de certains membres du Conseil d'administration et des directeurs généraux des filiales stratégiques du groupe.

Au 31 décembre 2012, le Comité opérationnel était composé des personnes suivantes:



## 1

## Rapport de gestion sur les comptes statutaires

- ▶ Monsieur Jean-Baptiste DESCROIX-VERNIER ;
- ▶ Madame Corinne CHATAL ;
- ▶ Monsieur Sébastien BOIN ;
- ▶ Monsieur Thibaut FAURES FUSTEL DE COULANGES ;
- ▶ Monsieur Nicolo HOREL ;
- ▶ Monsieur Romain PERA ;
- ▶ Monsieur Matthieu LOUDES ;
- ▶ Monsieur Yves MERIGAUD ;
- ▶ Monsieur Matthieu VERMOT ;
- ▶ Monsieur Julien ROUSSEL ;
- ▶ Madame Stéphanie JACUMIN/FERRAND ;
- ▶ Monsieur Cyril DUBREAU ;
- ▶ Monsieur Nicolas VIDAL ;
- ▶ Monsieur Samuel BOUSKILA ;
- ▶ Monsieur Philippe BONTEMPS.

## Missions

Le Comité opérationnel travaille sous l'autorité du Conseil d'administration et a pour mission de faire des propositions au Conseil d'administration concernant :

- ▶ le pilotage hebdomadaire et la gestion des priorités opérationnelles ;
- ▶ la stratégie du groupe et de ses filiales ;
- ▶ les projets stratégiques du groupe ;
- ▶ les opérations d'investissement et de désinvestissement ;
- ▶ le budget de la société et de ses filiales, et
- ▶ la politique de dividendes de la société et de ses filiales.

Il se réunit une fois par semaine en moyenne et chaque fois que le besoin l'exige sur convocation du président du Conseil d'administration.

## Fonctionnement

Le Comité opérationnel se réunit aussi souvent que son fonctionnement efficace l'exige.

## Nomination

Les membres du Comité opérationnel sont nommés et peuvent être révoqués par le Conseil d'administration à tout moment.

## Reporting et évaluation

Le Comité opérationnel fournit au Conseil d'administration des informations claires et régulières concernant l'exercice de ses fonctions. Il informe le Conseil d'administration de tous les domaines dans lesquels une action ou une amélioration est à son avis nécessaire. Le Comité opérationnel formule des recommandations concernant les démarches nécessaires qui doivent être entreprises. Le Comité opérationnel vérifie son propre mode de fonctionnement et son efficacité à intervalles réguliers. Il fait rapport sur son évaluation au Conseil d'administration et lui soumet des propositions de changement lorsque cela s'avère nécessaire.

### 1.16. Actions propres

Conformément à l'article 624 du Code des sociétés, nous vous prions de bien vouloir noter qu'au 31/12/12, suite aux différents programmes d'achat d'actions propres, la société détient 293 918 titres en autocontrôle acquises à un coût moyen de 5,41EUR.

Le groupe a activé en novembre 2011, un programme de rachat d'actions, avec effet immédiat. Ce programme s'inscrit dans le cadre des autorisations données par le Conseil d'administration du 9 août 2011 et par les statuts de la société. Il a fait l'objet d'un enregistrement auprès de la FSMA le 17 novembre 2011.

Le programme, d'une durée de 18 mois, peut porter jusqu'à un maximum de 20% du capital social. Les actions acquises dans le cadre de ce programme seront soit annulées, soit conservées ou attribuées aux salariés les plus méritants. Ce programme vient compléter les mesures déjà mises en place pour optimiser la création de valeur pour les actionnaires, dans un contexte de crise des marchés financiers.

La raison de ces acquisitions est celle telle que donnée par le Conseil d'administration du 9 août 2011, à savoir acquérir et aliéner des actions propres de la société pour éviter à la société un dommage grave et imminent (ces autorisations sont également valables pour les filiales directes au sens de l'article 627 §1 du Code des sociétés), notamment en cas de tentative de prise de contrôle de la société.



**1.17. Éléments susceptibles d'avoir une influence en cas d'offre publique d'acquisition**

A cet égard, il est renvoyé au rapport de gestion consolidé 2012.

**1.18. Dualité d'intérêts**

Conformément à l'article 523 du Code des sociétés, nous reproduisons ci-dessous, un extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 19/10/2011 indiquant l'existence d'un conflit d'intérêts dans le chef d'un administrateur et justifiant la décision prise et les conséquences patrimoniales qui en découlent pour la société.

L'extrait ci-dessous présenté reprend l'entièreté du procès-verbal qui concerne l'application de l'article 523 du Code des sociétés, le reste du procès-verbal ne concerne pas l'application de cet article.

**RENTABILIWEB GROUP****SOCIÉTÉ ANONYME**

Rue Jourdan 41  
1060 Saint Gilles

TVA BE 0878.265.120  
RPM (Bruxelles)

(Ci-après la "société")

**EXTRAIT DU PROCES VERBAL  
DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU 20 JANVIER 2012**

Le présent procès-verbal constitue le compte rendu des délibérations et des décisions prises durant la réunion du Conseil d'administration de la société qui a lieu le 20 Janvier 2012 par le biais d'une conférence téléphonique.

La réunion est ouverte à 16 heures sous la présidence de Monsieur Jean-Baptiste Descroix-Vernier.

**Composition de la réunion**

Outre le président, les administrateurs suivants sont présents ou représentés :

- ▶ Madame Corinne Véronique Chatal ;
- ▶ Monsieur Jean-Marie Messier ;
- ▶ la société Saint-Georges Finance SA, représentée par son représentant permanent Monsieur Jean-Baptiste Descroix-Vernier ;
- ▶ Monsieur Thibaut Faurès Fustel de Coulanges ;
- ▶ Monsieur Gilles Lioret, et
- ▶ Monsieur Eric Licoys.

Après avoir constaté que les membres du Conseil d'administration sont en nombre suffisant pour siéger ou dûment représentés, le président déclare que le conseil peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

**Exposé du président**

Le président expose que les points suivants sont inscrits à l'ordre du jour:

1. Discussion et approbation du rapport établi conformément aux articles 583, 596 et 598 du Code des sociétés
2. Attribution de warrants et d'actions gratuites
3. Divers

# Rapport de gestion sur les comptes statutaires

## Déclaration préalable d'un administrateur

Conformément à l'article 523 du Code des sociétés, Madame Corinne Véronique Chatal, élisant domicile rue Jourdan 41, 1060 Bruxelles déclare avoir un intérêt opposé de nature patrimoniale aux décisions à prendre par le Conseil d'administration sur les points 1 et 2 à l'ordre du jour.

Etant à la fois administrateur de la société, bénéficiaire potentiel de 100.000 warrants qui seront émis dans le cadre du Plan de Warrants 2011 qui sera approuvé par le Conseil d'administration et bénéficiaire potentiel de 25.000 actions gratuites, Madame Corinne Véronique Chatal estime avoir un conflit d'intérêts au sens de l'article 523 du Code des sociétés avec la décision à prendre par le Conseil d'administration sur les points 1 et 2 à l'ordre du jour.

Conformément à l'article 523 § 1 alinéa 4, Madame Corinne Véronique Chatal n'assistera pas aux délibérations relative aux points 1 et 2 à l'ordre du jour et ne prendra pas part au vote sur ces points.

Le commissaire de la société sera informé de l'existence d'un conflit d'intérêts dans le chef de Madame Corinne Véronique Chatal sur la décision à prendre par le Conseil d'administration sur les points 1 et 2 à l'ordre du jour.

## 1. Discussion et approbation du rapport établi conformément aux articles 583, 596 et 598 du Code des sociétés

Le Conseil d'administration approuve sans réserve le texte du rapport spécial établi conformément aux articles 583, 596 et 598 du Code des sociétés relatif à l'émission de warrant et à leurs conditions d'exercice ainsi qu'à la suppression du droit de préférence des actionnaires existants de la société en faveur de personnes déterminées dans le cadre l'émission des warrants et de l'augmentation de capital différée en résultant (Annexe 1). Ce rapport est approuvé à la suite de la décision de principe prise par le conseil le 19 octobre 2011 d'approuver un nouveau plan de warrants ("Plan de Warrants 2011").

Le projet de rapport établi conformément aux articles 583, 596 et 598 du Code des sociétés a été approuvé par la FSMA le 18 janvier 2012.

## 2. Attribution de warrants et d'actions gratuites

Conformément au Plan de Warrants 2010 et au Plan de Warrants 2011, les warrants émis dans le cadre de ces plans et non encore octroyés pourront être offerts à toute personne physique ou morale rendant des services professionnels, à titre principal ou accessoire, au profit direct de la société, d'une société liée ou d'une société dans laquelle la société détient une participation, en qualité d'employé, d'administrateur, de consultant ou autre.

Le Conseil d'administration insiste sur la nécessité de conserver les actifs du Groupe, au premier rang desquels les employés qui dans des activités fondées sur la création de services à valeur ajoutée immatériels et digitaux, sont essentiels pour créer de la valeur pour les actionnaires. Il souligne notamment que les équipes se structurent et qu'il entend confier plus de responsabilité aux éléments au potentiel le plus important.

Le Conseil d'administration indique également qu'il souhaite une nouvelle fois associer ceux qui manifestent au quotidien une réelle implication et une conscience professionnelle sans faille, au capital du Groupe et à la création de valeur du Groupe.

Compte tenu du fait que l'ensemble des warrants émis dans le cadre du Plan de Warrants 2010 n'ont pas encore été octroyés, 268.000 warrants seront attribués sur le Plan de Warrants 2010 (les "Warrants 2010"). Compte tenu du fait que 760.000 warrants seront émis dans le cadre du Plan de Warrants 2011, 475.000 warrants seront attribués sur le Plan de Warrants 2011 (les "Warrants 2011").

Le Conseil d'administration décide également d'attribuer 90.000 actions gratuites à certains personnes rendant des services professionnels au profit de la société, d'une société liée ou d'une société dans laquelle la société détient une participation, en qualité d'employé, d'administrateur, de consultant ou autre. Ces actions sont octroyées conformément au nouveau plan d'actions gratuites joint en annexe et sont prélevées sur les actions propres détenues par la société. Le Conseil d'administration approuve le plan d'actions gratuites 2012, qui pourra être utilisé pour des attribution subséquentes.

Les warrants seront exerçables conformément aux conditions du Plan de Warrants 2010 ou du Plan de Warrants 2011 et aux conditions individuelles prévues dans les lettres d'offre individuelles. Le prix d'exercice des warrants sera de 5,92 EUR.

Les attributions de warrants et d'actions gratuites se font conformément au détail repris en annexe.

Le Conseil d'administration donne pouvoir à son administrateur délégué pour la mise en œuvre des décisions reprises ci-dessus.

Informé de l'existence d'un conflit d'intérêts dans le chef de Corinne Véronique Chatal, le Conseil d'administration décide néanmoins, à l'unanimité, de lui octroyer 100.000 warrants et 25.000 actions gratuites dans les proportions indiquées ci-dessus, en raison de la valeur que le Conseil d'administration reconnaît à ses prestations en faveur de la société, son engagement à soutenir son développement futur et sa fidélité à ses intérêts.

Le Conseil d'administration estime que cet avantage conféré à cet administrateur n'aura pas de conséquence patrimoniale particulière défavorable pour la société, et aura proportionnellement le même effet dilutif que celui justifié pour tous les bénéficiaires par le rapport spécial du Conseil d'administration. Le coût pour la société des octrois de warrants et actions gratuites à Corinne Chatal est estimé à 237 KEUR.

Conformément à l'article 523 du Code des sociétés, la décision telle qu'elle est décrite ci-dessus du Conseil d'administration sera reprise dans le rapport annuel de gestion du Conseil d'administration.

## 3. Divers

Le président demande ...

1

## Rapport de gestion sur les comptes statutaires

---

### Clôture

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h00

Jean-Baptiste Descroix-Vernier  
Président

Corinne Véronique Chatal  
Administrateur

Saint-Georges Finance SA  
Représentée par Jean-Baptiste Descroix-Vernier  
Administrateur

Jean-Marie Messier  
Administrateur

Gilles Lioret  
Administrateur

Eric Licoys  
Administrateur

## 1.19. Rapport de rémunération

Par décision prise en Assemblée générale en date du 16/05/2012, le mandat d'administrateur indépendant sera rémunéré à raison de 12.000 euros par an, avec 3.000 euros complémentaires par an et par comité du Conseil d'administration, lorsque l'administrateur indépendant est membre d'un comité. Par ailleurs, la rémunération des administrateurs exécutifs est fixée à 8.000 euros par an. Le mandat de membre du Comité opérationnel est exercé à titre gracieux.

L'Assemblée générale extraordinaire du 24 janvier 2008 a décidé de rémunérer le mandat des administrateurs de la société en charge de la gestion journalière des affaires de la société. Le détail des administrateurs délégués de la société Rentabiliweb group sont détaillés ci-dessous :

### Rémunération et warrants du Président, M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier

#### Rémunération :

Le montant de la rémunération perçue en 2012 par M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier en sa qualité de représentant permanent de St Georges Finance SA, administrateur-délégué et CEO s'est élevé à 150.000 euros brut annuel, réglés à St Georges Finance pour 240.000 EUR (fiscalité comprise).

Le montant de la rémunération perçue est identique à celui versé au cours des quatre précédents exercices.

M. Jean-Baptiste Descroix-Vernier a reçu également 16.000 EUR en jetons de présence du Conseil d'administration en sa qualité de représentant permanent de St Georges Finance SA, administrateur-délégué et CEO, et en son nom propre, somme qu'il a souhaité reverser intégralement à des ONG luttant contre la pauvreté.

#### Warrants :

M Descroix-Vernier détient 27.250 warrants issus du plan 2007. Il n'a, depuis le plan 2007, jamais accepté les warrants qui lui ont été attribués chaque année.

#### Actions gratuites :

M Descroix-Vernier ne possède aucune action gratuite, son refus étant réitéré chaque année.

#### Avantages en nature (véhicule de fonction, tickets restaurants, autres) :

Aucun.

### Rémunération et warrants de la Directrice des Ressources Humaines, Mme Corinne Chatal

Le montant de la rémunération perçue en 2012 par Mme. Corinne Chatal en sa qualité d'administrateur-délégué s'est élevé à 90.792 EUR brut annuel. Mme. Corinne Chatal a également reçu 8.000 EUR en jetons de présence du Conseil d'administration, somme qu'elle a souhaité reverser intégralement à des ONG luttant contre la pauvreté.

### Rémunération et warrants des autres membres de la direction exécutive

En 2012, le montant cumulé des rémunérations versées aux membres de la direction exécutive du groupe au titre de leurs fonctions opérationnelles (hors rémunérations des administrateurs délégués), au sens de la norme IAS 24, s'est élevé à 412.975 EUR.

Les membres du Comité d'audit et du Comité opérationnel ne reçoivent pas de rémunération. Ils reçoivent une rémunération au titre de leur fonction dans les filiales, mais pas au titre de leur fonction de membre du Comité d'audit ou du Comité opérationnel.

Il existe, au 31 décembre 2012, cinq plans de warrants mis en place par l'Assemblée générale des actionnaires de la société ou le Conseil d'administration en vertu des pouvoirs définis par l'Assemblée générale du 25 janvier 2010 :

- ▶ le premier plan de warrants réalisé en 2006 portant sur l'émission de trois cent trente-six mille (336.000) warrants ;
- ▶ le second plan de warrants réalisé en 2007 portant sur l'émission de quatre cent soixante mille (460.000) warrants ;
- ▶ le troisième plan de warrants réalisé en 2007 portant sur l'émission de quarante mille (40.000) warrants ;
- ▶ le quatrième plan de warrants réalisé en 2010 portant sur l'émission de huit cent mille (800.000) warrants ;
- ▶ enfin le cinquième plan de warrants réalisé en 2011 portant sur l'émission de sept cent soixante mille (760.000) warrants.

## Rapport de gestion sur les comptes statutaires

Chaque warrant permet de souscrire à une action ordinaire nouvelle, librement négociable sur Euronext Bruxelles et Paris.

Le nombre de warrants attribués aux membres du Conseil d'administration s'établit comme suit :

Nom	Date du Conseil d'administration attribuant les warrants	Nombre de warrants attribués	Prix d'exercice (en euros)
M. Jean Baptiste Descroix-Vernier	25/04/2007	27 250	3.00
Mme Corinne Chatal	25/04/2007	30 000	3.00
	25/05/2010	100 000	6.47
	26/10/2010	90 000	7.55
	20/01/2012	100 000	5.92
M. Thibaut Faures Fustel de Coulanges	16/04/2008	57 000	3.00
	28/05/2010	100 000	6.47
	26/10/2010	90 000	7.55
	20/01/2012	100 000	5.92
M. Jean-Marie Messier	25/04/2007	36 000	3.00
M. Gilles Lioret	25/04/2007	6 000	3.00
	16/04/2008	1 500	3.00
	26/10/2010	2 000	7.55
M. Eric Licoys	26/10/2010	10 000	7.55

En dérogation du Code belge de gouvernance d'entreprise, le Conseil d'administration considère que l'attribution de warrants aux administrateurs non exécutifs et indépendants a été rendue nécessaire pour permettre le recrutement, la fidélisation et la motivation de professionnels qualifiés et compétents compte tenu de la nature et de l'étendue de leurs responsabilités.

Le nombre d'actions gratuites attribuées aux membres du Conseil d'administration s'établit comme suit :

Nom	Date du Conseil d'administration attribuant les actions gratuites	Nombre d'actions gratuites attribuées	Date de vesting
Mme Corinne Chatal	25/05/2009	31 500	26/05/2013
	20/01/2012	25 000	21/01/2016
M. Thibaut Faures Fustel de Coulanges	25/05/2009	25 000	26/05/2013
	20/01/2012	25 000	21/01/2016

Par ailleurs, le Conseil d'administration considère, en dérogation au Code de gouvernance, qu'étant donné que la rémunération des membres du Conseil d'administration (et ce y compris ses membres non exécutifs) est publiée de façon globale, une publication sur base individuelle n'a pas de valeur ajoutée.

## 2 Etats financiers statutaires

<b>40</b>				<b>1</b>	<b>EUR</b>	
NAT.	Date du dépôt	N° 0878.265.120	P.	U.	D.	C 1.1

### COMPTES ANNUELS EN EUROS (2 décimales)

DENOMINATION: **RENTABILIWEB GROUP**

Forme juridique: **SA**

Adresse: **Rue Jourdan**

N°: **41**

Code postal: **1060**

Commune: **Bruxelles 6**

Pays: **Belgique**

Registre des personnes morales (RPM) - Tribunal de Commerce de **Charleroi**

Adresse Internet \*:

Numéro d'entreprise **0878.265.120**

DATE **11/12/2012** du dépôt de l'acte constitutif OU du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts.

COMPTES ANNUELS approuvés par l'assemblée générale du

**15/05/2013**

et relatifs à l'exercice couvrant la période du

**01/01/2012**

au

**31/12/2012**

Exercice précédent du

**01/01/2011**

au

**31/12/2011**

Les montants relatifs à l'exercice précédent **sont / ne sont pas** \*\* identiques à ceux publiés antérieurement

LISTE COMPLETE avec nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de l'entreprise des ADMINISTRATEURS, GERANTS ET COMMISSAIRES

#### CHATAL Corinne

Chemin du Bezan 96 , 01480 SAVIGNEUX, France

Fonction : Administrateur délégué

Mandat : 19/05/2011- 21/01/2016

#### DECROIX-VERNIER Jean-Baptiste

rue Jourdan 41 , 1060 Bruxelles 6, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 19/05/2011- 21/05/2016

#### MESSIER Jean-Marie

66 th Street 106 boîte , boîte E, 10019 NEW-YORK, Etats-Unis d'Amérique

Fonction : Administrateur

Mandat : 19/05/2011- 21/05/2016

Documents joints aux présents comptes annuels:

Nombre total de pages déposées: **34** Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet: 5.2.1, 5.2.2, 5.2.3, 5.2.4, 5.3.1, 5.3.2, 5.3.4, 5.3.6, 5.4.2, 5.16, 5.17.2, 6, 8, 9

Signature  
(nom et qualité)  
**CHATAL Corinne**  
Administratrice Déléguée

Signature  
(nom et qualité)  
**FAURES FUSTEL de COULANGES Th**  
Administrateur Délégué

\* Mention facultative.

\*\* Biffer la mention inutile.

## 2 Etats financiers statutaires

N°	0878.265.120	C 1.1
----	--------------	-------

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GERANTS ET COMMISSAIRES (suite de la page précédente)

**SAINT-GEORGES FINANCE SA 0878.265.120**

Avenue Georges Henri 485 , 1200 Bruxelles 20, Belgique

Fonction : Administrateur délégué

Mandat : 19/05/2011- 21/05/2016

Représenté par

DESCROIX-VERNIER Jean-Baptiste

Tansmanstraat 178 , 1013 Amsterdam, Pays-Bas

**FAURES FUSTEL de COULANGES Thibaut**

rue du Port Mahon 8 , 75002 PARIS, France

Fonction : Administrateur délégué

Mandat : 19/05/2011- 21/05/2016

**LIORET Gilles**

rue Pierre Dupont 1 , 69450 Saint-Cyr-Au-Mont d'Or, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 19/05/2011- 21/05/2016

**LICOYS Eric**

rue Jourdan 41 , 1060 Bruxelles 6, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 19/05/2011- 21/05/2016

**ESSER Frank**

rue Jourdan 41 , 1060 Bruxelles 6, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 19/10/2012- 21/05/2016

**RSM Réviseurs d'entreprises 0429.471.656**

chaussée de Waterloo 1151 , 1180 Bruxelles 18, Belgique

Fonction : Commissaire, Numéro de membre : B-00033

Mandat : 19/05/2011- 15/05/2014

Représenté par

DUPONT Thierry

Lozenberg 22 , 1932 Sint-Stevens-Woluwe, Belgique

Numéro de membre : A00630

## 2 Etats financiers statutaires

N°	0878.265.120	C 1.2
----	--------------	-------

### DECLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VERIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLEMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application des articles 34 et 37 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Les comptes annuels ~~ont~~ / n'ont\* pas été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable externe, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous : les nom, prénom, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

- A. La tenue des comptes de l'entreprise\*\*,
- B. L'établissement des comptes annuels\*\*,
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des comptables agréés ou par des comptables-fiscalistes agréés, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque comptable agréé ou comptable-fiscaliste agréé et son numéro de membre auprès de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ainsi que la nature de sa mission.

Nom, prénoms, profession, domicile	Numéro de membre	Nature de la mission (A, B, C et/ou D)

\* Biffer la mention inutile.

\*\* Mention facultative.



N° 0878.265.120

C 2.1

**BILAN APRES REPARTITION**

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>ACTIF</b>				
<b>ACTIFS IMMOBILISES</b> .....		20/28	52.794.982,99	60.924.224,50
<b>Frais d'établissement</b> .....	5.1	20	356.033,91	523.714,23
<b>Immobilisations incorporelles</b> .....	5.2	21		
<b>Immobilisations corporelles</b> .....	5.3	22/27	1.533,51	4.173,63
Terrains et constructions .....		22		
Installations, machines et outillage .....		23		
Mobilier et matériel roulant .....		24	1.533,51	4.173,63
Location-financement et droits similaires .....		25		
Autres immobilisations corporelles .....		26		
Immobilisations en cours et acomptes versés .....		27		
<b>Immobilisations financières</b> .....	5.4/ 5.5.1	28	52.437.415,57	60.396.336,64
Entreprises liées .....	5.14	280/1	52.342.326,57	60.301.253,64
Participations .....		280	51.586.615,77	50.799.115,77
Créances .....		281	755.710,80	9.502.137,87
Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation .....	5.14	282/3		
Participations .....		282		
Créances .....		283		
Autres immobilisations financières .....		284/8	95.089,00	95.083,00
Actions et parts .....		284	94.980,00	94.980,00
Créances et cautionnements en numéraire .....		285/8	109,00	103,00
<b>ACTIFS CIRCULANTS</b> .....		29/58	8.413.798,53	3.362.180,17
<b>Créances à plus d'un an</b> .....		29		
Créances commerciales .....		290		
Autres créances .....		291		
<b>Stocks et commandes en cours d'exécution</b> .....		3		
Stocks .....		30/36		
Approvisionnements .....		30/31		
En-cours de fabrication .....		32		
Produits finis .....		33		
Marchandises .....		34		
Immeubles destinés à la vente .....		35		
Acomptes versés .....		36		
Commandes en cours d'exécution .....		37		
<b>Créances à un an au plus</b> .....		40/41	2.172.972,46	2.668.966,25
Créances commerciales .....		40	647.910,50	1.058.504,96
Autres créances .....		41	1.525.061,96	1.610.461,29
<b>Placements de trésorerie</b> .....	5.5.1/ 5.6	50/53	1.381.414,59	602.552,95
Actions propres .....		50	1.381.414,59	602.552,95
Autres placements .....		51/53		
<b>Valeurs disponibles</b> .....		54/58	4.821.250,98	71.727,69
<b>Comptes de régularisation</b> .....	5.6	490/1	38.160,50	18.933,28
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b> .....		20/58	61.208.781,52	64.286.404,67

## 2

## Etats financiers statutaires

N°	0878.265.120			C 2.2
PASSIF	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>CAPITAUX PROPRES</b> .....		10/15	59.603.973,45	54.876.359,81
<b>Capital</b> .....	5.7	10	23.395.607,04	23.307.182,04
Capital souscrit .....		100	23.395.607,04	23.307.182,04
Capital non appelé .....		101		
<b>Primes d'émission</b> .....		11	14.105.129,21	13.991.054,21
<b>Plus-values de réévaluation</b> .....		12		
<b>Réserves</b> .....		13	3.825.017,44	2.260.820,72
Réserve légale .....		130	2.339.560,70	1.554.225,62
Réserves indisponibles .....		131	1.381.414,59	602.552,95
Pour actions propres .....		1310	1.381.414,59	602.552,95
Autres .....		1311		
Réserves immunisées .....		132		
Réserves disponibles .....		133	104.042,15	104.042,15
<b>Bénéfice (Perte) reporté(e)</b> .....(+)/(-)		14	18.278.219,76	15.317.302,84
<b>Subsides en capital</b> .....		15		
<b>Avance aux associés sur répartition de l'actif net</b> .....		19		
<b>PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFERES</b> .....		16	140.021,00	
<b>Provisions pour risques et charges</b> .....		160/5	140.021,00	
Pensions et obligations similaires .....		160		
Charges fiscales .....		161		
Grosses réparations et gros entretien .....		162		
Autres risques et charges .....	5.8	163/5	140.021,00	
<b>Impôts différés</b> .....		168		
<b>DETTES</b> .....		17/49	1.464.787,07	9.410.044,86
<b>Dettes à plus d'un an</b> .....	5.9	17		
Dettes financières .....		170/4		
Emprunts subordonnés .....		170		
Emprunts obligataires non subordonnés .....		171		
Dettes de location-financement et assimilées .....		172		
Etablissements de crédit .....		173		
Autres emprunts .....		174		
Dettes commerciales .....		175		
Fournisseurs .....		1750		
Effets à payer .....		1751		
Acomptes reçus sur commandes .....		176		
Autres dettes .....		178/9		
<b>Dettes à un an au plus</b> .....		42/48	1.254.717,23	9.032.226,38
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année .....	5.9	42		
Dettes financières .....		43		
Etablissements de crédit .....		430/8		
Autres emprunts .....		439		
Dettes commerciales .....		44	90.729,20	959.946,96
Fournisseurs .....		440/4	90.729,20	959.946,96
Effets à payer .....		441		
Acomptes reçus sur commandes .....		46		
Dettes fiscales, salariales et sociales .....	5.9	45	10.253,13	912.602,45
Impôts .....		450/3	10.253,13	912.602,45
Rémunérations et charges sociales .....		454/9		
Autres dettes .....		47/48	1.153.734,90	7.159.676,97
<b>Comptes de régularisation</b> .....	5.9	492/3	210.069,84	377.818,48
<b>TOTAL DU PASSIF</b> .....		10/49	61.208.781,52	64.286.404,67

N° 0878.265.120

C 3

## COMPTE DE RESULTATS

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>Ventes et prestations</b> .....		70/74	2.084.832,00	2.692.777,38
Chiffre d'affaires .....	5.10	70	2.084.832,00	2.692.740,00
En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction) ..... (+)/(-)		71		
Production immobilisée .....		72		
Autres produits d'exploitation .....	5.10	74		37,38
<b>Coût des ventes et des prestations</b> .....		60/64	2.478.802,38	3.082.187,25
Approvisionnements et marchandises .....		60		
Achats .....		600/8		
Stocks: réduction (augmentation).....(+)/(-)		609		
Services et biens divers .....		61	1.895.250,39	2.712.221,26
Rémunérations, charges sociales et pensions .....(+)/(-)	5.10	62		-143,18
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles .....		630	170.320,44	213.711,59
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises) .....(+)/(-)	5.10	631/4	253.377,45	143.904,03
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises) .....(+)/(-)	5.10	635/7	140.021,00	
Autres charges d'exploitation .....	5.10	640/8	19.833,10	12.493,55
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ..... (-)		649		
<b>Bénéfice (Perte) d'exploitation</b> .....(+)/(-)		9901	-393.970,38	-389.409,87
<b>Produits financiers</b> .....		75	5.334.614,31	10.199.999,43
Produits des immobilisations financières .....		750	5.305.710,80	10.169.947,28
Produits des actifs circulants .....		751	26.816,92	15.851,74
Autres produits financiers .....	5.11	752/9	2.086,59	14.200,41
<b>Charges financières</b> .....	5.11	65	455.376,60	394.901,39
Charges des dettes .....		650	235.797,88	382.621,29
Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises) ..... (+)/(-)		651	208.066,53	
Autres charges financières .....		652/9	11.512,19	12.280,10
<b>Bénéfice (Perte) courant(e) avant impôts</b> ..... (+)/(-)		9902	4.485.267,33	9.415.688,17

## 2

## Etats financiers statutaires

N°		0878.265.120				C 3	
		Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent		
Produits exceptionnels .....			76		9.896.970,00		
Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles .....			760				
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières .....			761				
Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels .....			762				
Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés .....			763		9.896.970,00		
Autres produits exceptionnels .....		5.11	764/9				
Charges exceptionnelles .....			66	12.500,00	83.113,17		
Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles .....			660				
Réductions de valeur sur immobilisations financières .....			661				
Provisions pour risques et charges exceptionnels							
Dotations (utilisations) .....(+)/(-)			662		59.577,88		
Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés .....			663	12.500,00	23.535,29		
Autres charges exceptionnelles .....		5.11	664/8				
Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration .....			669				
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts .....(+)/(-)			9903	4.472.767,33	19.229.545,00		
Prélèvements sur les impôts différés .....			780				
Transfert aux impôts différés .....			680				
Impôts sur le résultat .....(+)(-)		5.12	67/77	-2.020,11	-8.208,66		
Impôts .....			670/3	374,89	2.395,00		
Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales .....			77	2.395,00	10.603,66		
Bénéfice (Perte) de l'exercice .....(+)(-)			9904	4.474.787,44	19.237.753,66		
Prélèvements sur les réserves immunisées .....			789				
Transfert aux réserves immunisées .....			689				
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter .....(+)/(-)			9905	4.474.787,44	19.237.753,66		

## 2

## Etats financiers statutaires

N° 0878.265.120

C 4

## AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>Bénéfice (Perte) à affecter</b> .....(+)/(-)	9906	19.792.090,28	23.529.473,30
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter .....(+)/(-)	(9905)	4.474.787,44	19.237.753,66
Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent .....(+)/(-)	14P	15.317.302,84	4.291.719,64
<b>Prélèvements sur les capitaux propres</b> .....	791/2	50.326,20	12.088,65
sur le capital et les primes d'émission .....	791		
sur les réserves .....	792	50.326,20	12.088,65
<b>Affectations aux capitaux propres</b> .....	691/2	1.564.196,72	1.188.562,32
au capital et aux primes d'émission .....	691		
à la réserve légale .....	6920	785.335,08	1.176.473,67
aux autres réserves .....	6921	778.861,64	12.088,65
<b>Bénéfice (Perte) à reporter</b> .....(+)/(-)	(14)	18.278.219,76	15.317.302,84
<b>Intervention d'associés dans la perte</b> .....	794		
<b>Bénéfice à distribuer</b> .....	694/6		7.035.696,79
Rémunération du capital .....	694		7.035.696,79
Administrateurs ou gérants .....	695		
Autres allocataires .....	696		

## 2 Etats financiers statutaires

N° 0878.265.120

C 5.1

### ANNEXE

#### ETAT DES FRAIS D'ETABLISSEMENT

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>Valeur comptable nette au terme de l'exercice</b>	20P	xxxxxxxxxxxxxx	
<b>Mutations de l'exercice</b>			
Nouveaux frais engagés .....	8002		
Amortissements .....	8003		
Autres ..... (+)/(-)	8004		
<b>Valeur comptable nette au terme de l'exercice</b> .....	(20)		
<b>Dont</b>			
Frais de constitution et d'augmentation de capital, frais d'émission d'emprunts et autres frais d'établissement .....	200/2		
Frais de restructuration .....	204		

## 2 Etats financiers statutaires

N° 0878.265.120

C 5.3.3

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>MOBILIER ET MATERIEL ROULANT</b>			
<b>Valeur d'acquisition au terme de l'exercice</b> .....	8193P	xxxxxxxxxxxxxxx	29.175,65
<b>Mutations de l'exercice</b>			
Acquisitions, y compris la production immobilisée .....	8163		
Cessions et désaffectations .....	8173		
Transferts d'une rubrique à une autre ..... (+)/(-)	8183		
<b>Valeur d'acquisition au terme de l'exercice</b> .....	8193	29.175,65	
<b>Plus-values au terme de l'exercice</b> .....	8253P	xxxxxxxxxxxxxxx	
<b>Mutations de l'exercice</b>			
Actées .....	8213		
Acquises de tiers .....	8223		
Annulées .....	8233		
Transférées d'une rubrique à une autre ..... (+)/(-)	8243		
<b>Plus-values au terme de l'exercice</b> .....	8253		
<b>Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice</b> .....	8323P	xxxxxxxxxxxxxxx	25.002,02
<b>Mutations de l'exercice</b>			
Actés .....	8273	2.640,12	
Repris .....	8283		
Acquis de tiers .....	8293		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations .....	8303		
Transférés d'une rubrique à une autre ..... (+)/(-)	8313		
<b>Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice</b> .....	8323	27.642,14	
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE</b> .....	(24)	1.533,51	

## 2

## Etats financiers statutaires

N° 0878.265.120

C 5.3.5

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
<b>Valeur d'acquisition au terme de l'exercice</b> .....	8195P	xxxxxxxxxxxxxxx	2.345,03
<b>Mutations de l'exercice</b>			
Acquisitions, y compris la production immobilisée .....	8165		
Cessions et désaffectations .....	8175		
Transferts d'une rubrique à une autre ..... (+)/(-)	8185		
<b>Valeur d'acquisition au terme de l'exercice</b> .....	8195	2.345,03	
<b>Plus-values au terme de l'exercice</b> .....	8255P	xxxxxxxxxxxxxxx	
<b>Mutations de l'exercice</b>			
Actées .....	8215		
Acquises de tiers .....	8225		
Annulées .....	8235		
Transférées d'une rubrique à une autre ..... (+)/(-)	8245		
<b>Plus-values au terme de l'exercice</b> .....	8255		
<b>Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice</b> .....	8325P	xxxxxxxxxxxxxxx	2.345,03
<b>Mutations de l'exercice</b>			
Actés .....	8275		
Repris .....	8285		
Acquis de tiers .....	8295		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations .....	8305		
Transférés d'une rubrique à une autre ..... (+)/(-)	8315		
<b>Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice</b> .....	8325	2.345,03	
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE</b> .....	(26)		



N° 0878.265.120

C 5.4.1

## ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

## ENTREPRISES LIEES - PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>Valeur d'acquisition au terme de l'exercice</b> .....	8391P	xxxxxxxxxxxxxxx	50.799.115,77
<b>Mutations de l'exercice</b>			
Acquisitions .....	8361	800.000,00	
Cessions et retraits .....	8371	12.500,00	
Transferts d'une rubrique à une autre ..... (+)/(-)	8381		
<b>Valeur d'acquisition au terme de l'exercice</b> .....	8391	51.586.615,77	
<b>Plus-values au terme de l'exercice</b> .....	8451P	xxxxxxxxxxxxxxx	
<b>Mutations de l'exercice</b>			
Actées .....	8411		
Acquises de tiers .....	8421		
Annulées .....	8431		
Transférées d'une rubrique à une autre ..... (+)/(-)	8441		
<b>Plus-values au terme de l'exercice</b> .....	8451		
<b>Réductions de valeur au terme de l'exercice</b> .....	8521P	xxxxxxxxxxxxxxx	
<b>Mutations de l'exercice</b>			
Actées .....	8471		
Reprises .....	8481		
Acquises de tiers .....	8491		
Annulées à la suite de cessions et retraits .....	8501		
Transférées d'une rubrique à une autre ..... (+)/(-)	8511		
<b>Réductions de valeur au terme de l'exercice</b> .....	8521		
<b>Montants non appelés au terme de l'exercice</b> .....	8551P	xxxxxxxxxxxxxxx	
<b>Mutations de l'exercice</b> ..... (+)/(-)	8541		
<b>Montants non appelés au terme de l'exercice</b> .....	8551		
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE</b> .....	(280)	51.586.615,77	
<b>ENTREPRISES LIEES - CREANCES</b>			
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE</b> .....	281P	xxxxxxxxxxxxxxx	9.502.137,87
<b>Mutations de l'exercice</b>			
Additions .....	8581		
Remboursements .....	8591	8.746.427,07	
Réductions de valeur actées .....	8601		
Réductions de valeur reprises .....	8611		
Différences de change ..... (+)/(-)	8621		
Autres ..... (+)/(-)	8631		
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE</b> .....	(281)	755.710,80	
<b>REDUCTIONS DE VALEUR CUMULEES SUR CREANCES AU TERME DE L'EXERCICE</b> .....	8651		

## 2

## Etats financiers statutaires

N° 0878.265.120

C 5.4.3

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>AUTRES ENTREPRISES - PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS</b>			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice .....	8393P	xxxxxxxxxxxxxxxx	94.980,00
<b>Mutations de l'exercice</b>			
Acquisitions .....	8363		
Cessions et retraits .....	8373		
Transferts d'une rubrique à une autre ..... (+)/(-)	8383		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice .....	8393	94.980,00	
<b>Plus-values au terme de l'exercice</b> .....	8453P	xxxxxxxxxxxxxxxx	
<b>Mutations de l'exercice</b>			
Actées .....	8413		
Acquises de tiers .....	8423		
Annulées .....	8433		
Transférées d'une rubrique à une autre ..... (+)/(-)	8443		
<b>Plus-values au terme de l'exercice</b> .....	8453		
<b>Réductions de valeur au terme de l'exercice</b> .....	8523P	xxxxxxxxxxxxxxxx	
<b>Mutations de l'exercice</b>			
Actées .....	8473		
Reprises .....	8483		
Acquises de tiers .....	8493		
Annulées à la suite de cessions et retraits .....	8503		
Transférées d'une rubrique à une autre ..... (+)/(-)	8513		
<b>Réductions de valeur au terme de l'exercice</b> .....	8523		
<b>Montants non appelés au terme de l'exercice</b> .....	8553P	xxxxxxxxxxxxxxxx	
<b>Mutations de l'exercice</b> ..... (+)/(-)	8543		
<b>Montants non appelés au terme de l'exercice</b> .....	8553		
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE</b> .....	(284)	94.980,00	
<b>AUTRES ENTREPRISES - CREANCES</b>			
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE</b> .....	285/8P	xxxxxxxxxxxxxxxx	103,00
<b>Mutations de l'exercice</b>			
Additions .....	8583	6,00	
Remboursements .....	8593		
Réductions de valeur actées .....	8603		
Réductions de valeur reprises .....	8613		
Différences de change ..... (+)/(-)	8623		
Autres ..... (+)/(-)	8633		
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE</b> .....	(285/8)	109,00	
<b>REDUCTIONS DE VALEUR CUMULEES SUR CREANCES AU TERME DE L'EXERCICE</b> .....	8653		

N°	0878.265.120	C 5.5.1
----	--------------	---------

**INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS****PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DETENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES**

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital souscrit.

DENOMINATION, adresse complète du SIEGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMERO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
	Nombre	%	%			(+) ou (-) (en unités)	
<b>RSA (EDENCAST) S. Etr.</b> 55 rue Raspail 92300 LEVALLOIS France 22452749120 ACTIONS ORDINAIRES	1301	100,00	0,00	31/12/2012	EUR	31.659.121	884.583
<b>RENTABILIWEB INTERACTIVE S. Etr.</b> 55 rue Raspail 92300 LEVALLOIS France 494885426140003 ACTIONS ORDINAIRES	3800	100,00	0,00	31/12/2012	EUR	332.095	199.887
<b>RENTABILIWEB BULGARIE S. Etr.</b> Poduyane Hadzhi Dimitar BL55B SOFIA Bulgarie ACTIONS ORDINAIRES	50	100,00	0,00	31/12/2012	EUR	1.968.455	1.962.096
<b>ETERIC RO-NET S. Etr.</b> Str Jarmanului 50 BRASOV Roumanie 15355451 ACTIONS ORDINAIRES	20	100,00	0,00	31/12/2012	EUR	-135.031	-10.790
<b>R-PUBLISHING SPRL</b> rue Jourdan 41 1060 Bruxelles 6 Belgique 0882.778.588 ACTIONS ORDINAIRES	906	99,00	0,00	31/12/2012	EUR	-97.396	-69.934
<b>RENTABILIWEB EUROPE S. Etr.</b> 55 rue Raspail 92300 LEVALLOIS France 12443222682 ACTIONS ORDINAIRES	23999	99,00	0,00	31/12/2011	EUR	1.475.382	-5.253.793
<b>RENTABILIWEB CANADA S. Etr.</b> 200-1243 St-Hubert QCH2L3Y MONTREAL Canada ACTIONS ORDINAIRES	100	100,00	0,00	31/12/2010	CAD	-20.092	0

## 2 Etats financiers statutaires

N°	0878.265.120	C 5.5.2
----	--------------	---------

### LISTE DES ENTREPRISES DONT L'ENTREPRISE REPOND DE MANIERE ILLIMITEE EN QUALITE D'ASSOCIE OU DE MEMBRE INDEFINIMENT RESPONSABLE

Les comptes annuels de chacune des entreprises pour lesquelles l'entreprise est indéfiniment responsable sont joints aux présents comptes annuels pour être publiés en même temps que ceux-ci, sauf si dans la deuxième colonne du tableau ci-après, l'entreprise précise la raison pour laquelle il n'en est pas ainsi. Cette précision est fournie par la mention du code (A, B, C ou D) défini ci-après.

Les comptes annuels de l'entreprise mentionnée:

- A. sont publiés par dépôt auprès de la Banque nationale de Belgique par cette entreprise;
- B. sont effectivement publiés par cette entreprise dans un autre Etat membre de l'Union européenne, dans les formes prévues à l'article 3 de la directive 68/151/CEE;
- C. sont intégrés par consolidation globale ou par consolidation proportionnelle dans les comptes consolidés de l'entreprise, établis, contrôlés et publiés conformément aux dispositions du Code des sociétés relatives aux comptes consolidés;
- D. concernent une société de droit commun, une société momentanée ou une société interne.

DENOMINATION, adresse complète du SIEGE, FORME JURIDIQUE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMERO D'ENTREPRISE	Code éventuel
<b>EDENCAST S. Etr.</b> 55 rue Raspail 92300 Levallois France 22452749120	C
<b>RENTABILIWEB INTERACTIVE S. Etr.</b> 55 rue Raspail 92300 LEVALLOIS France 494885426140003	C
<b>RENTABILIWEB BULGARIE S. Etr.</b> Poduyane Hadzhi Dimitar BL55B SOFIA Bulgarie	C
<b>ETERIC RO-NET S. Etr.</b> Str Jarmanului 50 BRASOV Roumanie 15355451	C
<b>R-PUBLISHING SPRL</b> rue Jourdan 41 1060 Bruxelles 6 Belgique 0882.778.588	A
<b>RENTABILIWEB EUROPE S. Etr.</b> 55 rue Raspail 92300 LEVALLOIS France 12443222682	C

## 2 Etats financiers statutaires

N°	0878.265.120	C 5.5.2
----	--------------	---------

### LISTE DES ENTREPRISES DONT L'ENTREPRISE REPOND DE MANIERE ILLIMITEE EN QUALITE D'ASSOCIE OU DE MEMBRE INDEFINIMENT RESPONSABLE

Les comptes annuels de chacune des entreprises pour lesquelles l'entreprise est indéfiniment responsable sont joints aux présents comptes annuels pour être publiés en même temps que ceux-ci, sauf si dans la deuxième colonne du tableau ci-après, l'entreprise précise la raison pour laquelle il n'en est pas ainsi. Cette précision est fournie par la mention du code (A, B, C ou D) défini ci-après.

Les comptes annuels de l'entreprise mentionnée:

- A. sont publiés par dépôt auprès de la Banque nationale de Belgique par cette entreprise;
- B. sont effectivement publiés par cette entreprise dans un autre Etat membre de l'Union européenne, dans les formes prévues à l'article 3 de la directive 68/151/CEE;
- C. sont intégrés par consolidation globale ou par consolidation proportionnelle dans les comptes consolidés de l'entreprise, établis, contrôlés et publiés conformément aux dispositions du Code des sociétés relatives aux comptes consolidés;
- D. concernent une société de droit commun, une société momentanée ou une société interne.

DENOMINATION, adresse complète du SIEGE, FORME JURIDIQUE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMERO D'ENTREPRISE	Code éventuel
<b>RENTABILIWEB CANADA S. Etr.</b> 200-1243 St-Hubert QCH2L3Y MONTREAL Canada	C

## 2 Etats financiers statutaires

N° 0878.265.120

C 5.6

### PLACEMENTS DE TRESORERIE ET COMPTES DE REGULARISATION DE L'ACTIF

#### PLACEMENTS DE TRESORERIE - AUTRES PLACEMENTS

**Actions et parts** .....

Valeur comptable augmentée du montant non appelé .....

Montant non appelé .....

**Titres à revenu fixe** .....

Titres à revenu fixe émis par des établissements de crédit .....

**Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit** .....

Avec une durée résiduelle ou de préavis

d'un mois au plus .....

de plus d'un mois à un an au plus .....

de plus d'un an .....

**Autres placements de trésorerie non repris ci-avant** .....

Codes	Exercice	Exercice précédent
51		
8681		
8682		
52		
8684		
53		
8686		
8687		
8688		
8689		

#### COMPTES DE REGULARISATION

Ventilation de la rubrique 490/1 de l'actif si celle-ci représente un montant important.

490000 Charges à reporter

491000 Produits acquis

Exercice
11.343,58
26.816,92

## 2 Etats financiers statutaires

N° 0878.265.120

C 5.7

### ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

#### ETAT DU CAPITAL

##### Capital social

Capital souscrit au terme de l'exercice .....

Capital souscrit au terme de l'exercice .....

Codes	Exercice	Exercice précédent
100P	XXXXXXXXXXXXXX	23.307.182,04
(100)	23.395.607,04	

Modifications au cours de l'exercice

Actions ordinaires

Représentation du capital

Catégories d'actions

Actions ordinaires

Actions nominatives .....

Actions au porteur et/ou dématérialisées.....

Codes	Montants	Nombre d'actions
	88.425,00	67.500
	23.307.182,04	17.862.905
8702	XXXXXXXXXXXXXX	10.329.346
8703	XXXXXXXXXXXXXX	7.533.559

##### Capital non libéré

Capital non appelé .....

Capital appelé, non versé .....

Actionnaires redevables de libération .....

Codes	Montant non appelé	Montant appelé non versé
(101)		XXXXXXXXXXXXXX
8712	XXXXXXXXXXXXXX	

##### Actions propres

Détenues par la société elle-même

Montant du capital détenu .....

Nombre d'actions correspondantes .....

Détenues par ses filiales

Montant du capital détenu .....

Nombre d'actions correspondantes .....

Codes	Exercice
8721	1.381.414,59
8722	293.918
8731	
8732	
8740	
8741	
8742	
8745	
8746	
8747	
8751	

##### Engagement d'émission d'actions

Suite à l'exercice de droits de CONVERSION

Montant des emprunts convertibles en cours .....

Montant du capital à souscrire .....

Nombre maximum correspondant d'actions à émettre .....

Suite à l'exercice de droits de SOUSCRIPTION

Nombre de droits de souscription en circulation .....

Montant du capital à souscrire .....

Nombre maximum correspondant d'actions à émettre .....

Capital autorisé non souscrit .....

## 2 Etats financiers statutaires

N° 0878.265.120

C 5.7

### ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

#### Parts non représentatives du capital

##### Répartition

Nombre de parts .....

Nombre de voix qui y sont attachées .....

##### Ventilation par actionnaire

Nombre de parts détenues par la société elle-même .....

Nombre de parts détenues par les filiales .....

Codes	Exercice
8761	
8762	
8771	
8781	

#### STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE L'ENTREPRISE A LA DATE DE CLOTURE DE SES COMPTES, TELLE QU'ELLE RESULTE DES DECLARATIONS REÇUES PAR L'ENTREPRISE

Saint Georges Finance  
 Financières LOV sas  
 Groupe Arnault / Le Peingne sa  
 Corinne CHATAL  
 Jean-Batiste DESCROIX-VERNIER



N°	0878.265.120	C 5.8
----	--------------	-------

**PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES****VENTILATION DE LA RUBRIQUE 163/5 DU PASSIF SI CELLE-CI REPRESENTE UN MONTANT IMPORTANT**

Autres provisions et charges

Exercice
140.021,00

## 2 Etats financiers statutaires

N° 0878.265.120

C 5.9

### ETAT DES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION DU PASSIF

#### VENTILATION DES DETTES A L'ORIGINE A PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DUREE RESIDUELLE

##### Dettes à plus d'un an échéant dans l'année

Dettes financières .....	8801
Emprunts subordonnés .....	8811
Emprunts obligataires non subordonnés .....	8821
Dettes de location-financement et assimilées .....	8831
Etablissements de crédit .....	8841
Autres emprunts .....	8851
Dettes commerciales .....	8861
Fournisseurs .....	8871
Effets à payer .....	8881
Acomptes reçus sur commandes .....	8891
Autres dettes .....	8901
<b>Total des dettes à plus d'un an échéant dans l'année .....</b>	<b>(42)</b>

##### Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir

Dettes financières .....	8802
Emprunts subordonnés .....	8812
Emprunts obligataires non subordonnés .....	8822
Dettes de location-financement et assimilées .....	8832
Etablissements de crédit .....	8842
Autres emprunts .....	8852
Dettes commerciales .....	8862
Fournisseurs .....	8872
Effets à payer .....	8882
Acomptes reçus sur commandes .....	8892
Autres dettes .....	8902

##### **Total des dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir .....**

8912

##### Dettes ayant plus de 5 ans à courir

Dettes financières .....	8803
Emprunts subordonnés .....	8813
Emprunts obligataires non subordonnés .....	8823
Dettes de location-financement et assimilées .....	8833
Etablissements de crédit .....	8843
Autres emprunts .....	8853
Dettes commerciales .....	8863
Fournisseurs .....	8873
Effets à payer .....	8883
Acomptes reçus sur commandes .....	8893
Autres dettes .....	8903

##### **Total des dettes ayant plus de 5 ans à courir .....**

8913

N° 0878.265.120

C 5.9

**DETTES GARANTIES** (comprises dans les rubriques 17 et 42/48 du passif)**Dettes garanties par les pouvoirs publics belges**

Dettes financières .....	8921
Emprunts subordonnés .....	8931
Emprunts obligataires non subordonnés .....	8941
Dettes de location-financement et assimilées .....	8951
Etablissements de crédit .....	8961
Autres emprunts .....	8971
Dettes commerciales .....	8981
Fournisseurs .....	8991
Effets à payer .....	9001
Acomptes reçus sur commandes .....	9011
Dettes salariales et sociales .....	9021
Autres dettes .....	9051
<b>Total des dettes garanties par les pouvoirs publics belges .....</b>	<b>9061</b>

**Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise**

Dettes financières .....	8922
Emprunts subordonnés .....	8932
Emprunts obligataires non subordonnés .....	8942
Dettes de location-financement et assimilées .....	8952
Etablissements de crédit .....	8962
Autres emprunts .....	8972
Dettes commerciales .....	8982
Fournisseurs .....	8992
Effets à payer .....	9002
Acomptes reçus sur commandes .....	9012
Dettes fiscales, salariales et sociales .....	9022
Impôts .....	9032
Rémunérations et charges sociales .....	9042
Autres dettes .....	9052
<b>Total des dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise .....</b>	<b>9062</b>

**DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES****Impôts** (rubrique 450/3 du passif)

Dettes fiscales <b>échues</b> .....	9072
Dettes fiscales non échues .....	9073
Dettes fiscales estimées .....	450

**Rémunérations et charges sociales** (rubrique 454/9 du passif)

Dettes <b>échues</b> envers l'Office National de Sécurité Sociale .....	9076
Autres dettes salariales et sociales .....	9077

## 2

## Etats financiers statutaires

N°	0878.265.120	C 5.9
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		Exercice
<b>Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important</b>		
492000 Charges à imputer		210.069,84

N° 0878.265.120

C 5.10

**RESULTATS D'EXPLOITATION****PRODUITS D'EXPLOITATION****Chiffre d'affaires net**

Ventilation par catégorie d'activité

Ventilation par marché géographique

**Autres produits d'exploitation**

Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics ..... 740

**CHARGES D'EXPLOITATION****Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel**

Nombre total à la date de clôture ..... 9086

Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein ..... 9087

Nombre effectif d'heures prestées ..... 9088

**Frais de personnel**

Rémunérations et avantages sociaux directs ..... 620

Cotisations patronales d'assurances sociales ..... 621

Primes patronales pour assurances extralégales ..... 622

Autres frais de personnel ..... 623 -143,18

Pensions de retraite et de survie ..... 624

**Provisions pour pensions et obligations similaires**

Dotations (utilisations et reprises) ..... (+)/(-) 635

**Réductions de valeur**

Sur stocks et commandes en cours

actées ..... 9110

reprises ..... 9111

Sur créances commerciales

actées ..... 9112 253.377,45 143.904,03

reprises ..... 9113

**Provisions pour risques et charges**

Constitutions ..... 9115 140.021,00

Utilisations et reprises ..... 9116

**Autres charges d'exploitation**

Impôts et taxes relatifs à l'exploitation ..... 640 957,00 12.457,50

Autres ..... 641/8 18.876,10 36,05

**Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise**

Nombre total à la date de clôture ..... 9096

Nombre moyen calculé en équivalents temps plein ..... 9097

Nombre d'heures effectivement prestées ..... 9098

Frais pour l'entreprise ..... 617

N°	0878.265.120	C 5.11
----	--------------	--------

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>RESULTATS FINANCIERS</b>			
<b>Autres produits financiers</b>			
Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats			
Subsides en capital .....	9125		
Subsides en intérêts .....	9126		
Ventilation des autres produits financiers			
75600 Prod financiers cptes bancaires		1.886,36	14.197,63
<b>Amortissement des frais d'émission d'emprunts et des primes de remboursement .....</b>	6501		
<b>Intérêts intercalaires portés à l'actif .....</b>	6503		
<b>Réductions de valeur sur actifs circulants</b>			
Actées .....	6510	208.066,53	
Reprises .....	6511		
<b>Autres charges financières</b>			
Montant de l'escompte à charge de l'entreprise sur la négociation de créances .....	653		
<b>Provisions à caractère financier</b>			
Dotations .....	6560		
Utilisations et reprises .....	6561		
<b>Ventilation des autres charges financières</b>			
Différence paiement et change		83,25	48,57
Frais bancaires		11.428,94	12.231,53

Exercice

N° 0878.265.120

C 5.12

**IMPOTS ET TAXES****IMPOTS SUR LE RESULTAT****Impôts sur le résultat de l'exercice** .....

Impôts et précomptes dus ou versés .....

Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif .....

Suppléments d'impôts estimés .....

**Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs** .....

Suppléments d'impôts dus ou versés .....

Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés .....

**Principales sources de disparités entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé**

RDT

DNA

Codes	Exercice
9134	374,89
9135	374,89
9136	
9137	
9138	
9139	
9140	
	5.040.425,26
	481.418,34

**Incidence des résultats exceptionnels sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice****Sources de latences fiscales**

Latences actives .....

Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs .....

Autres latences actives

Latences passives .....

Ventilation des latences passives

Codes	Exercice
9141	108.875,80
9142	108.875,80
9144	

**TAXES SUR LA VALEUR AJOUTEE ET IMPOTS A CHARGE DE TIERS****Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte**

A l'entreprise (déductibles) .....

Par l'entreprise .....

**Montants retenus à charge de tiers, au titre de**

Précompte professionnel .....

Précompte mobilier .....

Codes	Exercice	Exercice précédent
9145	92.047,09	34.642,98
9146	196.830,75	342.979,36
9147	41.012,52	41.274,36
9148	438.960,78	889.770,25

N° 0878.265.120

C 5.13

**DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN**

	Codes	Exercice
<b>GARANTIES PERSONNELLES CONSTITUEES OU IRREVOCABLEMENT PROMISES PAR L'ENTREPRISE POUR SURETE DE DETTES OU D'ENGAGEMENTS DE TIERS</b> .....	9149	
<b>Dont</b>		
Effets de commerce en circulation endossés par l'entreprise .....	9150	
Effets de commerce en circulation tirés ou avalisés par l'entreprise .....	9151	
Montant maximum à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis par l'entreprise .....	9153	
<b>GARANTIES REELLES</b>		
<b>Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'entreprise</b>		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés .....	9161	
Montant de l'inscription .....	9171	
Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription .....	9181	
Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés .....	9191	
Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause	9201	
<b>Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de tiers</b>		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés .....	9162	
Montant de l'inscription .....	9172	
Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription .....	9182	
Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés .....	9192	
Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause .....	9202	
<b>BIENS ET VALEURS DETENUS PAR DES TIERS EN LEUR NOM MAIS AUX RISQUES ET PROFITS DE L'ENTREPRISE, S'ILS NE SONT PAS PORTES AU BILAN</b>		
<b>ENGAGEMENTS IMPORTANTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS</b>		
engagements donnés au titre de earn out		125.000,00
<b>ENGAGEMENTS IMPORTANTS DE CESSION D'IMMOBILISATIONS</b>		
<b>MARCHE A TERME</b>		
Marchandises achetées (à recevoir) .....	9213	
Marchandises vendues (à livrer) .....	9214	
Devises achetées (à recevoir) .....	9215	
Devises vendues (à livrer) .....	9216	
<b>ENGAGEMENTS RESULTANT DE GARANTIES TECHNIQUES ATTACHEES A DES VENTES OU PRESTATIONS DEJA EFFECTUEES</b>		

**LITIGES IMPORTANTS ET AUTRES ENGAGEMENTS IMPORTANTS**

**LE CAS ECHEANT, DESCRIPTION SUCCINCTE DU REGIME COMPLEMENTAIRE DE PENSION DE RETRAITE OU DE SURVIE INSTAURE AU PROFIT DU PERSONNEL OU DES DIRIGEANTS ET DES MESURES PRISES POUR EN COUVRIR LA CHARGE**



N° 0878.265.120

C 5.13

**DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN****PENSIONS DONT LE SERVICE INCOMBE A L'ENTREPRISE ELLE-MEME****Montant estimé des engagements résultant, pour l'entreprise, de prestations déjà effectuées**

Bases et méthodes de cette estimation

Code	Exercice
9220	

**NATURE ET OBJECTIF COMMERCIAL DES OPERATIONS NON INSCRITES AU BILAN**

A condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages soit nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de la société; le cas échéant, les conséquences financières de ces opérations pour la société doivent également être mentionnées:

N° 0878.265.120

C 5.14

**RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION**

	Codes	Exercice	Exercice précédent
<b>ENTREPRISES LIEES</b>			
<b>Immobilisations financières</b> .....	(280/1)	52.342.326,57	60.301.253,64
Participations .....	(280)	51.586.615,77	50.799.115,77
Créances subordonnées .....	9271		
Autres créances .....	9281	755.710,80	9.502.137,87
<b>Créances sur les entreprises liées</b> .....	9291	952.792,92	1.650.526,90
A plus d'un an .....	9301		
A un an au plus .....	9311	952.792,92	1.650.526,90
<b>Placements de trésorerie</b> .....	9321		
Actions .....	9331		
Créances .....	9341		
<b>Dettes</b> .....	9351	1.148.935,42	5.340.105,52
A plus d'un an .....	9361		
A un an au plus .....	9371	1.148.935,42	5.340.105,52
<b>Garanties personnelles et réelles</b>			
Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées .....	9381		
Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise .....	9391		
<b>Autres engagements financiers significatifs</b> .....	9401		
<b>Résultats financiers</b>			
Produits des immobilisations financières .....	9421	5.305.710,80	10.169.947,28
Produits des actifs circulants .....	9431	26.816,92	15.112,84
Autres produits financiers .....	9441		
Charges des dettes .....	9461	199.089,31	377.818,48
Autres charges financières .....	9471		
<b>Cessions d'actifs immobilisés</b>			
Plus-values réalisées .....	9481		9.896.970,00
Moins-values réalisées .....	9491	12.500,00	23.535,29
<b>ENTREPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION</b>			
<b>Immobilisations financières</b> .....	(282/3)		
Participations .....	(282)		
Créances subordonnées .....	9272		
Autres créances .....	9282		
<b>Créances</b> .....	9292		
A plus d'un an .....	9302		
A un an au plus .....	9312		
<b>Dettes</b> .....	9352		
A plus d'un an .....	9362		
A un an au plus .....	9372		

N° 0878.265.120

C 5.14

**RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION****TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES EFFECTUEES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE CELLES DU MARCHE**

Mention de telles transactions, si elles sont significatives, y compris le montant et indication de la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la position financière de la société

Exercice

**Informations supplémentaires**

En l'absence de critères légaux permettant d'inventorier les transactions avec les parties liées qui seraient conclues à des conditions autres que celles du marché, aucune transaction n'est reprise dans l'état XVIIIbis des comptes annuels

N° 0878.265.120

C 5.15

## RELATIONS FINANCIERES AVEC

**LES ADMINISTRATEURS ET GERANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTROLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ETRE LIEES A CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTROLEES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES**

**Créances sur les personnes précitées** .....

Conditions principales des créances

**Garanties constituées en leur faveur** .....

Conditions principales des garanties constituées

**Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur** .....

Conditions principales des autres engagements

**Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable**

Aux administrateurs et gérants .....

Aux anciens administrateurs et anciens gérants .....

Codes	Exercice
9500	
9501	
9502	
9503	330.792,00
9504	

**LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIE (ILS SONT LIES)**

**Emoluments du (des) commissaire(s)** .....

**Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)**

Autres missions d'attestation .....

Missions de conseils fiscaux .....

Autres missions extérieures à la mission révisoriale .....

**Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)**

Autres missions d'attestation .....

Missions de conseils fiscaux .....

Autres missions extérieures à la mission révisoriale .....

Codes	Exercice
9505	27.000,00
95061	10.696,00
95062	
95063	
95081	
95082	
95083	

**Mentions en application de l'article 133, paragraphe 6 du Code des sociétés**

## 2 Etats financiers statutaires

N° 0878.265.120

C 5.17.1

### DECLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDES

#### INFORMATIONS A COMPLETER PAR LES ENTREPRISES SOUMISES AUX DISPOSITIONS DU CODE DES SOCIETES RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES

L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion\*

~~L'entreprise n'établit pas de comptes consolidés ni de rapport consolidé de gestion, parce qu'elle en est exemptée pour la (tes) raison(s) suivante(s)\*\*~~

L'entreprise et ses filiales ne dépassent pas, sur base consolidée, plus d'une des limites visées à l'article 16 du Code des sociétés\*

L'entreprise est elle-même filiale d'une entreprise mère qui établit et publie des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation\*

Dans l'affirmative, justification du respect des conditions d'exemption prévues à l'article 113, paragraphes 2 et 3 du Code des sociétés:

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'entreprise mère qui établit et publie les comptes consolidés en vertu desquels l'exemption est autorisée:

#### INFORMATIONS A COMPLETER PAR L'ENTREPRISE SI ELLE EST FILIALE OU FILIALE COMMUNE

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'(des) entreprise(s) mère(s) et indication si cette (ces) entreprise(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation\*\*:

Si l'(les) entreprise(s) mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci-avant peuvent être obtenus\*\*

\* Biffer la mention inutile.

\*\* Si les comptes de l'entreprise sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés d'une part, pour l'ensemble le plus grand et d'autre part, pour l'ensemble le plus petit d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

## 2 Etats financiers statutaires

N° 0878.265.120

C 7

### REGLES D'EVALUATION

Les règles d'évaluation sont établies conformément aux dispositions du chapitre I1 de l' A.R. du 30/01/2001 relatifs aux comptes annuels des entreprises.

#### FRAIS D'ETABLISSEMENT

Les frais d'établissement ne sont portés à l'actif que s'ils ne sont pas pris en charges durant l'exercice au cours duquel ils sont exposés. Les frais d'établissement sont alors portés à l'actif pour leur valeur d'acquisition. Les frais d'établissement portés à l'actif font l'objet d'amortissements appropriés, au minimum par tranches annuelles de 20% des sommes réellement dépensées. Toutefois, l'amortissement des frais d'émission d'emprunts et des primes de remboursement sur emprunts peut être réparti sur toute la durée de l'emprunt.

#### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations sont actées pour leur valeur d'acquisition. Les immobilisations incorporelles sont amorties suivant la méthode de l'amortissement linéaire. Ces immobilisations font l'objet d'amortissements complémentaires ou exceptionnels lorsque, en raison de leur altération ou de modifications des circonstances économiques ou technologiques, leur valeur comptable dépasse leur valeur d'utilisation par l'entreprise.

#### IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan, déduction faite des amortissements, à leur valeur d'acquisition ou leur valeur d'apport qui comprend les frais accessoires et la TVA non déductible.

Le seuil absolu à partir duquel l'on comptabilise une immobilisation est fixé à 500 euros; en-dessous de ce montant, il y a prise en charge immédiate.

Les amortissements sont calculés de façon linéaire ou dégressive, à partir de l'année de la comptabilisation de l'investissement.

Une année complète d'amortissements est prise en charge au cours de l'année d'acquisition.

Les immobilisations corporelles peuvent faire l'objet d'une réévaluation lorsque la valeur de celles-ci, déterminée en fonction de leur utilité pour l'entreprise, présente un excédent certain et durable par rapport à leur valeur comptable.

Plus particulièrement, il y a lieu de noter les règles suivantes:

Frais d'établissement: amortissements sur 5 années

Frais d'emprunt: amortissement sur la durée de l'emprunt

Immobilisations corporelles:

"Bien détenus en emphytéose: amortissement sur la durée du bail, soit 27 ans

"Travaux de rénovations lourds: amortissement sur 25 années selon la méthode linéaire

"Travaux légers et aménagements: amortissement sur 3 à 6 années selon la méthode linéaire

"Mobiliier de bureau: amortissement sur 4 à 5 années selon la méthode linéaire

"Matériel de bureau: amortissement sur 3 à 5 années selon la méthode linéaire

"Installations, matériels et outillages: amortissement sur 3 à 8 années selon la méthode linéaire

"Matériel de transport: amortissement sur 4 à 5 années selon la méthode linéaire

Les dotations d'amortissements des immobilisations acquises au cours du premier exercice comptable de la société, ainsi que pour les suivants, seront amortis au prorata temporis.

#### IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou le cas échéant, d'apport.

En cas de moins-value durable, les immobilisations financières font l'objet de réductions de valeur. Des réductions de valeur sont appliquées si la valeur de réalisation est inférieure à la valeur d'acquisition, à la date de clôture des comptes.

Plus particulièrement, les obligations, bons de caisse et autres titres à revenus fixes font l'objet de réductions de valeur, lorsque leur valeur d'acquisition dépasse leur valeur de remboursement à la date de clôture de l'exercice.

#### CREANCES A PLUS D'UN AN

Les créances sont portées au bilan à leur valeur nominale.

Des réductions de valeur appropriées sont actées s'il y a une incertitude quant au paiement total ou partiel de la créance à l'échéance.

Des réductions de valeur sont également appliquées si la valeur de réalisation des créances est inférieure à leur valeur comptable, à la date de clôture de l'exercice.

A l'issue de cet exercice, la société ne dispose pas de telle créance.

#### CREANCES A UN AN AU PLUS

Les créances sont portées au bilan à leur valeur nominale.

Des réductions de valeur appropriées sont actées s'il y a une incertitude quant au paiement, en tout ou en partie, de la créance au jour de l'échéance. Des réductions de valeur sont également appliquées si la valeur de réalisation des créances est inférieure à leur valeur comptable à la date du bilan.

#### PLACEMENTS DE TRESORERIE

Les placements sont évalués à leur valeur d'acquisition ou à leur valeur nominale, ou, s'il s'agit de valeurs mobilières, à leur valeur de marché à la date de clôture des comptes.

N° 0878.265.120

C 7

**REGLES D'EVALUATION****VALEURS DISPONIBLES**

Les valeurs disponibles sont évaluées à leur valeur nominale.

**REGULARISATION**

Les comptes de régularisation de l'actif sont exprimés à leur valeur comptable.

**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

Les provisions pour risques et charges sont individualisées en fonction des risques et charges de même nature qu'elles sont appelées à couvrir. Par risques et charges de même nature, il faut entendre les catégories de risques et charges mentionnées à titre exemplatif à l'article 54 de l'Arrêté Royal du 30 janvier 2001.

Les provisions pour risques et charges doivent répondre aux critères de prudence, de sincérité et de bonne foi. Les provisions pour risques et charges doivent être constituées systématiquement sur base des méthodes arrêtées par l'entreprise conformément à l'article 28 de l'Arrêté Royal du 30 janvier 2001. Elles ne peuvent dépendre du résultat de l'exercice.

Il doit être tenu compte de tous les risques prévisibles, des pertes éventuelles et des dépréciations qui ont pris naissance au cours de l'exercice auquel les comptes annuels se rapportent ou au cours d'exercices antérieurs, même si ces risques, pertes ou dépréciations ne sont connus qu'entre la date de clôture des comptes annuels et la date à laquelle ils sont arrêtés par l'organe d'administration de l'entreprise.

Les provisions pour risques et charges ne peuvent être maintenues dans la mesure où elles exèdent en fin d'exercice une appréciation actuelle, selon les critères de dépréciations, les charges et risques en considération desquelles elles ont été constituées.

**DETTES A PLUS D'UN AN**

Les dettes sont portées au bilan à leur valeur nominale

**DETTES A UN AN AU PLUS**

Les dettes sont portées au bilan à leur valeur nominale

**REGULARISATION**

Les comptes de régularisation du passif sont exprimés à leur valeur comptable

**COMPTES DE RESULTATS**

Les règles d'évaluation relatives au compte de résultats sont les règles d'évaluation générales décrites dans l'Arrêté Royal du 30 janvier 2001.

**GENERALITES**

Les devises étrangères seront converties au cours moyen au comptant (calculé par la moyenne des cours acheteur et vendeur représentatif) du dernier jour de bourse de l'année.

Les écarts négatifs de conversion seront pris en charges au compte de résultats tandis que les écarts de conversion positifs sont portés en compte de régularisation du passif.



## RENTABILIWEB GROUP

### RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2012

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Le rapport inclut notre opinion sur le bilan au 31 décembre 2012, le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et l'annexe (les « comptes annuels »), ainsi que les déclarations complémentaires requises.

#### Rapport sur les comptes annuels – opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels pour l'exercice 2012 clos le 31 décembre 2012, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à 61.208.782 EUR et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice net de l'exercice de 4.474.787 EUR.

#### Responsabilité de l'organe de gestion relative à l'établissement des comptes annuels

L'organe de gestion est responsable de l'établissement de comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

#### Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques ainsi que de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.





Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement du commissaire. En procédant à cette évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement de comptes annuels donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures de contrôle appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, et la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de l'entité les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sans réserve.

#### *Opinion sans réserve*

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société au 31 décembre 2012 ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

#### **Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires**

L'organe de gestion est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion sur les comptes annuels.

Dans le cadre de notre mandat, notre responsabilité est de vérifier, dans tous les aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur cette base, nous faisons la déclaration complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de notre opinion sur les comptes annuels:

- ◆ Le rapport de gestion sur les comptes annuels traite des informations requises par la loi, concorde avec les comptes annuels et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous avons eu connaissance dans le cadre de notre mandat
- ◆ Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- ◆ L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.



- ◆ A l'exception de certaines des formalités de publication des comptes annuels et consolidés de l'exercice 2011 à la BNB, nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés.
- ◆ La décision du conseil d'administration du 20 janvier 2012 relative à l'attribution de 100.000 warrants et de 25.000 actions gratuites à un administrateur a pour conséquence patrimoniale un coût de 237(.000) EUR.

Zaventem, le 18 février 2013

Le Commissaire,  
La Scrl RSM REVISEURS D'ENTREPRISES - BEDRIJFSREVISOREN  
représentée par

THIERRY DUPONT



## RENTABILIWEB GROUP SA

Rue Jourdan 41 - Saint Gilles - 1060 Bruxelles - Belgique  
Société anonyme au capital de 23 307 182 euros

Thibaut Faurès Fustel de Coulanges  
Thibaut@rentabiliweb.com  
Rentabiliweb Group

### **Vice-Président**

+ 331 7623 0102  
+ 322 538 7075  
fax : +33 1 7623 0300

Nicolo Horel  
Nicolo.horel@rentabiliweb.com  
Rentabiliweb Group

### **Directeur Administratif et Financier**

331 7623 0212  
+ 322 538 7075  
fax : +33 1 7623 0300

[www.rentabiliweb-group.com/](http://www.rentabiliweb-group.com/)



**RENTABILIWEB**  
MONÉTISEUR D'AUDIENCE